

# La guerre forcée

L'ÉCHEC DE LA RÉVISION PACIFIQUE

David L. Hoggan

1961

Traduction française : 2019-2020 par l'équipe du Saker francophone.

Version : 2023-04-22

<https://lesakerfrancophone.fr>

Version anglaise : The Forced War



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

# Table des matières

<b>1</b>	<b>Le nouvel État polonais</b>	<b>14</b>
1.1	Le congrès anti-polonais de Vienne . . . . .	14
1.2	Les soulèvements polonais du XIX <sup>ème</sup> siècle . . . . .	15
1.3	Nationalisme polonais pro-allemand . . . . .	16
1.4	Nationalisme polonais pro-russe . . . . .	16
1.5	Nationalisme polonais pro-Habsbourg . . . . .	17
1.6	Le nationalisme polonais de Pilsudski . . . . .	18
1.7	La Pologne dans la première guerre mondiale . . . . .	20
1.8	L'expansion polonaise après la première guerre mondiale . . . . .	22
1.9	La dictature Pilsudski . . . . .	26
1.10	La dictature polonaise après la mort de Pilsudski . . . . .	27
<b>2</b>	<b>Les racines des politiques polonaises</b>	<b>29</b>
2.1	La politique allemande douteuse de Pilsudski . . . . .	29
2.2	La carrière de Jozef Beck . . . . .	30
2.3	L'hostilité entre l'Allemagne de Weimar et la Pologne . . . . .	31
2.4	Les projets de guerre préventive contre Hitler de Pilsudski . . . . .	32
2.5	Le pacte de non-agression germano-polonais de 1934 . . . . .	34
2.6	La position de Beck, renforcée par Pilsudski . . . . .	35
2.7	Le projet de Beck en vue d'une guerre préventive en 1936 . . . . .	36
2.8	La tentative d'Hitler pour promouvoir une amitié germano-polonaise . . . . .	37
2.9	Les dangers d'une politique anti-allemande . . . . .	38
<b>3</b>	<b>Le problème de Dantzig</b>	<b>41</b>
3.1	Le rejet de l'auto-détermination à Dantzig . . . . .	41
3.2	L'établissement du régime de ville libre . . . . .	43
3.3	La tentative polonaise de s'emparer de Dantzig . . . . .	45
3.4	La détresse de la séparation de Dantzig de l'Allemagne . . . . .	46
3.5	Le désir polonais d'un rôle maritime . . . . .	47
3.6	La tentative d'Hitler d'empêcher les frictions à Dantzig . . . . .	49
3.7	Le chauvinisme du haut commissaire polonais Chodacki . . . . .	50
3.8	La détérioration de la situation de Dantzig après 1936 . . . . .	51
3.9	Le besoin d'une solution . . . . .	51
<b>4</b>	<b>L'Allemagne, la Pologne, et les Tchèques</b>	<b>52</b>
4.1	La menace bolchevique pesant sur l'Allemagne et la Pologne . . . . .	52
4.2	La politique étrangère anti-bolchevique d'Hitler . . . . .	53
4.3	Hostilité polonaise à l'égard des Tchèques . . . . .	54
4.4	Griefs polonais et critiques occidentales . . . . .	57
4.5	La politique anti-allemande de Beneš . . . . .	58
4.6	Le rejet par Hitler de la ligne politique anti-polonaise de Neurath . . . . .	60
4.7	Le pacte des minorités germano-polonais de 1937 . . . . .	62
4.8	Le spectre du Mémoire de Hossbach . . . . .	63
4.9	La déclaration de Hitler sur Dantzig en novembre 1937 . . . . .	64
4.10	L'Autriche, un tampon tchèque . . . . .	65
<b>5</b>	<b>La route de Munich</b>	<b>66</b>
5.1	La politique de révision pacifique d'Hitler de 1938 . . . . .	66
5.2	La conférence Hitler-Beck de janvier 1938 . . . . .	66

5.3	La montée de Joachim von Ribbentrop . . . . .	68
5.4	La chute de Kurt von Schuschnigg . . . . .	68
5.5	Le double jeu de Lord Halifax . . . . .	70
5.6	Les secrètes aspirations guerrières du président Roosevelt . . . . .	74
5.7	La politique de paix de Georges Bonnet . . . . .	75
5.8	Les espoirs de Litvinov d'une guerre franco-allemande . . . . .	77
5.9	La diplomatie irresponsable d'Édouard Beneš . . . . .	78
5.10	L'offre de guerre de Beneš rejetée par Halifax . . . . .	78
5.11	La décision d'Hitler de libérer les Sudètes . . . . .	79
5.12	La promesse du palais des sports du 26 septembre 1938 . . . . .	79
5.13	Les aspirations hongroises en Tchécoslovaquie . . . . .	80
5.14	Encouragements britanniques pour une défiance polonaise quant à Dantzig . . . . .	81
5.15	La pression polonaise sur les Tchèques . . . . .	82
5.16	La menace soviétique envers la Pologne . . . . .	83
5.17	L'échec de Beneš à duper Beck . . . . .	83
5.18	La conférence de Munich . . . . .	85
5.19	L'ultimatum polonais à la Tchécoslovaquie . . . . .	86
5.20	Le soutien allemand à la Pologne face à l'Union soviétique . . . . .	86
5.21	Un traité anglo-allemand accepté par Hitler . . . . .	88
<b>6</b>	<b>Une offre allemande à la Pologne</b>	<b>89</b>
6.1	Après Munich, la situation périlleuse de l'Allemagne . . . . .	89
6.2	Les insuffisances de l'armement allemand . . . . .	90
6.3	La position favorable de la Grande-Bretagne . . . . .	91
6.4	L'attitude généreuse d'Hitler envers la Pologne . . . . .	91
6.5	D'autres aspirations polonaises en Tchéco-Slovaquie . . . . .	92
6.6	L'hostilité tchèque ininterrompue à l'encontre de la Pologne et de l'Allemagne . . . . .	94
6.7	Les prétentions polonaises à Oderberg, protégées par Hitler . . . . .	96
6.8	L'échec des négociations tchéco-hongroises . . . . .	97
6.9	Halifax sonde les intentions allemandes . . . . .	98
6.10	L'échec de Beck à mobiliser la Roumanie contre la Tchéco-Slovaquie . . . . .	100
6.11	Beck demande le soutien allemand pour la Hongrie . . . . .	101
6.12	La suggestion d'Hitler d'un règlement intégral . . . . .	102
6.13	Le retard de Beck quant à la réponse polonaise . . . . .	104
6.14	La tentation de Beck d'un soutien britannique contre l'Allemagne . . . . .	105
<b>7</b>	<b>Les frictions germano-polonaises en 1938</b>	<b>106</b>
7.1	Les obstacles à une entente germano-polonaise . . . . .	106
7.2	La crise des passeports polonais . . . . .	107
7.3	Persécution de la minorité allemande en Pologne . . . . .	111
7.4	Manifestations polonaises contre l'Allemagne . . . . .	113
7.5	Les affronts de Teschen . . . . .	114
7.6	Le problème de communication entre l'Allemagne et la Prusse orientale . . . . .	116
7.7	Tensions à Dantzig . . . . .	116
7.8	La conférence Ribbentrop-Lipski de novembre 1938 . . . . .	116
7.9	La confusion allemande quant aux intentions polonaises . . . . .	117
7.10	L'hostilité dissimulée des dirigeants polonais contre l'Allemagne . . . . .	118
7.11	Les craintes d'Halifax de voir se conclure un accord germano-polonais . . . . .	120
7.12	La Pologne mise en danger par la diplomatie de Beck . . . . .	122
<b>8</b>	<b>L'hostilité britannique envers l'Allemagne après Munich</b>	<b>123</b>
8.1	L'offre d'amitié faite par Hitler aux Britanniques . . . . .	123
8.2	L'échec de Chamberlain à faire la critique de Duff Cooper . . . . .	125
8.3	Les conservateurs britanniques en accord fondamental . . . . .	125
8.4	Le sentiment de guerre conservateur et travailliste . . . . .	128
8.5	Le contrôle par Halifax de la politique britannique . . . . .	132
8.6	Les tactiques alarmistes des conservateurs . . . . .	133
8.7	La confiance des conservateurs pour les préparations de guerre . . . . .	134
8.8	Halifax et Chamberlain font peur à Mussolini . . . . .	135
8.9	L'optimisme persistant d'Hitler . . . . .	138

<b>9 Les relations franco-allemandes après Munich</b>	<b>140</b>
9.1 La France constitue un obstacle aux projets de guerre britanniques . . . . .	140
9.2 Les relations franco-allemandes après Munich . . . . .	140
9.3 La popularité des accords de Munich en France . . . . .	141
9.4 La crise du front populaire : une leçon pour la France . . . . .	141
9.5 La politique de Laval de 1935 est sapée par Vansittart . . . . .	144
9.6 La position prépondérante de la France, ruinée par Léon Blum . . . . .	147
9.7 Le gouvernement Daladier et la crise tchèque . . . . .	148
9.8 Le pacte d'amitié franco-allemand de décembre 1938 . . . . .	150
9.9 Flexibilité de l'attitude française après Munich . . . . .	153
<b>10 La décision allemande d'occuper Prague</b>	<b>155</b>
10.1 L'empire tchèque, mortellement blessé à Munich . . . . .	155
10.2 La politique trompeuse d'Halifax envers les Tchèques . . . . .	155
10.3 L'arbitrage de Vienne : une déception pour Halifax . . . . .	157
10.4 Les demandes des Polonais aux Tchèques . . . . .	158
10.5 Frictions tchéco-allemandes après l'arbitrage de Vienne . . . . .	159
10.6 Halifax sabote la garantie tchèque . . . . .	160
10.7 Halifax ignore les recours tchèques . . . . .	162
10.8 Hitler soutient le mouvement d'indépendance slovaque . . . . .	162
10.9 La propagande d'Halifax autour du président Roosevelt . . . . .	163
10.10 L'avertissement d'Halifax quant à la crise slovaque en instance . . . . .	164
10.11 Halifax décide d'ignorer la crise . . . . .	165
10.12 Apogée de la crise slovaque . . . . .	166
10.13 Le pacte Hitler-Hacha . . . . .	168
10.14 Halifax pose un défi à Hitler . . . . .	169
10.15 Hitler traite les Tchèques avec générosité après mars 1939 . . . . .	170
10.16 La propagande contre la politique tchèque d'Hitler . . . . .	171
<b>11 L'Allemagne et la Pologne début 1939</b>	<b>172</b>
11.1 La nécessité d'une entente germano-polonaise . . . . .	172
11.2 L'offre généreuse proposée par l'Allemagne à la Pologne . . . . .	173
11.3 Les raisons des attermoissements polonais . . . . .	173
11.4 Hitler refuse de faire pression sur la Pologne . . . . .	174
11.5 Les tromperies de Beck à l'égard de l'Allemagne . . . . .	175
11.6 Les confiscations de propriétés allemandes en Pologne . . . . .	175
11.7 Les conversations germano-polonaises de la fin de 1938 . . . . .	177
11.8 La conférence Beck-Hitler du 5 janvier 1939 . . . . .	179
11.9 La conférence Beck-Ribbentrop du 6 janvier 1939 . . . . .	182
11.10 Optimisme allemand et pessimisme polonais . . . . .	183
11.11 La visite de Ribbentrop à Varsovie . . . . .	184
11.12 Le discours d'Hitler au Reichstag du 30 janvier 1939 . . . . .	186
11.13 Préoccupations polonaises quant à la politique française . . . . .	189
11.14 La crainte d'un accord germano-polonais à Londres . . . . .	191
11.15 Les manifestations anti-polonaises durant la visite de Ciano à Varsovie . . . . .	191
11.16 Beck annonce sa visite à Londres . . . . .	193
<b>12 Le renversement politique britannique</b>	<b>196</b>
12.1 Le voile tombe d'une politique d'apaisement insincère . . . . .	196
12.2 Les préoccupations britanniques quant à la France . . . . .	198
12.3 Hitler reçoit des menaces de la part d'Halifax . . . . .	200
12.4 Le rêve d'une gigantesque alliance par Halifax . . . . .	200
12.5 La duperie de Tilea . . . . .	201
12.6 Le calme de la Pologne quant aux événements de Prague . . . . .	203
12.7 Beck médusé par la duperie de Tilea . . . . .	204
12.8 Le discours de Chamberlain à Birmingham . . . . .	205
12.9 Le retrait des ambassadeurs britannique et français . . . . .	206
12.10 L'offre d'alliance d'Halifax à la Pologne et à l'Union soviétique . . . . .	207
<b>13 La Pologne décide de défier l'Allemagne</b>	<b>209</b>
13.1 L'impétuosité de Beck . . . . .	209

13.2	Beck rejette l'offre d'alliance pro-soviétique d'Halifax . . . . .	210
13.3	Ribbentrop convertit Lipski à une politique pro-allemande . . . . .	210
13.4	Lipski échoue à convertir Beck . . . . .	213
13.5	Beck décide de la mobilisation partielle en Pologne . . . . .	213
13.6	Hitler refuse d'adopter des mesures militaires . . . . .	215
13.7	Beck menace Hitler d'une guerre . . . . .	215
13.8	La Pologne est ravie par sa mobilisation . . . . .	218
13.9	Hitler espère un changement de politique polonaise . . . . .	219
13.10	Les racines de la modération d'Hitler envers la Pologne . . . . .	220
<b>14</b>	<b>Le chèque en blanc britannique à la Pologne</b>	<b>223</b>
14.1	Différends anglo-français . . . . .	223
14.2	La visite de Bonnet à Londres . . . . .	223
14.3	Les différends franco-polonais . . . . .	224
14.4	L'offre de Beck à l'Angleterre . . . . .	225
14.5	La décision d'Halifax . . . . .	226
14.6	Beck accepte la garantie britannique . . . . .	226
14.7	Les partis politiques britanniques approuvent la garantie . . . . .	227
14.8	La déclaration de Chamberlain . . . . .	229
14.9	Hitler accepte le défi . . . . .	229
14.10	Beck se rend à Londres . . . . .	230
14.11	La satisfaction de Beck . . . . .	235
<b>15</b>	<b>La détérioration des relations germano-polonaises</b>	<b>237</b>
15.1	L'attitude inflexible de Beck . . . . .	237
15.2	La politique prudente d'Hitler . . . . .	238
15.3	La froideur de Bonnet envers la Pologne . . . . .	239
15.4	Beck est mécontent de la diplomatie anglo-française dans les Balkans . . . . .	241
15.5	La conférence Beck-Gafencu . . . . .	242
15.6	Les télégrammes de Roosevelt à Hitler et Mussolini . . . . .	244
15.7	Gafencu accepte les assurances d'Hitler . . . . .	246
15.8	La visite de Gafencu à Londres . . . . .	248
15.9	L'amitié d'Hitler avec la Yougoslavie . . . . .	249
15.10	Hitler répond à Roosevelt le 28 avril 1939 . . . . .	249
15.11	La Hongrie apprécie les intentions pacifiques d'Hitler . . . . .	252
15.12	Le discours chauvin de Beck du 5 mai 1939 . . . . .	253
15.13	Halifax approuve l'intransigeance polonaise . . . . .	257
<b>16</b>	<b>Politique britannique et incidents polonais anti-allemands</b>	<b>258</b>
16.1	Halifax menace de détruire l'Allemagne . . . . .	258
16.2	Les Allemands de Pologne terrorisés . . . . .	258
16.3	Rêves d'expansion polonais . . . . .	260
16.4	Les émeutes de Lodz . . . . .	260
16.5	Le meurtre de Kalthof . . . . .	261
16.6	La désastreuse mission Kasprzycki . . . . .	262
16.7	Halifax refuse d'approvisionner la Pologne . . . . .	263
16.8	Le mépris d'Halifax envers le pacte d'acier . . . . .	264
16.9	Les conversations futiles menées à Londres par Wohlthat . . . . .	265
16.10	Provocations polonaises à Dantzig . . . . .	268
16.11	La tentative de Potocki en vue de modifier la politique polonaise . . . . .	270
16.12	Forster tente une détente à Dantzig . . . . .	270
16.13	Le projet de paix de l'axe, par Mussolini . . . . .	272
16.14	La campagne d'Otto Abetz pour la paix . . . . .	273
16.15	La Pologne émet un ultimatum sur Dantzig . . . . .	273
16.16	Hitler conseille la capitulation de Dantzig . . . . .	274
16.17	Préparations militaires de l'Allemagne . . . . .	276
16.18	Les efforts pour la paix menés par la Hongrie . . . . .	276
16.19	Le jour des légions en Pologne . . . . .	277
16.20	Les inclinaisons pacifiques du peuple polonais . . . . .	278
<b>17</b>	<b>Anglais et Français courtisent tardivement la Russie</b>	<b>280</b>

17.1	La Russie soviétique comme Troisième Homme . . . . .	280
17.2	Le détachement russe : encouragé par la garantie accordée à la Pologne . . . . .	281
17.3	L'Union soviétique comme puissance révisionniste . . . . .	281
17.4	La révocation de Litvinov . . . . .	282
17.5	Les ouvertures de Molotov se font rejeter par Beck . . . . .	283
17.6	Mussolini soutient une entente russo-allemande . . . . .	284
17.7	La mission de Strang à Moscou . . . . .	286
17.8	Hitler opte pour un pacte avec la Russie . . . . .	287
17.9	Les missions militaires britannique et française . . . . .	288
17.10	L'offre anglo-française aux dépens de la Pologne . . . . .	289
17.11	L'ineptie de la diplomatie russe d'Halifax . . . . .	296
<b>18</b>	<b>La décision russe d'un pacte avec l'Allemagne</b>	<b>298</b>
18.1	L'invitation russe du 12 août 1939 . . . . .	298
18.2	Le projet privé de paix polonais du colonel Kava . . . . .	299
18.3	Terreur polonaise en Haute-Silésie orientale . . . . .	300
18.4	La mission de Ciano en Allemagne . . . . .	300
18.5	L'inversion de la politique italienne . . . . .	303
18.6	La promesse secrète faite par l'Italie à Halifax . . . . .	304
18.7	Espoirs soviétiques d'une guerre en Europe occidentale . . . . .	305
18.8	La crise à Dantzig . . . . .	306
18.9	La Russie use de tactiques dilatoires . . . . .	308
18.10	Hitler intervient en personne . . . . .	310
18.11	La complaisance de Beck . . . . .	311
18.12	La mission de Ribbentrop à Moscou . . . . .	311
18.13	Les efforts d'Henderson en faveur de la paix . . . . .	313
18.14	L'effort de Bonnet en vue de séparer la France de la Pologne . . . . .	315
18.15	Raidissement des mesures anti-allemandes en Pologne . . . . .	316
18.16	Déclin de l'opposition allemande à Hitler . . . . .	318
18.17	Le désir d'Hitler d'un règlement négocié . . . . .	318
<b>19</b>	<b>Les propositions allemandes en vue d'une entente anglo-allemande</b>	<b>320</b>
19.1	La lettre de Chamberlain : une ouverture pour Hitler . . . . .	320
19.2	Hitler répond à Chamberlain . . . . .	321
19.3	La mission de Birger Dahlerus . . . . .	322
19.4	Le conseil de Charles Buxton à Hitler . . . . .	324
19.5	La confusion d'Herbert von Dirksen . . . . .	324
19.6	Hitler en appelle au bureau britannique des affaires étrangères . . . . .	326
19.7	Beck porte un coup d'arrêt aux discussions entre la Pologne et Dantzig . . . . .	327
19.8	Confusion au parlement britannique le 24 août . . . . .	328
19.9	Les messages de Roosevelt à l'Allemagne et à la Pologne . . . . .	329
19.10	Le cas allemand présenté par Henderson . . . . .	331
19.11	À Varsovie, Kennard s'active pour la guerre . . . . .	332
19.12	Le message du 25 août de Goering à Londres . . . . .	333
19.13	Hitler est gêné par la politique italienne . . . . .	334
19.14	L'offre d'alliance d'Hitler à la Grande-Bretagne . . . . .	334
19.15	Hitler déclenche les opérations en Pologne le 26 août . . . . .	335
19.16	L'annonce de l'alliance formelle anglo-polonaise . . . . .	336
<b>20</b>	<b>La nouvelle offre allemande à la Pologne</b>	<b>339</b>
20.1	Opposition d'Halifax à des négociations polonaises avec l'Allemagne . . . . .	339
20.2	La promesse polonaise au président Roosevelt . . . . .	340
20.3	Hitler ne parvient pas à regagner le soutien italien . . . . .	341
20.4	Halifax espère la guerre . . . . .	342
20.5	Préoccupations britanniques quant à la France . . . . .	343
20.6	La correspondance Hitler-Daladier . . . . .	344
20.7	Le désir de paix d'Hitler est porté à Londres par Dahlerus . . . . .	346
20.8	Kennard s'oppose aux discussions germano-polonaises . . . . .	347
20.9	La note britannique trompeuse du 28 août . . . . .	350
20.10	L'espoir d'Hitler d'un règlement pacifique . . . . .	353
20.11	La Pologne planifie de nouvelles mesures militaires . . . . .	354

20.12	La note allemande du 29 août . . . . .	355
20.13	La requête allemande de négociations avec la Pologne . . . . .	356
<b>21</b>	<b>La mobilisation générale polonaise et la guerre germano-polonaise</b>	<b>360</b>
21.1	Hitler ignorant de la politique britannique menée en Pologne . . . . .	360
21.2	La mobilisation générale interprétée comme de la défiance de la part de la Pologne envers Halifax	360
21.3	L'offre d'Hitler du 30 août d'envoyer des propositions à Varsovie . . . . .	361
21.4	Chamberlain reconnaît la sincérité d'Hitler . . . . .	362
21.5	Halifax rejette les arguments présentés par Henderson en faveur de la paix . . . . .	363
21.6	La France favorable à un règlement pacifique . . . . .	364
21.7	La note britannique défavorable du 30 août . . . . .	364
21.8	L'absence de rivalité commerciale comme facteur de guerre . . . . .	366
21.9	La tentative des propositions allemandes dites Marienwerder . . . . .	368
21.10	L'ordre d'opérations en Pologne donné par Hitler pour le 1 <sup>er</sup> septembre . . . . .	370
21.11	La querelle de Beck avec le Pape Pie XII . . . . .	371
21.12	Bonnet favorable à une médiation italienne . . . . .	371
21.13	Henderson défend les propositions Marienwerder . . . . .	372
21.14	La rencontre entre Lipski et Ribbentrop . . . . .	373
21.15	La Pologne compare les Allemands à des Huns . . . . .	374
<b>22</b>	<b>Le rejet britannique du projet de conférence italien, et l'éclatement de la seconde guerre mondiale</b>	<b>376</b>
22.1	La guerre germano-polonaise . . . . .	376
22.2	Hitler accepte la défection italienne . . . . .	376
22.3	Henderson et Attolico déplorent l'intransigeance polonaise . . . . .	377
22.4	Le discours d'Hitler au Reichstag, le 1 <sup>er</sup> septembre 1939 . . . . .	377
22.5	Henderson et Dahlerus demandent des négociations . . . . .	379
22.6	Hitler dénoncé par Chamberlain et Halifax . . . . .	380
22.7	Bonnet refuse un ultimatum anglo-français . . . . .	381
22.8	Bonnet rédige des notes de protestations . . . . .	382
22.9	La tentative de médiation italienne . . . . .	384
22.10	L'acceptation par Hitler d'un armistice et d'une conférence . . . . .	384
22.11	Bonnet favorable à la conférence de paix . . . . .	385
22.12	La détermination d'Halifax à mener la France en guerre . . . . .	386
22.13	Ciano est trompé par Halifax . . . . .	389
22.14	L'Italie abandonne son effort de médiation . . . . .	389
22.15	Bonnet est consterné de la décision italienne . . . . .	390
22.16	La pression britannique exercée sur Daladier et Bonnet . . . . .	391
22.17	L'opposition française à la guerre s'effondre . . . . .	391
22.18	Les déclarations de guerre britannique et française contre l'Allemagne . . . . .	392
22.19	La guerre superflue . . . . .	394
22.20	Conclusion . . . . .	394
<b>23</b>	<b>Annexe : identification des personnes mentionnées dans le texte</b>	<b>399</b>
	<b>Annexe : télégramme de Roosevelt à Hitler - 14 avril 1939</b>	<b>404</b>
	<b>Annexe : discours prononcé par Hitler devant le Reichstag - 28 avril 1939</b>	<b>406</b>

# Table des illustrations

1.1	Carte du Royaume du Congrès . . . . .	15
1.2	Józef Piłsudski . . . . .	18
2.1	Józef Beck . . . . .	30
2.2	von Moltke, Piłsudski, Goebbels et Beck en juin 1934 . . . . .	31
3.1	Carl Burckhardt . . . . .	42
4.1	Edvard Beneš . . . . .	55
5.1	Habitants des Sudètes . . . . .	81
11.1	Bâtiment de la Chancellerie du Reich . . . . .	180
13.1	Ribbentrop et Lipski . . . . .	211
14.1	Halifax et Chamberlain . . . . .	228
15.1	Georges Bonnet . . . . .	239
18.1	Staline et Molotov . . . . .	299
19.1	Birger Dahlerus . . . . .	322
20.1	Sir Nevile Henderson . . . . .	358

# Préface

Le présent ouvrage constitue une extension à un projet de recherche en histoire diplomatique s'intéressant à l'*effondrement des relations germano-polonaises en 1939*<sup>1</sup>. Il fut proposé et accepté, en tant que dissertation doctorale, à l'Université de Harvard, en 1948. Ces travaux furent préparés sous la direction spécifique des professeurs William L. Langer et Michael Karpovich, reconnus dans le monde de l'Histoire comme des autorités de premier plan en matière d'histoire européenne moderne, et en particulier dans le domaine de l'histoire diplomatique.

Durant la course de cette enquête, les consultations d'autres experts en la matière m'ont également beaucoup apporté : Sidney B. Fay, professeur à Harvard, Harry R. Rudin, professeur invité à Harvard au cours de l'année universitaire 1946-1947, ainsi que David Owen, alors président du département d'histoire de Harvard, et l'un des experts les plus éminents au monde en matière d'histoire britannique moderne.

C'est pour moi source de satisfaction que les conclusions auxquelles je parvins dans la monographie de 1948 aient été confirmées et complétées par la grande quantité d'éléments documentaires qui ont fait surface depuis lors.

Tout en travaillant sur ce projet, qui est en lien étroit et direct avec les causes de la seconde guerre mondiale, j'ai été profondément impressionné par l'urgence qui se révélait de mener des recherches complémentaires quant aux événements dramatiques et d'envergure mondiale de 1939, et de leurs antécédents historiques de la décennie qui précéda.

J'ai été stupéfait que, neuf années après le début de la seconde guerre mondiale en septembre 1939, ne soit disponible en aucune langue aucun livre complet et fiable à ce sujet. Le seul ouvrage dédié spécifiquement et uniquement à ce sujet était *Diplomatic Prelude*, écrit par Sir Lewis B. Namier, un historien anglo-juif compétent, qui faisait autorité sur l'histoire de la Grande-Bretagne du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Il ne disposait pas d'une formation ou d'aptitude à traiter de l'histoire diplomatique contemporaine. Son livre, publié en 1946, fut certes basé sur les documents fortement censurés qui étaient apparus au cours de la guerre, et sur les éléments encore plus filtrés et peu fiables, qui furent produits lors des procès de Nuremberg à l'encontre des dirigeants national-socialistes.

Cette absence d'éléments authentiques quant aux causes de la seconde guerre mondiale a frappé du fait d'un tel contraste par rapport à ceux qui furent produits à l'issue de la première guerre mondiale. Moins de deux années après l'armistice de novembre 1918, le professeur Sidney B. Fay avait mis à mal à tout jamais l'allégation voulant que l'Allemagne et ses alliés auraient constitué les seuls responsables de l'éclatement de la guerre en août 1914. Ce fut une accusation fracassante. Car c'est sur cette assertion qu'était fondée la célèbre clause de culpabilité pour la guerre (Article 239) du Traité de Versailles, qui contribua tant à établir la situation explosive qui, comme nous le montrerons dans le présent ouvrage, fut exploitée par Lord Halifax ainsi que d'autres dirigeants britanniques pour déclencher la seconde guerre mondiale presque exactement vingt années plus tard.

En 1927, neuf années après Versailles, on disposait d'une bibliothèque impressionnante d'ouvrages valables et substantiels, écrits par des universitaires dits révisionnistes, qui avaient au moins laissé de côté le verdict de culpabilité de guerre établi à Versailles. Ces livres avaient fait apparition dans de nombreux pays ; les États-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Autriche et l'Italie, parmi d'autres. Des traductions en étaient rapidement faites, parfois même en japonais. Une année à peine plus tard, apparut *Les origines de la guerre mondiale*<sup>2</sup>, écrit par Fay, ouvrage qui reste à ce jour, plus de trente années plus tard, le livre standard en langue anglaise sur 1914 et ses antécédents. Des éléments postérieurs, comme les *Berchtold papers*, ainsi que les documents diplomatiques austro-hongrois publiés en 1930, ont depuis sapé le verdict bien trop dur de Fay quant à la responsabilité des Hongrois dans la guerre. Fay lui-même envisage depuis un certain temps de publier une nouvelle édition revue et corrigée de son travail important. Ce contraste stimulant en matière de documentation historique au sujet des deux guerres mondiales m'a convaincu que je ne trouverais pas mieux à faire que de vouer mes travaux professionnels à ce pan essentiel, mais apparemment soigneusement laissé de côté, de l'histoire contemporaine ; les antécédents de 1939. On trouve nombre de raisons évidentes pour expliquer le manque de publication d'éléments fiables en la matière.

<sup>1</sup> *Breakdown of German-Polish Relations in 1939*, NdT

<sup>2</sup> *Origins of the World War*, NdT

La majorité des historiens des pays alliés victorieux ont pris pour argent comptant le fait qu'aucune question ne se posait quant aux responsabilités de la seconde guerre mondiale. Ils semblent s'être accordés à penser que nul ne mettrait jamais en question la conjecture voulant que Hitler et les national-socialistes étaient totalement responsables du déclenchement de la guerre le 1<sup>er</sup> septembre 1939, en dépit du fait que, en 1919 même, divers universitaires compétents avaient remis en cause la clause de responsabilité de guerre établie par le Traité de Versailles. L'attitude de la confrérie historique à l'issue de la seconde guerre mondiale fut ainsi décrite en quelques mots par le professeur Louis Gottschalk, de l'université de Chicago, et ancien président de l'association des historiens étasuniens : « *Les historiens étasuniens apparaissent dans l'ensemble comme d'accord entre eux au sujet de la culpabilité du second conflit mondial* ». En d'autres termes, aucune question ne se posait.

Cet unisson ne se confinait pas au cercle des seuls historiens étasuniens : on pouvait en dire autant en Grande-Bretagne, en France et en Pologne, mais également de la majorité écrasante des historiens des nations vaincues : l'Allemagne et l'Italie. Dans aucun pays européen, pendant des années après la victoire sur le Japon, aucun mouvement révisionniste général comme celui qui avait vu le jour dès 1918 ne se fit connaître. De fait, ce sujet n'est que faiblement discuté parmi les historiens, jusqu'à ce jour.

Deuxième raison de poids expliquant la quasi-inexistence d'écrit historique révisionniste sur 1939, le fait qu'il était — et qu'il reste — extrêmement dommageable, sur un plan professionnel, pour les historiens de tous les pays, de mettre en question le dogme généralement accepté de la seule culpabilité de l'Allemagne pour le déclenchement des hostilités en 1939. Aborder ce sujet met en risque la titularisation, et les perspectives, de tout historien, tant en Allemagne ou en Italie qu'aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. C'était même encore plus risqué de le faire en Allemagne de l'Ouest. Les lois adoptées par le gouvernement de Bonn ont rendu possible d'interpréter des écrits révisionnistes de la même teneur que ceux ayant suivi 1918 par des écrivains tels que Montgelas, von Wegeher, Stieve, et Lutz, comme des crimes politiques. L'ensemble du programme d'occupation, et la mise en place politique de l'OTAN, établis peu à peu suite au jour de la victoire en Europe, dépendaient de la validité de l'assertion voulant que Hitler et les national-socialistes étaient seuls responsables de la grande calamité de 1939. Ce dogme fut énoncé crûment par le professeur Theodor Eschenburg, recteur de l'Université de Tübingen, un politologue allemand très influent :

« Quiconque émet des doutes quant à la culpabilité exclusive de l'Allemagne pour la seconde guerre mondiale détruit les fondations des politiques d'après-guerre. »

À l'issue de la première guerre mondiale, une forte vague de désillusion grandit rapidement quant aux objectifs énoncés et aux résultats réellement obtenus par la guerre. Il y eut une inclinaison notable en faveur de la paix, vers le sentiment de désarmement, et l'isolement, en particulier aux États-Unis d'Amérique. Une telle atmosphère constituait un encouragement intellectuel et moral pour les historiens désireux d'exposer la vérité quant à la responsabilité de 1914. S'y consacrer ne constituait une menace d'aucune sorte pour le mandat, le statut, les promotions et la sécurité, du moins après une période de deux ou trois ans après l'Armistice. Après 1945, on n'a connu aucune phase de refroidissement émotionnel, ou vers une tendance de réajustement pacifique. Avant qu'une telle opportunité ne puisse s'ouvrir, une guerre froide entre les anciens alliés fut prédite par Churchill début 1946, et proclamée formellement par le président Truman en mars 1947. La principale désillusion fut celle qui se creusa entre les États-Unis et l'Union soviétique, et la situation évolua vers une intensification, et le prolongement de la légende d'une culpabilité exclusive des national-socialistes pour 1939. L'Union soviétique ne se montra pas plus véhémement dans cette attitude que le gouvernement allemand de Bonn.

Il y a d'autres raisons à l'absence d'ouvrages substantiels consacrés à 1939 jusqu'en 1948 — un manque qui a perduré jusqu'à présent — mais les éléments précités sont les plus notables. Les pays voyant leur statut, leurs possessions et leurs politiques d'après-guerre dépendantes de la thèse d'une culpabilité exclusive allemande n'étaient pas enclins à abandonner leurs prétentions ou leurs gains au bénéfice de l'intégrité historique. Les minorités présentant une rancune particulière à l'encontre des national-socialistes n'étaient que trop heureuses de tirer parti de la situation mondiale favorable à la poursuite et à l'intensification de leur programme de haine ainsi qu'à la littérature les soutenant, pour extrême que fût l'écart entre celles-ci et les faits historiques.

Tous ces handicaps, ces difficultés et ces appréhensions à traiter de 1939 me sont apparues clairement en 1948 et, pour la plupart, elles n'ont pas significativement diminué depuis. Les opportunités purement académiques et de recherche étaient également bien plus étendues qu'au cours des années suivant 1918. En dehors du fait que les gouvernements révolutionnaires en Allemagne, en Autriche et en Russie ouvrirent rapidement leurs archives de 1914 aux universitaires, la publication de documents sur la responsabilité du premier conflit mondial ne démarra qu'à un rythme très faible, allant dans certains cas jusqu'à demander deux décennies, voire plus.

Mais à l'issue de la seconde guerre mondiale, on disposa bientôt d'une véritable avalanche documentaire à lire, digérer et analyser, si l'on voulait atteindre une quelconque certitude quant à la responsabilité de 1939. L'Allemagne s'était emparé des documents d'archives dans les pays qu'elle avait conquis. Quand les alliés vainquirent l'Allemagne, ils s'emparèrent à leur tour non seulement de ceux-ci, mais également des archives allemandes, autrichiennes, italiennes, et de plusieurs autres pays. En revanche, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont tardé à publier leurs propres documents sur la période entre 1939 et 1941, et les dirigeants soviétiques ont gardé l'ensemble de leurs éléments documentaires très inaccessibles aux universitaires hors des communistes, à part pour les documents qui avaient été saisis par l'Allemagne. On pouvait compter sur le fait que ces derniers

n'avaient aucun reproche à porter envers l'Union soviétique ni impliquer aucun semblant d'innocence de la part de l'Allemagne national-socialiste.

En dépit de tous les problèmes, de toutes les embûches et de tous les périls évidents impliqués par toute tentative de reconstruire l'histoire de 1939 et ses antécédents, le défi, le besoin et les opportunités de ce faire dépassèrent à mes yeux tous les facteurs négatifs. C'est pourquoi je démarrai mes recherches, et commençai à écrire sur ce sujet, et c'est pourquoi j'y ai consacré tout le temps que j'ai pu, en marge d'un agenda d'enseignant parfois très serré.

En 1952, je fus grandement encouragé en lisant l'ouvrage du professeur Charles C. Tansill, *Back Door to War. America goes to War*, du même auteur, avait peut-être été l'ouvrage le plus enseigné et le livre le plus révisionniste sur le plan universitaire après la première guerre mondiale. Henry Steele Commager déclara que ce livre constituait « *la contribution la plus précieuse à l'histoire des années d'avant-guerre de toute notre littérature, et l'un des accomplissements universitaires historiques les plus notables de cette génération.* » Allan Nevins le qualifia de « *volume admirable, et absolument indispensable* » sur le récit de l'entrée des États-Unis en guerre, aux « *méthodes irrévocables* ». Bien que ce *Back Door to War* fût surtout conçu pour décrire en quoi Roosevelt « *avait menti aux États-Unis pour les emmener en guerre* », il contenait également pléthore de nouveaux éléments passionnants sur la trame de fond européenne, qui amenait aux mêmes conclusions que celles auxquelles je suis parvenu dans ma dissertation de 1948.

Les trois années que je passais comme assistant scientifique du recteur, et à rendre visite au professeur assistant en histoire à l'*Amerika Institut* de l'Université de Munich, m'offrirent l'opportunité d'accéder à de nombreuses sources d'informations allemandes de première main, et de consulter directement des personnalités universitaires allemands compétentes, au travers de conversations privées, qu'ils n'auraient pas osé transcrire par écrit à l'époque. Une dotation d'étude de Harvard m'avait déjà permis de faire un premier voyage de recherche en Europe, en 1947-1948, qui m'avait permis de m'entretenir avec des personnalités polonaises et de travailler sur des éléments polonais importants dans un grand nombre de pays européens.

Les trois années suivantes, que je passais comme professeur d'histoire assistant à l'Université de Californie de Berkeley, me permirent d'user de sa vaste bibliothèque documentaire, ainsi que des éléments bien plus nombreux encore de la *Hoover Institution* de Stanford, Californie, où j'avais mené mon premier travail d'archives avec un étudiant en licence à Stanford. Des dotations de recherches me permirent ensuite de me libérer des tâches d'enseignement pendant plusieurs années, et de me consacrer entièrement à la recherche et à l'écriture. Quels que soient les défauts et les lacunes que présente mon ouvrage, ceux-ci ne résultent pas d'un manque d'application à une recherche fouillée dans les meilleures bibliothèques, au cours de presque quinze années de travaux.

Lors de chaque phase de préparation de mon livre, j'ai beaucoup appris des conseils, des avis et de l'aide que m'ont apporté Harry R. Rudin, Raymond J. Sontag, Charles C. Tansill, M.K. Dziewanowski, Zygmunt Gasiorowski, Edward J. Rozek, Otto zu Stolberg-Wernigerode, Vsevolod Panek, Ralph H. Lutz, Henry M. Adams, James J. Martin, Franklin C. Palm, Thomas H.D. Mahoney, Reginald F. Arragon, Richard H. Jones, ainsi qu'Ernest G. Trimble

En 1957, j'estimai avoir suffisamment œuvré à la production d'un manuscrit digne d'être publié, et je l'offris à un éditeur de premier plan. Mais avant qu'il n'ait pu décider de l'accepter ou de le refuser, je lui retirai de mon propre chef le manuscrit, du fait de la mise à disposition toute récente de nouveaux éléments documentaires nombreux et importants, comme la collection documentaire polonaise, *Polska a Zagranica*, ainsi que la vaste bibliothèque de reproductions sur microfilm des archives du bureau des Affaires Étrangères allemand pour la période 1936-1939, restés jusqu'alors non publiés.

J'ai répété ce processus de révision systématique, rendu obligatoire par la documentation nouvellement disponible, quatre fois depuis 1957. J'ai à présent l'impression qu'aucune révélation documentaire probable, dans un avenir prévisible, pourrait justifier de nouveaux retraits de ces éléments d'un processus de publication. Les résultats de mon travail, au cours de quinze années d'études sur ce sujet, ont été publiés récemment en Allemagne (novembre 1961) sous le titre *Der erzwungene Krieg* (La guerre forcée). L'édition allemande a été imprimée quatre fois en une année.

Ni cet ouvrage, ni la présente édition en anglais<sup>3</sup> n'épuiseront ce vaste sujet, ni n'écarteront la publication de nombreux autres livres en la matière. Mais ce ne sera pas déformer la vérité que d'affirmer que mon livre constitue de loin le traitement le plus complet apparu sur le sujet, toutes langues confondues, sur la base des documents existants et disponibles. De fait, aussi incroyable que cela puisse paraître, il s'agit du seul ouvrage limité au sujet, toutes langues confondues, depuis 1946, hormis le récit bien plus bref rédigé par le professeur A.J.P. Taylor, qui ne fut pas publié avant le printemps 1961, le récit encore plus bref de Walther Hofer, paru en Allemagne, le symposium plutôt confus publié sous les auspices du professeur Arnold J. Toynbee à Londres en 1958, et l'ouvrage *Verschwörung gegen den Frieden*<sup>4</sup> de Frau Annelies von Ribbentrop<sup>5</sup>.

Ce livre constitue, au mieux de mes capacités, une synthèse et une évaluation fidèles des facteurs, forces et

<sup>3</sup>La présente édition est bien entendue en français, mais nous traduisons à la lettre cette préface écrite par l'auteur de l'édition anglaise de l'ouvrage, NdT

<sup>4</sup>Complot contre la paix, Leoni am Starnbergersee, 1962

<sup>5</sup>La veuve de Joachim von Ribbentrop, qui fut ministre des Affaires étrangères du 3<sup>ème</sup> Reich, décédée en 1973, NdT

personnalité qui contribuèrent à faire éclater la guerre en septembre 1939, ainsi qu'à l'entrée dans le conflit de l'Union soviétique, du Japon, et des États-Unis par la suite. Toute critique valide du présent ouvrage dans sa forme présente et sa première édition sera bienvenue. Toute suggestion qui m'apparaîtra comme validée par des documents fiables sera apportée aux éditions à suivre de l'ouvrage.

Bien que les conclusions atteintes par ce livre diffèrent fortement des opinions avancées par la propagande de guerre alliée, et maintenues quasiment sans modification depuis 1945, on ne saurait les expliquer par quelque compétence spéciale ou quelque perversité inhabituelle. Ces conclusions sont simplement celles auxquelles tout historien honnête, disposant de capacités linguistiques étendues, arriverait par l'examen scrupuleux des documents et monographies, et en tirant les déductions logiques de leurs contenus. Rien d'autre n'a été nécessaire qu'intégrité professionnelle, information pertinente, et un niveau d'intelligence raisonnable. Une telle révision des dogmes de la propagande de guerre et de leurs vestiges restés prédominants dans les écrits historiques en la matière est inévitable, indépendamment des idées préconçues de chaque historien, pourvu que ce dernier désire fonder ses conclusions sur des faits. Ce point est bien illustré et confirmé par l'exemple qu'offre le meilleur des historiens britanniques contemporains, le professeur A.J.P. Taylor.

Taylor avait rédigé nombre d'ouvrages en lien avec l'histoire allemande, et son attitude l'a amené à être considéré comme fortement anti-allemand, pour ne pas dire germanophobe convaincu. C'est, de l'aveu général, dans les mêmes dispositions qu'il aborda une étude détaillée des causes de la seconde guerre mondiale en partant des sources, avec la ferme anticipation qu'il en sortirait une mise en cause écrasante de la responsabilité d'Hitler dans les causes et le déclenchement de ce conflit calamiteux. Quel autre résultat pouvait-on attendre, dès lors que l'on parlait du plus diabolique, du plus belliqueux, du plus agressif et du moins raisonnable dirigeant de toute l'histoire de l'Allemagne ?

Mais Taylor est un historien honnête, et son étude des documents l'a amené à la conclusion qu'Hitler n'était même pas le principal responsable de 1939. Loin de projeter une conquête du monde, Hitler ne désirait même pas de guerre avec la Pologne, et encore moins une guerre européenne générale. La guerre fut plutôt le résultat de bévues commises par toutes les parties, commises par toutes les nations concernées, et la plus importante de toutes ces bévues eut lieu avant qu'Hitler ne parvienne au pouvoir en 1933. Il s'agissait du Traité de Versailles de 1919, et l'échec des alliés victorieux et de la Société des Nations à revoir étape par étape et paisiblement ce document funeste au cours des quinze années précédant l'ère d'Hitler.

Pour ce qui concerne la responsabilité à long terme de la seconde guerre mondiale, mes conclusions générales sont absolument en ligne avec celles du professeur Taylor. Pour ce qui concerne les mois critiques séparant septembre 1938 et septembre 1939, cependant, mon jugement soigneusement considéré est que la responsabilité principale en revient à la Pologne et à la Grande-Bretagne. Pour la guerre polono-allemande, la responsabilité incombait à la Pologne, à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne, dans cet ordre de supposée culpabilité. Pour le déclenchement de la guerre européenne, qui évolua par la suite en guerre mondiale avec l'entrée de l'Union soviétique, du Japon et des États-Unis d'Amérique, la responsabilité était principalement, et presque exclusivement, celle de Lord Halifax et de la Grande-Bretagne.

J'ai exposé mes raisons de parvenir à ces conclusions, et j'ai présenté et analysé les preuves documentaires complètes les soutenant. Ma conviction est que les preuves que j'ai apportées ne peuvent être discréditées, factuellement, ni contredites. S'il s'avérait qu'elles devaient l'être en dépit de ma conviction, je serai le premier à reconnaître le succès de cette initiative, et de réajuster mes visions. Mais toute réfutation doit se fonder sur des faits et la logique, et ne peut en aucun cas être accomplie par les vecteurs de l'arrogance, de l'invective, ou de l'intimidation dominantes. J'attends avec confiance l'examen des éléments que je sou mets ici, mais également avec un esprit ouvert, en réponse à toute critique honnête et constructive.

Mon premier objectif, en écrivant le présent ouvrage, a été de mettre le récit historique en accord avec la documentation disponible, mais j'ai également espéré que mon travail pourrait avoir la même portée pratique que l'écriture révisionniste a pu présenter après la première guerre mondiale. La plupart des révisionnistes les plus éminents, après la première guerre mondiale, avaient espéré que leurs études universitaires pourraient déclencher une révolution comparable dans la politique européenne, et amener à une révision du Traité de Versailles à temps, pour éviter la montée au pouvoir de quelque dirigeant autoritaire pour mener cette tâche. Ils ont échoué dans cet objectif louable, et l'Europe s'est retrouvée face aux dangers d'une seconde guerre mondiale.

L'écriture révisionniste sur les causes du second conflit mondial devrait, en toute logique, déboucher sur un impact historique et politique plus important encore que ce ne fut le cas après 1919. Dans un âge nucléaire, l'échec sera bien plus désastreux et dévastateur encore que pour la seconde guerre mondiale. La nature indispensable d'une reconsidération des mérites et des services possibles du révisionnisme en la matière ont été énoncé fort clairement par le professeur Denna F. Fleming, qui a écrit de loin l'ouvrage le plus complet et le mieux documenté sur la guerre froide et ses dangers, et qui apporte les preuves d'une hostilité aussi extrême et aussi inflexible à l'égard de l'Allemagne que le fit l'ouvrage d'A.J.P. Taylor : « *Le plaidoyer des Révisionnistes mérite d'être écouté. . . Ils peuvent nous aider à éviter la guerre de plus après laquelle il ne restera plus rien à discuter.* »

Dans la mesure où je trouve peu de choses dans les documents m'amenant à critiquer sérieusement la politique étrangère d'Hitler et des national-socialistes, certains critiques de l'édition allemande de mon livre m'ont accusé de porter une vision comparable à la politique intérieure d'Hitler et de son régime. Je crois, et je

me suis appliqué à démontrer, que les preuves factuelles établissent qu'Hitler et ses associés ne voulurent pas déclencher une guerre européenne en 1939, ni dans les années précédentes. Mais cela n'implique aucunement que j'aie essayé de produire des excuses à Hitler et au national-socialisme en matière de politique intérieure. Cela n'est pas plus vrai pour ce qui me concerne que pour ce qui concerne A.J.P. Taylor, dont la principale thèse tout au long de son ouvrage cohérent est qu'Hitler désirait parvenir à la révision du Traité de Versailles par des méthodes pacifiques, et n'avait ni désir, ni projet de provoquer une guerre générale.

Ayant consacré autant de temps à une étude intensive de cette période de l'histoire allemande que tout autre historien étasunien, je suis bien conscient de l'existence de nombreux défauts et raccourcis dans le système national-socialiste, ainsi que d'accomplissements remarquables et substantiels en de nombreuses matières. Mon livre est un traité d'histoire diplomatique. Si je devais prendre le temps et l'espace d'analyser en détail les traits personnels de tous les dirigeants politiques des années 1930 et de tous les aspects de l'histoire allemande, européenne et mondiale de l'époque, et des impacts qu'ils eurent sur les politiques et actions qui amenèrent à la guerre en septembre 1939, il me faudrait rédiger plusieurs volumes importants.

La seule procédure pratique est celle que j'ai suivie, à savoir, m'en tenir résolument au champ de l'histoire diplomatique, ne mentionner que les facteurs et situations politiques, économiques, sociaux et psychologiques remarquables qui amenèrent directement et puissamment à des actions et politiques diplomatiques au cours de ces années. Même en me limitant strictement à ce champ spécifique, les éléments spécifiques ont produit un ouvrage très volumineux. Si j'ai trouvé Hitler relativement exempt de toute intention ou désir de lancer une guerre européenne en 1939, cela ne signifie certainement pas que quiconque, raisonnable et sensé, pourrait le considérer comme irréprochable ou bienveillant dans l'ensemble de ses politiques et de sa conduite publique. Seule une personne naïve pourrait adopter un tel positionnement. Je ne m'intéresse au programme intérieur d'Hitler que pour réfuter l'accusation grotesque qui lui est faite d'avoir transformé l'Allemagne en camp militaire avant 1939.

Mon idéologie politique et économique personnelle est liée, assez naturellement, à l'environnement qui est le mien, en tant que citoyen étasunien. Je suis depuis des années un fervent admirateur de homme d'État et réformateur étasunien distingué, feu Robert Marion La Follette, Sr. Je le considère encore comme le plus admirable, et le plus courageux des dirigeants politiques étasuniens de ce siècle. Bien que je puisse commettre une forte erreur de jugement et d'appréciation, mon opinion sur lui est sincère et durable. Cela démontre que je ne présente aucune affinité idéologique avec le national-socialisme allemand, quelles que soient les forces et mérites qu'il ait pu présenter pour l'Allemagne sur certains aspects importants. Rien ne pourrait être plus présomptueux et absurde, ou plus éloigné de mes objectifs en écrivant ce livre, qu'une tentative étasunienne de réhabiliter ou justifier Adolf Hitler dans chaque phase de son comportement public. Mon objectif ici n'est que de découvrir et de décrire les attitudes et responsabilités d'Hitler et des autres dirigeants et groupes politiques importants des années 1930, qui pesèrent de manière décisive sur l'éclatement de la guerre en 1939.

*David Leslie Hoggan  
Menlo Park, Californie*

## Note de traduction

L'ouvrage original comporte 60 pages, en fin d'ouvrage, qui constituent les notes de bas de page. L'auteur a pris ses sources dans diverses archives diplomatiques d'Europe de l'Est, et sa bonne connaissance des langues de ces pays lui a permis de croiser et d'exploiter ces archives. Nous déplorons de ne pas pouvoir produire ces notes de bas de page dans la présente traduction. L'ouvrage en anglais sur lequel nous nous sommes appuyés pour produire le présent livre est au format PDF, et ne comporte pas ces notes de bas de page.

Nous n'excluons pas de pouvoir produire une traduction plus complète. Si un de nos lecteurs dispose d'un accès à l'ouvrage original présentant ces notes, et nous met les informations nécessaires à disposition, nous pourrions compléter ce travail.

# Chapitre 1

## Le nouvel État polonais

### 1.1 Le congrès anti-polonais de Vienne

Une tragédie telle que la première guerre mondiale, avec toutes ses horreurs, était vouée du fait de ses dimensions très étendues à produire à la marge de bons résultats, outre un nombre infiniment plus important de situations désastreuses. L'un de ces bons résultats fut la restauration de l'État de Pologne. Le peuple polonais, le plus nombreux des tribus slaves occidentales, détient depuis longtemps une culture hautement développée, une conscience nationale, et des traditions historiques. En 1914, la Pologne était mûre pour la restauration de son indépendance, et aucun doute ne peut exister sur le fait que cette indépendance, lorsqu'elle vint, reçut le soutien unanime de la nation polonaise. La restauration de la Pologne fut également réalisable, du point de vue des autres nations, même si chaque événement historique soulève des critiques, et il y eut des personnalités de premier plan dans des pays étrangers qui n'apprécièrent pas le rétablissement de l'indépendance polonaise.

Le fait que la Pologne ne fût pas indépendante en 1914 était principalement la faute du congrès international, qui se rassembla à Vienne en 1814 et 1815. Aucun effort sérieux n'y fut mené par le Concert des Puissances pour s'intéresser aux aspirations nationales polonaises, et les arrangements pour l'autonomie de la partie de Pologne russe connue sous le nom de *Royaume du Congrès* furent le résultat de l'influence d'Adam Czartoryski, diplomate et homme d'État polonais, sur le Tsar Alexandre 1<sup>er</sup>. La délégation prussienne à Vienne aurait volontiers renoncé à la province polonaise de Posen en échange de la reconnaissance des aspirations prussiennes sur l'État allemand de Saxe. La Grande-Bretagne, la France et l'Autriche s'alignèrent contre la Prusse et la Russie pour faire échouer la politique prussienne en Saxe, et pour demander que Posen soit assignée à la Prusse. Ce mépris caractérisé des intérêts nationaux polonais scella à l'époque le destin de la nation polonaise.

L'indifférence de 1815 au nationalisme polonais de la majorité des Puissances, et particulièrement celle de la Grande-Bretagne, n'est pas surprenante si l'on se rappelle que les aspirations des nationalismes allemand, italien, belge, et norvégien furent méprisés avec la même impunité. L'auto-détermination nationale était considérée comme le privilège de quelques Puissances d'Europe occidentale.

Le premier État polonais fut fondé au X<sup>ème</sup> siècle, pour se voir entièrement détruit en 1795, au cours des convulsions européennes qui accompagnèrent la grande révolution française. La principale raison de la destruction de la Pologne, à l'époque, est à assigner à l'impérialisme russe. L'intrusion de l'empire russe en croissance dans les affaires de la Pologne prit une importance croissante à partir du début du XVIII<sup>ème</sup> siècle, et au milieu du même siècle, la Pologne était en pratique devenue un protectorat russe. La première partition de la Pologne, réalisée par la Russie, la Prusse et l'Autriche en 1772, ne reçut qu'une faible opposition de la part de la diplomatie autrichienne. La Prusse réalise une tentative infructueuse de protéger la Pologne d'une destruction plus avancée en concluant une alliance avec elle, peu avant la seconde partition de 1792. Quant au positionnement la Russie, on peut surtout en dire que dans ces diverses situations, elle aurait surtout préféré garder pour elle-même l'ensemble de la Pologne, plutôt qu'avoir à en partager le territoire avec les voisins à l'ouest et au sud de la Pologne. La faiblesse du système constitutionnel polonais est parfois considérée comme une cause de la disparition de l'indépendance polonaise, mais la Pologne aurait sans doute maintenu son indépendance avec ce système sans les actions hostiles des puissances voisines, au premier rang desquelles la Russie.

La Pologne fut rétablie comme État indépendant par Napoléon 1<sup>er</sup>, au cours des douze années de sa partition finale de 1795. Le nouvel État était connu sous le nom de Grand Duché de Varsovie. Il ne contenait pas tous les territoires polonais, mais reçut des territoires additionnels de Napoléon en 1809, et en dépit de l'attitude mitigée de l'Empereur français envers les Polonais, il ne fait aucun doute qu'il aurait encore connu des agrandissements si la campagne de Napoléon contre la Russie, en 1812, avait été victorieuse. On peut dire sans mentir que la longue éclipse de l'indépendance polonaise au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle fut la responsabilité du Concert des Puissances européennes à Vienne, plutôt que les trois Puissances qui partitionnèrent le pays à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle.



FIGURE 1.1 – Carte de la région présentant le royaume du Congrès en gris clair. Les lignes noires indiquent les frontières de la Pologne avant sa partition. Source : Wikipédia

## 1.2 Les soulèvements polonais du XIX<sup>ème</sup> siècle

Les privilèges d'autonomie accordés au Royaume du Congrès par la Russie en 1815 lui furent retirés seize années plus tard, suite à la grande insurrection polonaise de 1830-1831 contre les Russes. Les réfugiés polonais de ce soulèvement furent reçus avec enthousiasme, partout où ils allèrent en Allemagne, du fait que les Allemands souffraient également du système oppressif d'après-guerre établi par les vainqueurs de 1815. Les puissances occidentales, la Grande-Bretagne et la France, étaient absorbées par leur rivalité à contrôler la Belgique, et la Russie put s'occuper de la situation polonaise sans être gênée de l'extérieur. Les nouveaux soulèvements polonais au cours de la période 1846-1848 furent tout aussi inefficaces que les révolutions nationales d'Allemagne et d'Italie de l'époque. Le dernier soulèvement polonais désespéré d'avant 1914 se produisit en 1863, sur une échelle très inférieure à celle de l'insurrection de 1830-1831.

Les Britanniques, les Français et les Autrichiens firent montre de quelque intérêt à une intervention diplomatique au nom des Polonais, mais Bismarck, le ministre-président de Prusse, se rallia à la Russie, estimant que le soutien russe lui était nécessaire à la réalisation de l'unité nationale allemande. Les arguments déployés par Bismarck pour convaincre le Landtag prussien (l'organe législatif) contre la restauration d'un État polonais en 1863 reflétaient plutôt cet état d'esprit qu'une opposition permanente de sa part à l'idée d'une Pologne indépendante. Et il est peu probable, dans l'hypothèse où Bismarck aurait écouté la demande de la majorité de l'organe législatif de la Prusse en faveur d'une politique pro-polonaise, que les Puissances de l'époque auraient effectivement agi en faveur des Polonais. La Grande-Bretagne se trouvait en 1863 moins inclinée que dans les années 1850 à intervenir dans des différends étrangers, du fait de son alliance avec Napoléon III. Elle se désengageait de l'intervention anglo-française au Mexique, rejetait les propositions d'une intervention conjointe anglo-française dans la guerre civile étasunienne, et se querellait avec la France quant à la crise de Schleswig-Holstein.

L'absence de nouveaux soulèvements polonais dans la période 1863-1914 fut plutôt le résultat d'une reconnaissance polonaise que ces actions étaient futiles qu'une diminution du désir d'indépendance polonais. Les intellectuels polonais restèrent activement à l'œuvre au cours de cette période, devisant de nouveaux projets en vue de l'amélioration de la situation polonaise. Plusieurs tendances distinctes émergèrent de cette activité. L'une d'entre elles était représentée par Josef Pilsudski, et c'est lui et ses disciples qui déterminèrent en fin

de compte le destin de la Pologne dans la période séparant les deux guerres mondiales. Pilsudski prit part au mouvement révolutionnaire en Russie avant 1914, dans l'espoir que ce mouvement fragmenterait l'empire russe, et préparerait la voie à une Pologne indépendante.

L'unification de l'Allemagne, en 1871, signifia que les territoires polonais de Prusse devenaient des parties intégrées au nouvel empire allemand. Les relations entre la Russie, l'Allemagne, et l'Autriche-Hongrie, les trois Puissances décidant du sort des territoires polonais, furent en général harmonieuses sur la période de vingt années qui suivit. Cela fut rendu possible, en dépit de la traditionnelle rivalité austro-russe dans les Balkans, en vertu des réussites diplomatiques de Bismarck. La situation changea après qu'il partit en retraite en 1890, particulièrement après la conclusion de l'alliance franco-russe de 1894. La période qui suivit fut caractérisée au contraire par des tensions constantes entre les trois puissances. La Russie se trouvait alliée à la France contre l'Allemagne, et il était évident qu'un différend est-européen, ouest-européen, ou impérial outre-mer pourrait déboucher sur une guerre. La situation semblait plus prometteuse aux yeux de la Pologne que lorsque les trois puissances statuant sur les territoires polonais étaient en harmonie. C'est naturellement que le changement de conditions se reflétait dans la pensée polonaise au cours de ces années.

### 1.3 Nationalisme polonais pro-allemand

La majorité des territoires polonais étaient régentés par la Russie, et il était donc assez logique que certains Polonais se prononçassent en faveur d'une collaboration avec l'Allemagne, principal opposant de la Russie, comme meilleur moyen de promouvoir les intérêts polonais. Wladyslaw Studnicki, un universitaire polonais brillant disposant de contacts dans de nombreux pays, fut l'une des figures centrales de cette approche. Il estimait que la Russie resterait toujours la principale menace aux intérêts polonais. Ses études historiques l'avaient convaincu que les meilleures conditions pour la Pologne avaient existé au moment des périodes de relations pacifiques et de contacts rapprochés avec l'Allemagne.

Il comprit que la Pologne, quoique inféodée à l'Allemagne à l'époque du Moyen Âge, avait reçu des Allemands sa religion chrétienne, son économie agricole améliorée, et son développement médiéval florissant d'artisanats. La colonisation de l'artisanat allemand avait constitué la base de la croissance des villes polonaises, et la relation culturelle de proximité entre les deux pays était démontrée jusque dans la langue polonaise du XX<sup>ème</sup> siècle, où un mot sur quatre provenait de l'allemand. Il rappela que les relations entre l'Allemagne et la Pologne étaient en général amicales au Moyen Âge, ainsi qu'au cours des dernières années précédant les partitions de la Pologne.

Studnicki croyait que l'avenir réel de la Pologne était à l'Est, où elle pourrait poursuivre sa propre mission culturelle, et dont elle pourrait profiter sur le plan national. Il affirma au cours de la première guerre mondiale que les Polonais devaient cesser de s'opposer à la continuation du pouvoir allemand sur la province de Posen, dont la population était de majorité polonaise, ainsi que dans la province de Prusse occidentale, de population à majorité allemande. Les deux régions en question avaient été polonaises avant la première partition de 1772. Il privilégiait un retour à la politique orientale polonaise traditionnelle de fédération avec des nations voisines telles que les Lituaniens et les Russes blancs.

Studnicki croyait que la collaboration avec l'Allemagne protégerait la Pologne de la destruction par la Russie, sans mettre en danger le développement de la Pologne ou l'accomplissement des intérêts polonais. Il préconisa cette politique durant la période séparant les deux guerres mondiales. Après la seconde guerre mondiale, il produisit un récit touchant des procès de Pologne durant l'occupation de guerre, et de la manière dont les événements récents avaient compliqué la compréhension germano-polonaise qu'il continuait d'appeler de ses vœux.

### 1.4 Nationalisme polonais pro-russe

L'idée d'une collaboration permanente avec la Russie connût également un prestige important en Pologne, en dépit du fait que la Russie était l'une des puissances les plus impliquées dans son partitionnement, et de celui que la dernière insurrection polonaise avait été dirigée uniquement contre la domination russe. Le plus brillant et le plus populaire des philosophes politiques modernes, Roman Dmowski, se fit l'avocat de cette idée. Son influence fut considérable, et ses plus amers opposants adoptèrent nombre de ses idées. Dmowski refusait le compromis avec ses opposants, et refusait tout soutien à tout programme différent du sien.

Dmowski dirigeait un groupe politique polonais au sein de l'empire russe avant le premier conflit mondial, connu sous le nom de *Démocratie nationale*<sup>1</sup>. Ce parti promulguait une constitution pour la région polonaise centrale du Royaume du Congrès, qui avait été assignée à la Russie pour la première fois lors du Congrès de Vienne de 1815, mais ne s'opposait pas à l'union approfondie de cette région avec la Russie. Il acceptait le régime constitutionnel russe de 1906, et occupait ses sièges à la Douma plutôt que de les boycotter. Ses motivations pour cela étaient identiques à celles des conservateurs polonais du Kresy polonais ; la nouvelle constitution

---

<sup>1</sup>En polonais, Narodowa Demokracja, NdT

pourrait profiter aux Polonais ainsi qu'aux Russes. Le Kresy polonais, tenant également lieu de réserve aux Juifs de Russie, comprenait tous les territoires polonais pris par la Russie, hormis le Royaume du Congrès. Les national-démocrates et les conservateurs polonais estimaient qu'ils pourraient ainsi faire progresser la cause polonaise au sein de la Russie, suivant des moyens légaux.

Dmowski fut un orateur de premier plan à la Douma, et se rendit célèbre du fait de ses attaques habiles contre les Allemands et les Juifs. Il confia à ses amis qu'il espérait reproduire la carrière d'Adam Czartoryski, qui avait été ministre des Affaires étrangères de la Russie un siècle plus tôt, et restait reconnu pour avoir constitué l'un des collaborateurs polonais les plus efficaces de la Russie. Piotr Stolypin, le nouvel homme fort russe, imposa des restrictions gênantes au régime constitutionnel dans les années suivant 1906, mais sans refroidir l'ardeur de Dmowski. Il croyait que les facteurs combinés de faiblesse fondamentale de l'autocratie russe et de la marée montante du nationalisme polonais lui permettraient d'atteindre un rôle plus éminent.

Dmowski fut un avocat de la modernité, qui à ses yeux signifiait une approche pragmatique de tous les problèmes, sans sentimentalisme et en s'abstrayant du poids mort des traditions démodées. Dans son ouvrage *Mysli nowoczesnego Polaka*<sup>2</sup>, écrit en 1902, il préconisait l'abandon de la splendeur de la vieille monarchie polonaise, même en tant qu'idéal. Il reconnaissait qu'il fallait à la nation polonaise une direction moderne, et proclamait que « *les nations ne produisent pas de gouvernements, mais les gouvernements produisent des nations.* » Il continua d'envisager un régime polonais autonome loyal à la Russie jusqu'à la fin du premier conflit mondial. Son système de pensée était mieux adapté à la Pologne tout à fait indépendante qui émergea de la guerre. Il demanda après 1918 que la Pologne devienne un État strictement national, par opposition à un État de nationalités sur les modèles de l'ancienne Pologne ou des Habsbourg plus récents. Dmowski n'envisageait pas une Pologne ordinaire pour les Polonais, mais un État avec des minorités strictement limitées dans le style ultérieur de Kemal en Turquie ou de Hitler en Allemagne. Il estimait que l'inclusion des minorités dans le nouvel État devrait marquer la fin du risque de la prépondérance totale de la nationalité dominante.

Dmowski s'opposait à l'expansion vers l'Est aux dépens de la Russie, et affirmait que la vieille région lituano-russe, qui s'était jadis trouvée administrée par la Pologne, ne pourrait pas être assimilée. Par-dessus tout, les Juifs étaient très nombreux dans la région, et il n'aimait pas l'idée d'avoir une minorité juive dans le nouvel État polonais. En 1931, il déclara que « *la question des Juifs est la plus grande question quant à la civilisation du monde entier.* » Il affirmait qu'une approche moderne de la question juive nécessitait l'expulsion totale des Juifs de Pologne, l'assimilation étant impossible. Il refusait la tentative du XVIII<sup>ème</sup> siècle d'assimilation par le baptême que la tentative du XIX<sup>ème</sup> siècle d'assimilation par l'accord convenu sur des idées libérales. Pour lui, l'expérience avait prouvé que les deux tentatives de solutions étaient futiles. Il affirmait que ce n'était pas l'influence politique juive qui posait la menace la plus importante, mais les activités juives en matières économiques et culturelles. Il pensait que la Pologne ne pourrait devenir une nation commerciale respectable qu'en ayant éliminé les nombreux Juifs qui y habitaient<sup>3</sup>. Il reconnaissait la tendance occidentale dominante dans la littérature et l'art polonais, mais ne voyait pas comment la culture polonaise aurait pu survivre à ce qu'il considérait comme les tentatives juives de la dominer et la déformer. Il croyait fermement que la politique anti-juive du régime tsariste en Russie avait été bénéfique. Ses idées sur la question juive étaient populaires en Pologne, et la plupart de ses opposants politiques, ou bien les partageaient depuis le départ, ou bien les adoptèrent.

Le programme de base de Dmowski était défensif, et il cherchait en permanence soit à protéger les Polonais des menaces envers leur héritage, ou de motifs d'expansion ambitieux qui pourraient accroître les influences extérieures. Il n'y eut qu'une seule exception notable à ce motif défensif dans ses idées. Il défendait l'idée d'une politique ambitieuse et agressive aux dépens de l'Allemagne, et il usa de ses préférences dans ce schéma comme d'un argument de collaboration avec la Russie.

Il croyait en l'industrialisation de la Pologne et en une position dominante pour la classe moyenne industrielle. Il affirmait que l'expansion vers l'Ouest serait vitale pour accroître les ressources industrielles polonaises.

L'influence de la pensée de Dmowski en Pologne est restée importante jusqu'à ce jour. Son influence a continué de croître malgré les échecs politiques de ses disciples après le coup d'État de Jozef Pilsudski en 1926. Dmowski déplorait l'influence des Juifs en Russie bolchevique, mais préconisa toujours une collaboration russo-polonaise en matière de politique étrangère.

## 1.5 Nationalisme polonais pro-Habsbourg

Chaque analyse générale de la théorie polonaise du XX<sup>ème</sup> siècle en matière de politique étrangère met l'accent sur l'école de Krakow (Cracovie) ou école galicienne, qui fut de loin la plus prolifique, même si la base pratique de son programme fut détruit par la première guerre mondiale. Les dirigeants politiques et les universitaires du Sud de la Pologne considèrent, passé l'échec de l'insurrection polonaise contre la Russie de

<sup>2</sup> *Songes d'un Polonais moderne*

<sup>3</sup> Il faut bien comprendre que l'antisémitisme était répandu et tout à fait assumé dans les sphères politiques dirigeantes de nombreux pays à l'époque dont on parle, notamment en Pologne, NdT

1863, la Galice autrichienne comme un Piémont polonais. Michal Bobrzynski, gouverneur de Galice de 1907 à 1911, fut le dirigeant incontesté de cette école. Dans son ouvrage *Dzieje Polski w Zarysie*<sup>4</sup>, il célébrait la décentralisation polonaise sous la constitution d'avant la partition, et attaquait les rois qui s'étaient employés à consolider le pouvoir central. En 1919, il se fit l'avocat du régionalisme à la place d'un système national centralisé. Il espérait également que le Sud polonais occuperait la position clé de l'ensemble de la Pologne. Avant la guerre de 1914, les activités politiques du groupe de Cracovie étaient dirigées contre les national-démocrates, et leur orientation pro-russe, et contre les Ukrainiens de Galice et leurs aspirations nationales. Bobrzynski envisageait l'union de l'ensemble de la Pologne sous les Habsbourg, et le développement d'un système fédéral puissant au sein de l'empire des Habsbourg dominé par les Allemands Autrichiens, les Hongrois et les Polonais. Il défendit un système fédéral après l'effondrement de l'empire des Habsbourg en 1918, et soutint les revendications à l'ancien trône du prétendant Habsbourg. Il affirmait, avec une exaspération croissante, que la Pologne seule ne pourrait jamais se maintenir contre la Russie et l'Allemagne sans soutien additionnel depuis le Sud.

## 1.6 Le nationalisme polonais de Pilsudski



FIGURE 1.2 – Portrait de Józef Piłsudski. L'homme garde une aura importante et reste considéré comme un héros de l'indépendance par les Polonais.

Quatrième programme majeur visant à la promotion d'intérêts polonais : celui de Jozef Pilsudski, qui considérait la Pologne comme une grande puissance. Ces idées sur ce point central étaient en opposition avec les trois programmes précités. Studnicki, Dmowski et Bobrzynski considéraient tous trois la Pologne comme l'une

<sup>4</sup>Histoire brève de la Pologne

des plus petites nations de l'Europe moderne. Il leur semblait inévitable que la promotion future des intérêts polonais allait nécessiter un alignement proche sur l'une des trois puissances voisines d'avant 1918 : l'Allemagne, la Russie ou l'Autriche-Hongrie. Il n'est pas surprenant qu'il existât en Pologne des groupes préférant la collaboration avec chacune de ces puissances, mais il est à la fois frappant et instructif de noter que le plus fort de ces groupes préconisait une collaboration avec la Russie, c'est-à-dire le principal oppresseur des Polonais.

Pilsudski était quant à lui opposé à toute collaboration avec quelque voisin de la Pologne que ce fût. Il voulait voir la Pologne diriger les nations plus faibles qu'elle-même, et maintenir des alliances ou des alignements avec des puissances importantes mais distantes, qui ne seraient pas en position d'influencer les politiques polonaises outre mesure. Par-dessus tout, son système exigeait une attitude de défiance envers tout État voisin plus puissant que la Pologne. Son raisonnement établissait que la défiance envers ses voisins puissants aiderait la Pologne à regagner le statut de grande puissance dont elle avait joui à l'aube de l'histoire moderne. Toute dépendance envers un voisin plus puissant serait synonyme de reconnaissance d'un positionnement secondaire de la Pologne en Europe centrale. Il espérait qu'une politique étrangère réussie, après l'indépendance, pourrait produire une situation où aucun des voisins immédiats de la Pologne ne serait sensiblement plus puissant qu'elle-même. Il espérait que la Pologne pourrait ainsi assurer sa sécurité nationale sans devoir sacrifier ses aspirations au statut de grande puissance.

Cette approche d'une politique étrangère pour une petite nation européenne était téméraire, et ses partisans ne disaient rien d'autre, quoique sous une forme plus ambiguë, lorsqu'ils la qualifiaient de héroïque. Sa nature radicale est évidente lorsqu'on la compte aux trois programmes décrits ci-avant, que l'on peut en contraste trouver conservatifs. On trouvait en Pologne une autre politique radicale : celle des Marxistes extrêmes, qui espéraient convertir la nation polonaise en dictature du prolétariat. Mais en matière de politique étrangère, ces Marxistes extrêmes se montraient bien moins radicaux que le groupe de Pilsudski.

Pendant une période de vingt-cinq ans, entre 1914 et l'effondrement polonais de 1939, les idées de Pilsudski eurent une influence décisive sur le développement de la Pologne. Aucun dirigeant politique depuis Jan Sobieski, au XVII<sup>ème</sup> siècle, ne se montra aussi remarquable. Les Polonais firent souvent la réflexion que la personnalité de Pilsudski n'était pas typiquement polonaise, et était fortement modifiée par son histoire lituanienne. Il ne partageait pas le respect polonais typiquement exagéré pour tout ce qui vient de l'étranger. À l'inverse de la plupart des Polonais, il se montrait ponctuel, et il ne montrait aucune trace de l'indolence ou de la prodigalité typiquement polonaises. Par-dessus tout, bien qu'il le possédât pleinement, il ne faisait que rarement montre de son grand charme personnel, qui est caractéristique de presque tous les Polonais bien éduqués. Il se montrait le plus souvent taciturne, et méprisait la verbosité excessive.

Pilsudski parvint au premier rang au moment de l'éclatement de la première guerre mondiale. Sa personne était bien préparée pour cette guerre. En février 1914, il s'exprima devant un groupe d'étudiants universitaires à Paris. Son discours contenait une prophétie remarquable, ce qui contribua fortement à lui faire gagner une aura de lucidité troublante. Il prédit en effet qu'une grande guerre allait éclater, qui produirait la défaite des trois puissances dirigeant la Pologne partitionnée. Il devina sans se tromper que les Autrichiens et les Allemands pourraient vaincre les Russes avant de succomber aux réserves et ressources matérielles supérieures des puissances occidentales. Il proposa de contribuer à ces événements en combattant les Russes jusqu'à leur défaite, puis en se retournant contre les Allemands et les Autrichiens.

Une telle stratégie impliquait une collaboration temporaire avec deux des trois puissances qui détenaient des territoires polonais, mais était fondée sur la reconnaissance qu'en 1914, avant l'indépendance polonaise, il était inévitable que les Polonais auraient à combattre pour les deux camps se faisant la guerre. Pilsudski accepta l'inévitable, mais essaya de l'utiliser pour promouvoir les intérêts polonais au maximum. C'est en tant que Marxiste révolutionnaire que Pilsudski était parvenu à maturité politique avant la première guerre mondiale. Il assimila les idées du Marxisme allemand et russe tant dans la ville universitaire de Kharkov en Ukraine, qu'en Sibérie, où des centaines de milliers de Polonais s'étaient vus exiler par les autorités russes depuis 1815. Il approcha le socialisme comme une arme efficace contre le Tsarisme, mais ne fut jamais sincèrement socialiste. Ses disciples comparaient l'affiliation marxiste de ses jeunes années au socialisme de Konrad Wallenrod. Wallenrod, dans l'épopée d'Adam Mickiewicz, infiltra l'ordre des Chevaliers allemands, et devint l'un de ses dirigeants, uniquement pour le déstabiliser. Pilsudski adhéra au socialisme international pendant de nombreuses années, mais en restant opposé à ses implications finales.

Pilsudski était convaincu que les dirigeants socialistes de Galice avec qui il s'était étroitement associés finiraient par réagir en une tournure nationaliste. Un exemple permet d'illustrer la raison pour laquelle il émit cette supposition. Au congrès international socialiste de Cracovie de juillet 1910, Ignaz Daszynski, le dirigeant socialiste de Galice, se vit reprocher par Herman Lieberman, un strict Marxiste, d'encourager les socialistes polonais à commémorer le 500<sup>ème</sup> anniversaire de Grunwald. Grunwald était le nom polonais de la victoire des Polonais, des Lituaniens et des Tatars sur l'ordre des Chevaliers allemands de Tannenberg en 1410, et les commémorations de cet événement, dans la Pologne de l'époque, étaient comparables au jour férié célébrant l'indépendance des États-Unis le 4 juillet. Daszynski fit passer Lieberman pour ridicule et méprisable. Il observa sarcastiquement que tolérer une telle impudence nationale allait fortement nuire aux travailleurs. Et il ajouta qu'il était positivement criminel de mentionner Wawel (l'ancienne résidence des rois polonais à Cracovie), cela

risquant de souiller les bannières rouges du socialisme. Pilsudski lui-même fit remarquer cyniquement que ceux aux yeux desquels le socialisme avait de la valeur pourraient rester à bord du wagon du socialisme jusqu'au terminus, mais qu'il préférerait pour sa part descendre à l'arrêt de l'indépendance.

Après 1909, Pilsudski s'activa à former des groupes militaires séparés, en lien avec d'autres groupes politiques, pour collaborer avec l'Autriche-Hongrie une fois la guerre déclarée ; Cette action fut encouragée par les autorités autrichiennes, qui espéraient que Pilsudski pourrait enrôler des volontaires en provenance de la section russe. On ne permit à Pilsudski de commander qu'une seule brigade de cette armée, mais il émergea comme le dirigeant principal. L'école de Cracovie espérait tirer parti de son zèle militaire pour établir le pouvoir polonais au sein de l'empire Habsbourg, et Jaworski, l'un des dirigeants de cette école, indiqua qu'il comptait exploiter Pilsudski comme Cavour jadis avait exploité Garibaldi. Pilsudski, comme Garibaldi, maintenait ses propres projets, et les événements allaient démontrer qu'il serait le plus apte à les faire valoir.

## 1.7 La Pologne dans la première guerre mondiale

La première guerre mondiale éclata en août 1914 après que la Russie, encouragée en cela par la Grande-Bretagne et la France, ordonna la mobilisation générale de ses armées contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Les Russes étaient déterminés à soutenir la Serbie contre l'Autriche-Hongrie dans le conflit qui résultait de l'assassinat de leur héritier aux trônes autrichiens et hongrois, ainsi que de son épouse, par des conspirateurs serbes. Les projets de mobilisation russe prévoyaient à la fois des actions militaires simultanées à l'encontre des Allemands et des Austro-Hongrois. Poincaré et Viviani, les dirigeants français, accueillirent l'opportunité d'affronter l'Allemagne dans une guerre, car ils espéraient reprendre l'Alsace et la Lorraine. Sir Edward Grey, ainsi que la majorité des dirigeants britanniques, envisageaient l'opportunité de s'emparer de butins de guerre allemands, et de s'occuper d'une rivale jugée dangereuse. L'Autriche-Hongrie voulait préserver sa sécurité face aux provocations serbes, et les dirigeants allemands n'envisageaient la guerre qu'avec une grande réticence, la considérant comme un développement indésirable.

La Russie, alliée de la Grande-Bretagne et de la France, réussit à maintenir la question polonaise hors des sujets diplomatiques discutés entre alliés jusqu'à la révolution russe de 1917. Le 18 août 1914, une proclamation russe offra de vagues récompenses aux Polonais pour leur soutien dans la guerre contre l'Allemagne, mais sans aucune clause d'engagement. Dmowski se rendit à Londres en novembre 1915 pour améliorer ses relations avec les dirigeants britanniques et français, mais prit la précaution de travailler étroitement avec Alexander Izvolsky, ambassadeur de Russie en France et principal diplomate russe à l'étranger. Le programme de Dmowski appelait à un agrandissement de la région polonaise autonome au sein de la Russie. Ses activités furent pour la plupart bien accueillies par la Russie, mais en avril 1916, Izvolsky signala à Sergei Sazonov, le ministre russe des affaires étrangères, que Dmowski allait trop loin dans la discussion de certains aspects de la question polonaise.

Dans l'intervalle, Pilsudski avait résisté aux tentatives du ministère de la guerre autrichien de retirer à ses cadres leur statut spécial, dès lors qu'il fut devenu évident qu'ils n'attiraient pas les Polonais vivant de l'autre côté de la frontière russe. La responsabilité de maintenir les statuts différenciés des armées était dévolue à un comité national polonais<sup>5</sup>. La situation était précaire, du fait que de nombreux Polonais de Galice se révélèrent pro-russes une fois la guerre déclarée, et refusèrent de rejoindre Pilsudski. Ils pensaient que la Russie allait gagner la guerre. On aurait pu les tolérer, à l'issue d'une victoire russe, en les considérant comme de simples conscrits autrichiens, mais ils seraient persécutés s'ils avaient obéi aux ordres de Pilsudski. On ne compta donc pendant la première guerre mondiale que quelques milliers de soldats ralliés au commandement de Pilsudski et de ses amis. L'écrasante majorité des vétérans polonais n'envisageaient le service militaire qu'au service de la Russie. De nombreux jeunes hommes polonais venant de Galice fuirent du côté russe, pour éviter le service militaire, que ce fût sous bannière autrichienne ou sous commandement de Pilsudski. Pour cette raison, l'impact de Pilsudski sur l'issue de la guerre contre la Russie fut négligeable. Mais il avait réussi à se hisser à une place de premier plan dans l'opinion publique polonaise, nonobstant ce que chaque Polonais pouvait penser de sa personne, et réussir à conserver cette place. Le général von Beseler, gouverneur de la Pologne occupée par l'Allemagne, proclama la restauration de l'indépendance polonaise le 5 novembre 1916, par suite d'un accord préalable entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Son annonce fut accompagnée par une fanfare militaire allemande, qui interpréta l'hymne polonais gai et exubérant remontant à la période napoléonienne, *La Pologne n'est pas perdue*<sup>6</sup>. L'indépendance polonaise fut rendue possible par les victoires allemandes sur la Russie de 1915, qui contraignirent celle-ci à évacuer le plus gros des territoires polonais, y compris ceux qui avaient été pris à l'Autriche au cours des premiers mois de guerre. Pilsudski salua à raison cette reconnaissance allemande, en dépit du fait qu'il continuait d'espérer la défaite finale de l'Allemagne en vue de libérer la Pologne de toute influence allemande, et d'agrandir son pays aux dépens de l'Allemagne.

Un Conseil d'État polonais fut institué le 6 décembre 1916, et se rassembla pour la première fois le 14 janvier 1917. Au cours de la guerre, la position du Conseil resta consultative auprès des autorités d'occupation,

<sup>5</sup>Naczelnik Komitet Narodowy

<sup>6</sup>Jeszcze Polska nie Zginiele!

et la poursuite de la guerre resta prioritaire sur toute autre considération. Cependant, les Polonais bénéficièrent d'importantes concessions dans la période séparant septembre 1917 de la fin de la guerre. Le Conseil se vit accordée l'administration de la justice en Pologne, ainsi que le contrôle du système éducatif polonais, et à la fin chaque phase de la vie polonaise relevait de son giron. Le Conseil fut réorganisé à l'automne 1917, et le 4 octobre 1917, un Conseil de Régence fut institué en prévision de l'établissement d'un royaume polonais indépendant et allié aux monarchies allemande et austro-hongroise. La politique d'indépendance allemande fut reconnue par tous les Polonais comme une grande aide à la cause polonaise, et Roman Dmowski, qui ne fut jamais un ami de l'Allemagne, l'écrivit de manière très explicite dans son ouvrage *Politique polonaise et reconstruction de l'État*<sup>7</sup>, qui décrit les événements de cette période. D'un autre côté, jusqu'à l'été 1917, la position des négociateurs des alliés occidentaux resta d'inverser la politique d'indépendance allemande et d'offrir l'ensemble de la Pologne à l'Autriche-Hongrie, espérant par là séparer les puissances centrales et sécuriser une paix séparée avec les Habsbourg.

De leur côté, les Allemands purent assurer en janvier 1917 au président Wilson, alors que les États-Unis restaient neutres dans la guerre, qu'ils n'avaient aucun objectif territorial à l'Ouest, et qu'ils soutenaient l'indépendance de la Pologne. Le président Wilson prononça un discours le 22 janvier 1917, dans lequel il insista sur l'importance que la Pologne disposât d'un accès à la Mer, mais James Gerard, l'ambassadeur étasunien en Allemagne, assura à Bethmann-Hollweg que Wilson ne voulait voir aucun port allemand sur la Baltique retiré à la souveraineté allemande. Il n'est pas surprenant que, tant avant qu'après l'armistice de 1918, dans l'esprit des Allemands, le programme de Wilson pour la Pologne envisageât l'accès à la Mer en termes d'accès libre aux infrastructures portuaires, et non comme une découpe territoriale d'un ou plusieurs couloirs dans la carte de l'Allemagne. Il n'y eut aucune objection de l'Allemagne lorsque le Conseil d'État polonais de Varsovie télégraphia à Wilson pour le féliciter de son discours du 22 janvier 1917, qui avait formulé la politique polonaise wilsonienne selon des termes qui finirent intégré comme 13<sup>ème</sup> point des célèbres Quatorze points.

Dans une déclaration du 29 mars 1917, le gouvernement provisoire de Russie souleva la question de l'indépendance polonaise, mais en insistant sur la nécessité d'une « *alliance* » russo-polonaise permanente, comportant des « *garanties* » spéciales comme condition *sine qua non*. Arthur James Balfour, le dirigeant conservateur du gouvernement de coalition britannique, soutint la proposition russe, bien qu'il sût que les Russes n'envisageaient qu'à peine une réelle autonomie de la Pologne. Dmowski répondit à la révolution russe de mars 1917 en soutenant un projet de Pologne de 520 000 kilomètres carrés, c'est-à-dire une étendue comparable à celle de l'empire allemand, et il s'employa à contrer les arguments qui se levaient contre l'indépendance polonaise en Grande-Bretagne et en France.

À cette période, Pilsudski s'employait au basculement de sa politique de soutien à l'Allemagne vers un soutien aux alliés occidentaux. Il exigea une armée nationale polonaise tout à fait indépendante avant la fin de la guerre, ainsi que la rupture immédiate de tous liens rendant la Pologne dépendante des puissances centrales. Il savait n'avoir quasiment aucune chance de voir ces exigences acceptées dans la phase cruciale qu'avait pris la guerre à l'été 1917. Le slogan de ses adeptes était un rejet du compromis : « *Jamais d'État sans armée, jamais d'armée sans Pilsudski.* » Pilsudski était de fait à la tête du département militaire du Conseil d'État polonais, mais quitta ce poste le 2 juillet 1917, après le refus allemand et austro-hongrois d'accepter ses exigences.

Il provoqua délibérément les Allemands, jusqu'à se faire arrêter par eux, et mettre en internement confortable avec son collègue militaire le plus proche, Kazimierz Sosnkowski, à Magdebourg, sur l'Elbe. La conviction de Pilsudski était que c'était là la seule manière d'éviter de se compromettre avec les Allemands vis-à-vis de l'opinion publique polonaise. Son arrestation par les Allemands rendit difficile à ses adversaires en Pologne d'affirmer qu'il n'avait constitué qu'un simple outil pour les politiques allemandes. Que cette accusation fût portée à son encontre au fil des mois et années qui suivirent, en dépit de son arrestation, dans les pays de l'ouest, ne fut qu'un sujet plus mineur.

L'organisation de forces armées polonaises indépendantes en Russie, après la révolution, sous un *Comité de l'armée nationale polonaise*<sup>8</sup> constitua une menace implicite à la position de Pilsudski en Pologne. Ces soldats se trouvaient sous l'influence de Roman Dmowski et de ses national-démocrates. L'accord de paix de Brest-Litovsk, en mars 1918, enraya ce développement, et les soldats polonais se mirent bientôt à se rendre aux Allemands. Le triomphe bolchevique et la paix avec l'Allemagne portèrent un coup sévère à la doctrine de collaboration polonaise avec la Russie. La cession par l'Allemagne du district de Cholm, issu du Royaume du Congrès, à l'Ukraine, actée à Brest-Litovsk en mars 1918 porta un coup fatal au prestige du Conseil de la Régence de Pologne, et prépara la voie à l'établissement d'un gouvernement totalement nouveau lorsque l'Allemagne sombra dans la révolution et la défaite en novembre 1918.

<sup>7</sup>Polityka Polska i Odbudowanie Panstwa

<sup>8</sup>Nacpól

## 1.8 L'expansion polonaise après la première guerre mondiale

Il fut heureux pour Pilsudski que les autres Polonais fussent incapables de parvenir à quelque amélioration significative lors de son internement en Allemagne. Il fut libéré de Magdebourg pendant la révolution allemande, et rentra prestement en Pologne. Le 14 novembre 1918, le Conseil de la Régence lui remit ses pouvoirs, et les Polonais, au cœur d'un grand moment de joie nationale, et en dépit de conditions économiques très difficiles, se retrouvèrent dans une situation totalement nouvelle. Pilsudski savait qu'une lutte de pouvoir entre les partis politiques suivrait immédiatement. Sa première démarche fut de consolider le parti socialiste polonais (PPS) du Royaume du Congrès, ainsi que le parti social-démocrate polonais de Galice (PPSD) sous sa propre direction.

Pilsudski disposait d'un avantage tactique considérable, et il l'exploita à plein. Il était socialiste, et il s'était battu pour les Allemands. Ses principaux opposants politiques, les national-démocrates, disposaient des bonnes grâces des puissances de l'Ouest. La Pologne n'était pas mentionnée dans l'armistice de novembre 1918 avec l'Allemagne, et peu après l'armistice commença une longue conférence de paix. Pilsudski fut *persona non grata* à Versailles. Il exprima allègrement sa confiance dans les tentatives des national-démocrates, en négociation à Paris, aux fins de présenter un front polonais uni. C'était la responsabilité de ses opposants, et non la sienne, de sécuriser des avantages pour la Pologne à la conférence de paix. Son action ne pouvait quasiment déboucher que sur une décrédibilisation de ses opposants, car les exigences polonaises étaient si exorbitantes qu'elles auraient très difficilement pu être satisfaites. Pilsudski restait ainsi libre de tourner son attention et ses actions sur la scène polonaise intérieure. Il fit bon usage de son temps, et ne perdit durant cette période jamais l'initiative politique. Sa cause était soutenue par l'accord qu'il avait conclu avec les Allemands dès le 11 novembre 1918, avant l'armistice avec l'Ouest. Selon cet accord, les armées d'occupation devaient laisser les armes à la frontière (la frontière de 1914 entre l'Allemagne et le Royaume du congrès, qui fut confirmée à Brest-Litovsk, en 1918). Cette opération fut réalisée sur le terrain dès le 19 novembre 1918, et l'accord fut honoré de manière convenable par les deux parties.

À Paris, le Comité national polonais, qui était dominé par Roman Dmowski et les national-démocrates, avait à faire face à une situation nettement moins prometteuse. Les diplomates de Grande-Bretagne et de France considéraient les Polonais avec condescendance, et Clemenceau, le premier ministre, informa Paderewski, le principal collaborateur de Dmowski pour les pourparlers de paix, qu'à son avis la Pologne devait son indépendance au sacrifice des Alliés. La question juive tourmenta également les négociateurs polonais, et ils se trouvèrent confrontés aux demandes de groupes juifs étasuniens qui auraient pratiquement créé un État juif indépendant au sein de la Pologne. Le président Wilson se montrait réceptif à ces demandes, et il insista au sein du Conseil des Quatre<sup>9</sup>, sur le fait que « *les Juifs étaient passablement mal considérés en Pologne.* » Paderewski exposa l'attitude polonaise à l'égard de la question juive dans un mémorandum en date du 15 juin 1919, dans lequel il observait que les Juifs de Pologne, « *en de nombreuses occasions* », avaient considéré la cause polonaise comme perdue, et s'étaient rangés du côté des ennemis de la Pologne. En fin de compte, la plupart des demandes juives furent modifiées, mais l'article 93 du Traité de Versailles forçait la Pologne à accepter un pacte spécial pour les minorités, qui était très impopulaire.

Les négociateurs polonais auraient pu obtenir satisfaction quant à leurs demandes les plus extrêmes quant à l'Allemagne sans l'intervention de Lloyd George : le président Wilson et les Français inclinaient à leur céder tout ce qu'ils demandaient. Dmowski demanda la frontière de 1772 à l'Ouest, plus la zone industrielle allemande clé de Haute Silésie, la ville de Dantzig, et les sections Sud de la Prusse orientale. En outre, il demanda que le reste de la Prusse orientale fût constitué en État séparé placé sous contrôle polonais, et par la suite, il demanda également une partie de la moyenne Silésie pour la Pologne. Lloyd George commença bientôt à attaquer la position polonaise, et il concentra ses efforts en vue d'influencer et de modifier l'attitude de Wilson. Il lui apparaissait clairement que l'Italie était indifférente à la question, et que la France ne serait pas en mesure de résister à un programme commun anglo-étasunien.

Lloyd George avait réduit les demandes polonaises en de nombreuses matières avant que le premier brouillon du traité ne fût soumis aux Allemands le 7 mai 1919. Un plébiscite fut programmé pour les districts Sud de la Prusse orientale, le reste de cette province devant rester partie intégrante de l'Allemagne quelle qu'en fût l'issue. Des modifications importantes de la frontière en faveur de l'Allemagne furent réalisées dans la région de Poméranie, et il fut prévu que la ville de Dantzig soit établie comme protectorat de la Société des Nations, non pas comme une partie intégrante de la Pologne. Lloyd George se concentra sur la Haute-Silésie après que les Allemands eurent fait part de leurs objections quant au traité. Le professeur Robert Lord de l'Université de Harvard, expert en chef sur la Pologne auprès de Wilson, fit de nombreux efforts pour maintenir la provision appelant à la cession de ce territoire à la Pologne sans tenue d'un plébiscite. Robert Lord concentra ses forces pour qu'un plébiscite ait lieu, et finit par avoir gain de cause.

Les termes ultimes du traité accordaient à la Pologne bien plus que ce qu'elle méritait, et bien plus que ce qu'elle aurait dû demander. Le plus gros de la Prusse occidentale, qui était peuplée majoritairement d'Allemands au dernier recensement, se voyait cédé à la Pologne sans plébiscite, et plus tard la riche section industrielle

<sup>9</sup>Les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie

de Haute-Silésie fut donnée à la Pologne en dépit du fait que le plébiscite n'y avait pas été favorable aux Polonais. La création d'un protectorat de la Société des Nations pour la communauté nationale allemande de Dantzig constitue une erreur désastreuse ; un port libre pour la Pologne dans une ville de Dantzig restée sous administration allemande aurait été bien plus équitable. Les principales erreurs du traité comprenaient la création du couloir en question, la création de la Cité dite libre de Dantzig, et la cession d'une partie de la Haute-Silésie à la Pologne. Ces erreurs furent commises au bénéfice de la Pologne et aux dépens de l'Allemagne, mais allaient se révéler préjudiciables à l'une comme à l'autre. Une paix durable aux frontières germano-polonaises était impossible à sceller dans les conditions posées par ces termes. L'accord contredisait en outre le 13<sup>ème</sup> des 14 points de Wilson qui, en dehors de l'exclusion du point 2, constituait un engagement formel contracté par les Alliés quant aux termes de paix, négocié avec l'Allemagne alors que celle-ci était encore libre et armée. La violation de ces termes, une fois l'Allemagne sans défense et enchaînée par l'armistice, constitua un sommet en matière de fraude, de la part des États-Unis et des alliés européens de l'Ouest, qui pourrait difficilement être dépassé. La position des États-Unis quant à cette situation désagréable fut quelque peu modifiée par l'échec étasunien de ratifier le traité de Versailles en 1919 et en 1920. Les négociateurs polonais restèrent mal considérés sur le plan intérieur, pour leur échec à obtenir gain de cause sur leurs demandes initiales, qui avaient fait l'objet d'une large publicité en Pologne.

L'une des facettes de cette situation, particulièrement agréable aux yeux de Pilsudski, résidait dans la condition confuse de la Russie, qui amena les diplomates alliés à reporter la discussion quant aux frontières orientales de la Pologne. Pilsudski s'intéressait plus à une expansion vers l'Est qu'à une expansion vers l'Ouest, soutenue par Dmowski. L'absence de décision en provenance de Paris quant au *statu quo* à l'Est accorda à Pilsudski une opportunité bienvenue de poursuivre son programme en la matière.

La marée radicale de gauche était en train de monter en Pologne, mais Pilsudski ne s'en préoccupait pas outre mesure. Il laissa Moraczewski, le marxiste sincère, former un gouvernement. Le gouvernement promulgua un décret électoral le 28 novembre 1918, établissant une représentation proportionnelle ainsi que le suffrage universel. Pilsudski mena secrètement un travail de sape envers le gouvernement dans toutes les directions, et encouragea ses amis membres de l'armée à s'opposer à lui. Il savait également que les national-démocrates abhorraient le socialisme, et joua d'eux contre Moraczewski.

Le 4 janvier 1919, alors que Roman Dmowski était à Paris, les national-démocrates essayèrent maladroitement de renverser Moraczewski par un coup d'État mal préparé. Pilsudski défendit le gouvernement, et les national-démocrates perdirent leur prestige après l'écrasement de cette tentative de révolte. Pilsudski n'appréciait pas le troc caractéristique de la politique parlementaire, mais Walery Slawek, son ami proche et expert en politique, fit pour lui le plus gros du travail répugnant. Cela permit à Pilsudski de se concentrer assez tôt sur l'armée et la politique étrangère polonaises, qui constituaient ses vrais domaines d'intérêt. Pilsudski l'emporta sur de nombreux opposants de premier plan ; il s'était vu accorder le soutien d'Edward Smigly-Rydz, qui dirigea la capture de Lvov (Lemberg) des mains des Ukrainiens en novembre 1918. Smigly-Rydz prit en suite la succession de Pilsudski comme Maréchal de Pologne.

Sur le front militaire, les choses bougeaient dans de nombreuses directions. Les national-démocrates organisèrent un Congrès à Slask-Pomorze-Poznan (Silésie – Prusse occidentale, Posen) le 6 décembre 1918, et celui-ci essaya de prendre le contrôle des provinces orientales de l'Allemagne, dans l'espoir de se présenter à la conférence de paix de Paris avec ce *fait accompli*<sup>10</sup>. Ignaz Paderewski arriva à Poznan quelques semaines plus tard, à l'occasion d'un voyage entre Londres et Varsovie, et un soulèvement polonais se déclencha alors qu'il était dans la ville. Suite à cela, les Polonais, après une série d'amères batailles, chassèrent en bonne partie la milice composée de volontaires allemands hors de la province de Posen. En janvier 1919, les Allemands évacuèrent l'ancienne capitale lituanienne de Wilna (Vilnius), et l'armée polonaise y entra. Lorsque les armées bolcheviques commencèrent leur propre avancée dans la zone, les Polonais perdirent Vilnius, mais les Allemands arrêtaient l'avancée des Rouges à Grodno, sur la rivière Niemen. Les national-démocrates contrôlaient le front Ouest de la Pologne, et Pilsudski dominait l'Est. Les national-démocrates s'intéressaient surtout aux actions militaires contre l'Allemagne. L'intérêt central de Pilsudski résidait dans l'expansion vers l'Est et dans une fédération avec les nations voisines, sous contrôle polonais. Le 19 avril 1919, quand les Polonais reprirent Vilnius, Pilsudski fit promulguer une déclaration. Celle-ci ne s'adressait pas, comme cela aurait été le cas pour une déclaration des national-démocrates, à la communauté polonaise locale, mais « *au peuple du Grand Duché de Lituanie.* » Elle mentionnait affablement la présence de l'armée polonaise dans « *votre pays.* » Pilsudski fit également inviter les Ukrainiens et les Russes blancs à s'aligner avec la Pologne. Il comptait poursuivre sa politique fédéraliste en profitant de la faiblesse de la Russie, et réduire la puissance russe à un niveau minimal.

Les national-démocrates gardaient un goût amer du prestige croissant de Pilsudski à l'Est. Ils le dénoncèrent, dans leurs nombreux organes de presse, comme un radical anti-clérical sous l'influence des Juifs. Ils avancèrent, preuves à l'appui, que le pays n'était pas préparé à une vaste aventure militaire à l'Est. Ils se plainquirent que l'acquisition ultérieure de minorités allait affaiblir l'État, et ils conclurent que Pilsudski constituait une terrible menace pour la Pologne. En retour, Pilsudski fit habilement appel au sentiment anti-allemand des adeptes de

<sup>10</sup>En français dans le texte, NdT

ses ennemis. Il avança que la Russie et l'Allemagne relevaient toutes deux d'une immense conspiration en vue d'écraser la Pologne, et que le salut ne pouvait passer que par une riposte repoussant les Russes. Il essaya par tous les moyens possibles d'attiser l'enthousiasme du peuple polonais fatigué pour ses projets à l'Est.

Pilsudski fit également son possible pour enrayer le nationalisme lituanien croissant qui s'opposait à toute forme d'union avec la Pologne. Au 17 juillet 1919, l'armée polonaise avait évacué les soldats nationalistes ukrainiens de chaque recoin de l'ancien territoire autrichien de l'Est de la Galice. Il fut ensuite relativement simple pour Pilsudski de parvenir à un accord avec Semyon Petlura, le dirigeant socialiste ukrainien fortement poussé en avant par les Bolcheviques. Petlura accepta que l'ensemble des territoires de Galice restent en mains polonaises, et Pilsudski encouragea l'organisation de nouvelles unités armées ukrainiennes.

Pilsudski estimait que Petlura rencontrerait plus de succès que Skoropadski, l'ancien dictateur ukrainien, dans la tâche de rallier le soutien ukrainien. Il réfléchissait constamment sur la manière de porter un coup décisif aux Bolcheviques, qui pendant presque toute l'année 1919 furent mises à rude épreuve par les forces russes blanches du général Denikin. Il négocia avec Denikin, mais ne frappa pas courant 1919, arguant que les armées polonaises n'étaient pas encore prêtes. Il craignait, plus que le Bolchevisme, une victoire du régime russe blanc, qui raviverait les aspirations nationalistes russes à l'Ouest aux dépens de la Pologne.

Alors même que Pilsudski préparait et réservait ses coups contre les Bolcheviques, ses préjugés à l'encontre de la forme parlementaire de gouvernement fut augmentée par la première Diète<sup>11</sup>, élue le 26 janvier 1919. Deux groupes de coalition des national-démocrates envoyèrent 167 députés. Le parti paysan polonais, qui soutenait la politique étrangère de Dmowski et s'opposait à Pilsudski, obtint 85 députés. Ces trois groupes d'opposants à Pilsudski occupaient ainsi 260 des 415 sièges de la Diète. Parmi les autres députés, qui étaient divisés en un très grand nombre de partis, nombreux étaient allemands ou juifs. Ces résultats électoraux ne constituèrent pas le résultat du hasard, mais répondirent à une tendance dans l'opinion polonaise, développée sur une longue période. Il était évident que cette situation ne pourrait pas être modifiée sans une manipulation importante du système électoral. Un politicien ayant les ambitions de Pilsudski, quel qu'il fût, ne pouvait pas apprécier un système électoral démontrant sa propre impopularité. Son inclination naturelle vers le système autoritaire fut fortement encouragée par cette expérience de politique parlementaire dans son propre pays.

Le mécontentement à l'égard des termes du traité de Versailles atteignit son comble dans l'opinion publique polonaise jusqu'en juin 1919. Les Polonais étaient consternés par la perspective d'un plébiscite en Haute-Silésie. Ils avaient affirmé que la plupart des habitants souhaitaient être rattachés à la Pologne, mais savaient silencieusement que l'immense majorité de ces habitants opteraient pour l'Allemagne dans le cadre d'une élection libre. Les Polonais étaient également furieux de l'inclinaison alliée à soutenir les Tchèques dans leur tentative de sécuriser par la force la région ethniquement mêlée de Teschen, également riche industriellement.

Adalbert Korfanty, un dirigeant national-démocrate d'expérience, se décida à accomplir les desseins de la Pologne en Haute-Silésie par la terreur et l'intimidation. Le commandant français des armées d'occupations alliées, le général Le Rond, collabora avec les armées polonaises d'envahissement. Les armées d'occupation italiennes stationnées en Haute-Silésie furent attaquées par les Polonais et subirent des pertes lourdes en essayant de s'opposer à l'avancée polonaise illégale. L'opinion publique polonaise, en 1919 et 1920, estimait en général que la campagne désespérée en Haute-Silésie serait futile. Ce ne fut qu'en 1922 que la Pologne en eut des retombées positives, alors qu'elle ne les attendait pas.

Ces revers infligés aux Polonais à l'Ouest ajoutèrent à la demande d'action efficace à l'Est. L'opinion fit preuve d'un intérêt croissant à cet égard durant les derniers mois de 1919, alors que Pilsudski poursuivait ses préparations. La haute noblesse des territoires de l'Est apporte beaucoup d'agitation, mais le soutien pour le projet était également devenu notable partout dans le pays. Pilsudski conclut un second pacte avec Petlura en octobre 1919, qui prévoyait que les territoires ukrainiens situés à l'Est de l'ancienne frontière séparant la Russie et la Galice autrichienne deviendraient polonais et, qu'en outre, un État ukrainien indépendant à l'Est resterait en union étroite avec la Pologne. L'effondrement de Denikin en décembre 1919 fut le signal pour les Bolcheviques qu'ils auraient bientôt bien plus fort à faire avec les Polonais que lors des hostilités sporadiques précédentes, qui s'étaient présentées entre la Lettonie et l'Ukraine. Le 28 janvier 1920, les Bolcheviques proposèrent à Pilsudski un projet d'armistice favorable, dans l'espoir de gagner du temps en lui laissant des territoires. Pilsudski ne se laissa pas impressionner, malgré le fait que les alliés occidentaux désapprouvassent ses projets. Le 13 mars 1920, il informa catégoriquement les alliés qu'il exigerait de la part des Bolcheviques le droit de disposer du territoire à l'Ouest de la frontière russo-polonaise de 1772. Cette frontière se situait loin à l'Est de la ligne proposée par les Bolcheviques, et il était évident qu'un conflit décisif allait s'ensuivre.

Le 26 avril 1920, Pilsudski et Petlura lancèrent leur offensive pour déloger les Bolcheviques d'Ukraine. Le cabinet Skulski, qui avait suivi les gouvernements précédents de Moraczewski et de Paderewski, n'osa pas s'opposer aux projets de Pilsudski, et Patek, le ministre des affaires étrangères, approuva ouvertement le programme de Pilsudski pour l'Est. L'armée polonaise, sous le commandement du général Smigly-Rydz, enregistra des victoires ostensibles, et le 8 mai, une patrouille polonaise parcourut le centre de Kiev, la capitale de l'Ukraine, à bord d'un tramway. Une immense célébration de la victoire de Kiev fut tenue à l'église St Alexander de Varsovie le

---

<sup>11</sup>Sejm

18 mai 1920. Pilsudski fut décoré des vieux lauriers de la victoire de Stephen Bathory et Wladislaw IV.

La Russie se montra moins prostrée que lors des « *périodes de troubles*<sup>12</sup> », et les rêves impérialistes polonais se trouvèrent rapidement malmenés par les sabots des chevaux de l'armée rouge de Boudienny. La stratégie russe contre-offensive consistant à déborder les Polonais fut une totale réussite. Les revers militaires de l'Est créèrent une crise de cabinet et le gouvernement Skulski fut contraint à la démission. Le 24 juin 1920, Wladislaw Grabski, un national-démocrate et opposant de Pilsudski, forma un gouvernement. Sa première action fut de se rendre en Belgique pour négocier une aide auprès du commandement allié occidental. Les Russes avaient pénétré profondément en Pologne, depuis deux directions, lorsque Grabski parvint à Spa le 10 juillet. L'une de leurs armées avait enfoncé la vieille ligne de défense de Niemen, et l'autre marchait sur Lviv.

Les Russes, mal disciplinés, avaient vu leur organisation se déliter totalement du fait de la rapidité de leur progression, et les principaux commandants ne coopéraient pas entre eux du fait de jalousies mesquines. Pilsudski, disposant des conseils d'expert du général Maxime Weygand et d'autres officiers français, dirigea les Polonais à la victoire lors de la bataille de Varsovie le 16 août 1920. L'expression célèbre en Pologne, « *le miracle de la Vistule*<sup>13</sup> », fut trouvée par le professeur Stanislaw Stronski, un national-démocrate, pour suggérer que toute victoire polonaise remportée sous commandement de Pilsudski constituait un miracle.

La victoire de la Vistule conféra à Pilsudski un immense prestige, et renforça sa position d'homme fort de Pologne, mais ses opposants restaient en place et le mécontentement populaire continuait de croître du fait de la guerre. Pilsudski aurait voulu frapper de nouveau à l'Est après la retraite des Russes, et lancer une seconde expédition contre Kiev, mais il savait que l'opinion publique d'une Pologne déjà ravagée par la guerre rendait de telles actions impossibles. Jan Dabski, sélectionné par le gouvernement comme délégué en chef pour négocier avec les Russes, constituait un critique amer de la politique de Pilsudski, et était influencé par Dmowski. Ce dernier se prononçait contre l'idée de s'allier aux Russes blancs et aux Ukrainiens, mais croyait que la Pologne pourrait assimiler d'assez grandes quantités de populations des régions qui avaient été administrées par la Pologne dans le passé. Par conséquent, à la paix de Riga conclue début 1921, les zones peuplées de Russes blancs et d'Ukrainiens furent partitionnées entre l'Union soviétique et la Pologne, le plus gros des deux régions allant à l'Union soviétique. On avait abandonné le fédéralisme comme politique immédiate, et les disciples de Pilsudski recouraient au programme d'assimilation des minorités de Dmowski.

Le peuple polonais, influencé qu'il avait été par les idées romantiques de Henryk Sienkiewicz, le célèbre auteur polonais, dénonça la paix de Riga comme un abandon d'anciens territoires de la Pologne. Pilsudski partageait cette opinion, et lors d'une conférence en date du 24 août 1923, il dénonça « *l'absence de force morale de la nation* » comme raison pour l'échec polonais à conquérir l'Ukraine suite à la victoire de Varsovie de 1920.

Les disciples de Dmowski s'irritaient de leur échec à concrétiser leurs nombreuses aspirations contre l'Allemagne, côté Ouest. Il semblait qu'en Pologne, personne n'était satisfait des limites territoriales atteintes par le nouvel État, malgré le fait que la plupart des observateurs étrangers, qu'ils fussent amis ou ennemis, estimaient que la Pologne avait reçu bien plus de territoire qu'elle n'en méritait. L'évidence se fit bientôt jour que le processus d'expansion polonaise d'après-guerre trouvait sa conclusion avec la paix de Riga, et qu'avec la partition de la Haute-Silésie, la Pologne avait atteint les limites de ses capacités à utiliser la période de confusion qui avait suivi la première guerre mondiale. Le choix qui se présentait à elle était d'accepter ses gains, de les considérer comme suffisants, et de s'employer à les conserver en tout ou partie, ou bien d'attendre son heure et de saisir plus tard une nouvelle opportunité de satisfaire ses ambitions frustrées. La ligne directrice de la politique à venir en politique étrangère de la Pologne dépendait ainsi de l'issue de la lutte du pouvoir dans le pays.

Au cours de la guerre russo-polonaise, les Tchèques avaient renforcé leur contrôle sur l'essentiel du riche district industriel de Teschen, et les Lituaniens, profitant de la connivence des Bolcheviques, avaient récupéré Vilnius. Les Tchèques disposaient d'une popularité très importante auprès des Alliés, et d'un important soutien français. Les dirigeants tchèques avaient également exprimé leur sympathie et leur amitié à la Russie bolchevique, employant des mots très forts lors de la récente guerre russo-polonaise; et ils avaient fait leur possible pour empêcher le matériel de guerre allié de parvenir en Pologne. Les Polonais ne furent pas en mesure de prendre leur revanche sur les Tchèques immédiatement, mais après que la Société des Nations accorda Vilnius à la Lituanie, le 8 octobre 1920, l'armée polonaise locale, sous les ordres du général Zeligowski, s'empara de l'ancienne capitale de Lituanie selon les instructions de Pilsudski. Les Lituaniens ne furent pas soutenus en la matière par la Société des Nations. Ils refusèrent de reconnaître l'annexion polonaise, et protestèrent en rappelant leurs représentants diplomatiques en Pologne, ainsi qu'en fermant leurs frontières avec la Pologne. La frontière soviéto-polonaise fut également fermée en pratique, si bien qu'une longue bande de territoire polonais, saillante au Nord-Est, jouxtant la rivière Dvina et la Lettonie, se trouva sans approvisionnements économiques normaux. Les Lituaniens prirent leur revanche de la Société des Nations, pour le non-soutien qu'elle leur apporta, en s'emparant de la ville allemande de Memel, qui avait été mise sous protectorat de ladite Société des Nations, à l'instar de Dantzig, en 1920. Ce fut une triste image de l'impuissance en laquelle était réduit le Reich allemand, qu'une petite nation naissante pût lui soutirer une ancienne ville prussienne, et cela constitua également un indicateur de la nature

<sup>12</sup>Smutnoye Vremya

<sup>13</sup>cud nad Wisla

problématique de l'organisation internationale chère à Woodrow Wilson, la Société des Nations.

## 1.9 La dictature Pilsudski

En Pologne, les années qui suivirent furent consacrées à la reconstruction, et pendant une très longue période, on parla beaucoup de réformes radicales en matières économique et sociale. En mars 1921, la Pologne adopta une constitution démocratique, mais sans l'accord de Pilsudski. Il se trouvait irrité par le fait que les coalitions successives au pouvoir, pour changeantes qu'elles fussent, se montraient toutes hostiles à sa vision politique, et l'assassinat, juste après les élections de 1922, du président Gabriel Narutowicz, son ami, n'améliora pas les choses. Pilsudski, dont la renommée restait considérable, attendit son heure plusieurs années durant, et renforça son contrôle sur l'armée. Enfin, en mai 1926, il prit un prétexte pour renverser le régime en place. Un nouveau changement dans les coalitions de partis avait ramené son ennemi juré, Wincenty Witos au poste de premier ministre, et il s'en était suivi la révocation soudaine du premier ministre Alexander Skrzynski, en qui Pilsudski avait publiquement professé sa confiance ; l'événement fut considéré comme une provocation suffisante. Pilsudski ordonna sombrement à ses cohortes d'attaquer le régime en place, et à l'issue d'une brève guerre civile, il put prendre le contrôle du pays. Heureusement pour lui, Dmowski, grand penseur, n'était pas un homme d'action. Les opposants à ces nouvelles violences, divisés entre eux, étaient réduits à l'impuissance.

Ces événements firent déborder le vase, y compris pour les nationalistes qui figuraient parmi les socialistes polonais, et une rupture totale entre Pilsudski et son ancien parti s'ensuivit. Pilsudski, bien qu'ayant pris le contrôle de l'armée en s'attirant la confiance des officiers, n'avait plus de soutien populaire dans le pays. Les partis politiques polonais le craignaient et le respectaient, mais ne le soutenaient pas. Il semblait possible de s'attirer le soutien des Conservateurs, mais ceux-ci exigèrent qu'il promît de ne pas s'en prendre à leurs intérêts économiques. Une telle promesse aurait été équivalent à rejeter les demandes populaires pour une réforme économique.

À la conférence de Nieswicz d'octobre 1926, Pilsudski parvint à un accord ambitieux avec les grand propriétaires terriens conservateurs, menés par le prince Eustachy Sapieha, le comte Artur Potocki, et le prince Albrecht Radziwill. À cette occasion, Stanislaw Radziwill, un héros de la guerre 1920 issu d'une famille célèbre, fut décoré à titre posthume de la *Virtuti Militari*, la plus haute décoration que le nouvel État pût décerner. Pilsudski se déclara n'être l'homme d'aucun parti, ni d'aucune classe sociale, mais le représentant de la nation toute entière. Ses invités lui renvoyèrent la balle en insistant courtoisement sur le fait que les antécédents familiaux de Pilsudski faisaient de lui leur égal, non seulement un noble, mais un représentant de la plus haute noblesse.

L'effet de ces négociations devint rapidement visible. En décembre 1925, une réforme territoriale avait été adoptée, appelant à la redistribution de terrains, jusqu'à hauteur de cinq millions d'acres<sup>14</sup> par an, sur une période de dix ans. L'essentiel des terres divisées ainsi par le gouvernement était pris aux Allemands pour être distribué parmi les Polonais. Ce processus fit monter les plaintes des minorités, privant des milliers de travailleurs agricoles allemands de leur emploi traditionnel auprès de propriétaires allemands. Rien ne fut fait sur le plan agricole pour s'occuper du problème pressant de la surpopulation rurale polonaise. La paysannerie polonaise croissait à un rythme plus rapide que la population urbaine, et les communautés des villes, avec leurs populations relativement réduites, n'étaient pas en mesure d'absorber cette croissance. Le système agricole polonais arriéré, sauf pour quelques propriétés parmi les plus étendues, et l'absence d'exploitants propriétaires dans de nombreuses régions, rendit plus dure encore l'épreuve de reconstruction qui suivit la première guerre mondiale. Le nombre d'exploitations trop petites pour être utilisables était le même en 1939 qu'en 1921. Après 1926, le régime se mit à réallouer plus rapidement les petites exploitations les plus mal distribuées, mais l'échelle de cette action resta minime par rapport à l'étendue du problème fermier. Les dirigeants du parti des paysans, qui furent bientôt persécutés par Pilsudski pour leur opposition à son régime, étaient considérés comme des martyrs dans les campagnes polonaises, où le nouveau système était dénoncé avec haine.

Les socialistes polonais n'avaient pas assez renforcé leur influence sur les travailleurs des villes au moment du coup d'État de Pilsudski ; une telle influence aurait pu leur permettre de remporter la plupart des élections municipales. Les dirigeants socialistes se retournèrent contre Pilsudski, et la scène urbaine polonaise se trouva aigrie par le chômage chronique et le manque de moyens. L'industrialisation du Royaume du congrès avait suivi un rythme rapide sous les deux générations précédant la première guerre mondiale, et les progrès en matière de production textile avaient été particulièrement remarquables. Du fait de la guerre, le marché russe n'était plus accessible, et les exportations polonaises avaient bien du mal à franchir les barrières douanières établies à l'étranger, et ce alors que le faible niveau de pouvoir d'achat intérieur limitait le marché domestique. Les profits dégagés par l'industrie polonaise ne suffisaient pas à attirer des investissements étrangers significatifs, en dépit du fait que la part d'investissement étranger était déjà très significative dans les industries existantes. Malgré une augmentation de 25% de la population polonaise entre 1913 et 1938, le volume des produits industriels polonais de 1913 ne fut dépassé qu'en 1938, et encore le niveau des salaires réels ne suivit-il pas. En résultat de

<sup>14</sup>Un peu plus de deux millions d'hectares, NdT

cette stagnation économique, le nouveau régime n'eut que fort peu de choses à proposer aux Polonais pour les distraire de leur mécontentement politique.

Ces conditions défavorables illustrent la situation du régime polonais sur le plan intérieur, et offrent un parallèle aux relations défavorables entre la Pologne et la plupart de ses voisins au cours des années suivant 1926, tout particulièrement pour ce qui concerne l'Union soviétique, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, et la Lituanie. Les scènes intérieure et étrangère présentaient une crise perpétuelle, qui habitua les dirigeants polonais à conserver son sang-froid et à développer une suffisance impressionnante face à des conditions adverses. En décembre 1926, Roman Dmowski posa directement un défi à l'affirmation de Pilsudski voulant représenter la nation, en établissant son propre *Camp pour une grande Pologne*. Pendant presque quatre années, cette organisation domina la scène idéologique. Elle demandait l'amélioration des relations avec la Russie, la renonciation permanente au fédéralisme, l'intensification du nationalisme, un programme d'assimilation des minorités, et un projet d'expulsion des Juifs.

À cela, Pilsudski répondit avec une grande sévérité, le 10 septembre 1930, par une purge organisée par Walery Slawek. Nul n'osa réduire Dmowski au silence, mais Pilsudski le priva de nombreux disciples, et adopta nombre de ses idées. L'arrestation de dirigeants d'opposition, l'établissement d'un système de camps de concentration, et l'adoption de tactiques terroristes durant les élections découragèrent l'opposition, au moins temporairement. Une nouvelle coalition de soutiens du gouvernement parvint à obtenir 247 des 444 sièges de la Diète lors des élections de novembre 1930. Ce fut la première grande élection remportée par Pilsudski.

On parla beaucoup d'une clique de colonels au gouvernement en Pologne, et nombre des conseillers principaux et des fonctionnaires clés du nouveau régime portaient ces galons. Cette situation reflétait la politique de Pilsudski, qui consistait à récompenser ses collaborateurs et disciples issus de l'armée. Ces hommes étaient intensément loyaux, et leur admiration pour leur chef, qu'ils considéraient comme infaillible, était sans limite. Ils adoptèrent énergiquement la campagne de Dmowski contre les minorités, et discutèrent de nombreux projets pour une constitution qui consoliderait le pouvoir exécutif et reviendrait sur les principes démocratiques du document de 1921. On affirma que les rédacteurs de la constitution de 1921 avaient gardé un œil jaloux sur Pilsudski ce faisant, et que cela expliquait les limites extraordinaires qu'elle imposait au pouvoir exécutif, et sur l'instauration d'un président faible, selon le modèle français.

La clé du document de 1935, dont Walery Slawek fut le principal auteur, était une présidence assez puissante pour « *établir le gouvernement à un seul endroit* » et contrôler l'ensemble des branches de l'État, y compris la Diète, le Sénat, les forces armées, la police, et les cours de justice. Le président se voyait également accorder de vastes pouvoirs discrétionnaires pour désigner son successeur.

## 1.10 La dictature polonaise après la mort de Pilsudski

Pilsudski succomba d'un cancer en mai 1935, à l'âge relativement jeune de soixante-huit ans. La question de la succession se posa ainsi l'année-même d'adoption de la nouvelle constitution, avec Walery Slawek qui espérait devenir le nouvel homme fort polonais. Il était largement considéré comme le plus apte des collaborateurs de Pilsudski, et le complot des autres disciples contre lui a souvent été considéré comme une cause majeure des malheurs qui frappèrent bientôt la Pologne. Une coalition soigneusement organisée, qui fut au départ fondée sur un accord entre Ignaz Moscicki, le politologue polonais, et Edward Smigly-Rydz, le dirigeant militaire, parvint à isoler Slawek et à éliminer son influence. La constitution de 1935 avait été conçue par Slawek pour un dictateur puissant, mais la nouvelle dictature collective put fonctionner sous cette constitution pendant quelques années. Walery Slawek se suicida en avril 1939, alors que la probabilité n'avait fait que croître que ce gouvernement collectif fasse sombrer le nouvel État polonais dans le désastre.

Le colonel Ignacy Matuszewski, l'un des principaux disciples de Pilsudski, a laissé une analyse impressionnante du nouvel État polonais. Cette analyse fut écrite peu de temps après la mort du Maréchal. Elle se lit plus comme une notice nécrologique que comme un appel au clairon pour un système neuf et durable, et son auteur se montre extraordinairement préoccupé par la personnalité et les actions de Pilsudski, aux dépens des problèmes courants et de la route à prendre. Ce livre reflète la tendance de cette époque, car c'est bien l'état d'esprit qui prédomina sur la gestion de la Pologne entre 1935 et 1939.

Matuszewski était l'éditeur du principal journal gouvernemental, *Gazeta Polska*, entre 1931 et 1936, et fut plus tard président de la Banque de Varsovie, l'organe financier clé du régime. Au départ, il avait été l'un des disciples de Dmowski, et officier de l'armée tsariste, mais il avait abandonné les deux causes pour celle de Pilsudski en 1917. Il fut l'un des héros de la guerre de 1920-1921 contre la Russie, et resta dans l'armée jusqu'au coup d'État de 1926, qu'il soutint. Il tient un rôle important au sein de l'appareil diplomatique polonais, à Varsovie ainsi qu'à l'étranger, entre 1926 et 1931.

Son ouvrage, *Proby Syntez*<sup>15</sup>, parut en 1937. Il définissait idéologiquement le régime, et exposait ses objectifs. La pensée de l'auteur, à l'instar de celle de Roman Dmowski était principalement influencée par la philosophie politique de Hegel.

<sup>15</sup>Synthèse d'une épreuve

Matuszewski déclare que la volonté de la nation polonaise était de sécuriser et maintenir sa liberté nationale. Il croit que seule la condition de la race polonaise déciderait de la capacité de la Pologne à exercer cette volonté. Il ajoute que l'exploit extraordinaire d'un seul homme aura simplifié cet effort polonais. Il liste 1905, 1914, 1918, 1920 et 1926 comme les années où Pilsudski fit sortir la Pologne du néant. En 1905, au cours d'une révolution russe majeure, Pilsudski dirigea la lutte radicale polonaise contre la Russie. En 1914, il dirigea la lutte militaire polonaise contre la Russie. En 1918, il rentra de Magdebourg pour préparer l'évacuation de la Pologne par les Allemands. En 1920, il dirigea les Polonais à la victoire face à la Russie communiste. En 1926, il écrasa les éléments dissonants sur le plan intérieur, et unifia la Pologne.

Matuszewski avertit funestement ses lecteurs que la lutte nationale polonaise du XX<sup>ème</sup> siècle n'a connu que ses débuts au moment du décès de Pilsudski. Il insiste sur l'importance des problèmes qu'il reste à résoudre à la Pologne, tant sur le plan intérieur qu'à l'étranger. Il décrit le coup d'État de 1926 comme une étape importante sur le front intérieur, et comme une victoire sur l'anarchie. Il déclare que la première Diète aura démontré que la Pologne ne peut pas laisser le pouvoir exécutif à l'autorité législative. Il exalte la constitution de 1935, qui investit la présidence du pouvoir fondamental. Il maintient qu'à moins que le gouvernement de la Pologne ne soit tenu dans un seul lieu (c'est-à-dire, qu'un contrôle centralisé simplifié soit appliqué), le pays sombrerait dans la guerre civile au lieu de la paix intérieure.

Il avance, comme le firent d'autres avocats des systèmes autoritaires, que le régime polonais conserva un caractère profondément démocratique. Il loue le gouvernement pour une conscience supposément éclairée du passé traditionnel, en contraste avec le groupe Dmowski, et pour une conscience des besoins traditionnels de la Pologne. Il avance également que les dogmes idéologiques invariants d'autres régimes autoritaires, comme la Russie, l'Italie, et l'Allemagne, les a privés de flexibilité pour répondre aux besoins du peuple, et leur a par conséquent donné un « *caractère aristocratique* » dont il affirme que la Pologne est exempte ; il décrit le régime constitutionnel de 1935 comme une « *synthèse traditionnelle* », non comme un système arbitraire.

À son crédit, Matuszewski ne revendique pas un soutien populaire au système polonais en place. De sa théorie de l'étatisme, il dérive l'idée qu'il devrait être possible à la fin de faire la synthèse entre les souhaits des citoyens et la politique de l'État, sans sacrifier les principes essentiels du système. Matuszewski considérait son ouvrage, ses nombreux articles, et ses éditoriaux comme des contributions à un processus éducatif qui un jour accomplirait cette mission.

Matuszewski refuse toute affinité entre la Pologne et les autres États autoritaires, ou les régimes libéraux occidentaux. Il proclame l'originalité polonaise en matière politique comme un héritage précieux pour tous les Polonais désireux de l'apprécier. Il ne vise pas à répondre aux fantaisies et aux caprices, mais à revoir les systèmes de valeurs erronés. Le peuple ne devait pas disposer du pouvoir d'imposer sa volonté sur le nouvel État polonais, que ce soit en matière intérieure ou de politique étrangère. Tout ce qui se produirait résulterait de la responsabilité de la petite clique gouvernant la nation.

Matuszewski néglige de mentionner qu'il existait des gens en Pologne, qui ne s'opposaient pas au régime, et considérait l'avenir avec appréhension pour une toute autre raison. Ils craignaient que ne fasse défaut à la clique gouvernante le sens du commandement nécessaire à promouvoir le succès de tout système, quelles qu'en soient les fondations théoriques.

Sur le plan intérieur, le nouvel État polonais se trouvait confronté à de nombreux problèmes graves découlant des conditions économiques défavorables, du mécontentement des minorités, et de l'impopularité générale du régime. La situation était précaire, mais loin d'être désespérée. Dans le contexte d'une politique étrangère prudente et conservatrice, rendue indispensable par les circonstances, l'État polonais aurait pu conforter sa position sans faire preuve d'un sens du commandement exceptionnel. Au moment de la mort de Pilsudski, il était indéniable que la politique étrangère constituait le problème le plus central auquel la Pologne avait à faire face.

Si la Pologne se permettait, malgré sa conscience de l'histoire passée, à devenir l'instrument de l'équilibre des pouvoirs ancien et égoïste de la Grande-Bretagne lointaine, si elle rejetait des ententes approfondies avec ses grands voisins, et si elle s'impliquait dans des conflits dépassant ses propres forces, son avenir serait obscurci de terribles déceptions. Le nouvel État polonais ne pouvait pas envisager de survivre dans de telles conditions.

Le sujet ne peut guère qu'être suggéré à ce stade. Nous verrons plus bas que les opportunités étaient grandes, et à quel point elles furent gâchées. Au moment de la mort de Pilsudski, la situation, en dépit des problèmes existants, recelait des promesses.

## Chapitre 2

# Les racines des politiques polonaises

### 2.1 La politique allemande douteuse de Pilsudski

Entre 1935 et 1939, le gouvernement polonais s'inquiéta, sur le plan intérieur, de projets d'industrialisation de la Pologne, ainsi qu'à faire ce qui se pouvait pour faire gagner au régime quelque soutien populaire. Ces tentatives furent relativement simples, par rapport à la conduite de la politique étrangère polonaise sur la même période. Un mystère existait en matière de politique étrangère polonaise : quelle était la vraie attitude polonaise vis-à-vis de l'Allemagne ? Il faut répondre à cette question pour comprendre tous les autres aspects de la politique menée par la Pologne. Cette question ne s'applique pas aux premiers temps d'existence du nouvel État polonais, car une entente germano-polonaise n'avait aucune vraie chance d'exister dans la période 1919-1933 de la république de Weimar. La faiblesse de la république de Weimar aurait automatiquement réduit toute entente au *statu quo* établi par le traité de Versailles, et la Pologne réalisa plusieurs ouvertures pour parvenir à un accord avec l'Allemagne sur cette base. Ces ouvertures étaient futiles, car les dirigeants de la république de Weimar considéraient le *statu quo* de 1919 comme intolérable pour l'Allemagne.

La situation changea avant la mort de Pilsudski. L'Allemagne reprit des forces, et les relations entre l'Allemagne et la Pologne s'améliorèrent après la conclusion d'un pacte de non-agression pour dix ans, signé le 26 janvier 1934. Ce pacte de non-agression ne mentionnait pas la reconnaissance par l'Allemagne du *statu quo* de 1919, mais les dirigeants polonais n'attendaient plus de l'Allemagne qu'elle le reconnût. L'entourage de Pilsudski tenait pour acquis le fait qu'Hitler était plus modéré sur cette question que ses prédécesseurs. Il était également clair, en 1935, qu'Hitler désirait plus qu'une simple trêve avec la Pologne. Il comprenait la position clé de la Pologne à l'Est, et visait à une politique de collaboration étroite. Ce point était devenu l'un de ses objectifs les plus importants.

Au moment de la mort de Pilsudski, en 1935, la politique polonaise en vigueur consistait à considérer les relations avec l'Allemagne et l'Union soviétique avec une notion d'égalité. Ce n'était pas ce qu'Hitler avait en tête. La ligne politique polonaise sembla rester invariante au cours des années qui suivirent, cependant que l'Allemagne continuait de reprendre des forces. On pouvait se demander si les dirigeants polonais pourraient modifier leur ligne politique vis-à-vis de l'Allemagne.

Entre 1933 et 1939, la politique étrangère de l'Allemagne souligna le besoin de répondre au danger supposé que le Bolchevisme représentait à l'égard de la civilisation européenne. Ce point était moins vital aux yeux d'Hitler que la récupération de la puissance allemande, mais les étapes qu'il suivit pour revenir sur les traités de paix de Paris de 1919 furent présentées comme des mesures nécessaires à renforcer l'Allemagne et l'Europe face au Bolchevisme. La position de la Pologne entre l'Allemagne et l'Union soviétique impliquait qu'Hitler allait exiger une clarté totale de la politique polonaise. La position géographique infortunée de la Pologne était telle qu'une politique polonaise ambiguë était chose qu'Hitler ne pourrait pas tolérer indéfiniment. Les dirigeants de la Pologne comprirent rapidement que la Pologne allait se trouver forcée de choisir entre les rôles de voisin ami, ou d'ennemi, de l'Allemagne. Ce choix n'était pas une fatalité, pourvu qu'Hitler fût préparé à se montrer généreux envers la Pologne, et en 1939, les diplomates polonais restaient en désaccord entre eux sur ce sujet crucial. Ils désiraient traiter le problème de la même manière que Pilsudski l'aurait fait, mais remplir indéfiniment les intentions de leur dirigeant décédé devenait impossible. Les conditions continuaient de changer après sa mort.

Un parallèle américain offre une illustration à ce problème. Le président Roosevelt émit des instructions pour qu'on fit usage d'armes atomiques, alors que l'Allemagne continuait de combattre lors de la seconde guerre mondiale. Il mourut avant la fin de la guerre contre l'Allemagne. Truman se réclama de suivre la politique de Roosevelt lorsqu'il ordonna l'emploi d'armes atomiques contre le Japon en août 1945, mais ni lui, ni ses conseillers ne savaient si Roosevelt aurait laissé commettre cette atrocité après la reddition inconditionnelle de l'Allemagne. Il s'agit d'un autre exemple du dilemme présenté aux épigones par des circonstances fluctuantes.

Pilsudski était réputé pour sa capacité à adapter sa ligne politique aux fluctuations des circonstances. S'il était mort en 1932, ses successeurs n'auraient jamais su s'il aurait ou non conclu le pacte de non-agression de

1932 avec l'Allemagne. Il fut donc saisissant de voir les disciples de Pilsudski parler de suivre les politiques du Maréchal décédé. En réalité, il fallait qu'ils suivent à présent leurs propres politiques. Chaque fois qu'ils pensèrent répondre aux souhaits de Pilsudski, la situation tourna à leur désavantage. En matière de politique étrangère, l'attribut le plus important de tous est l'indépendance du jugement. Rien n'est plus mortel en ce registre que le poids de la main d'un homme mort.

## 2.2 La carrière de Jozef Beck

La gouvernance de la Pologne fut donc collective après 1935, mais la responsabilité principale, dans la conduite de la politique étrangère du pays, fut celle du colonel Jozef Beck. Il fut nommé ministre des affaires étrangères en 1932. Il garda son poste jusqu'à l'effondrement polonais de 1939, et ne distingua personne en Pologne atteignant son niveau en matière de relations étrangères.

Beck était descendant d'une famille allemande, qui avait émigré en Pologne plusieurs centaines d'années auparavant. Son père, prospère, avait conspiré contre les Russes et ceux-ci l'avaient emprisonné pour cela. Sa mère provenait d'une famille de la noblesse terrienne de la région de Cholm. Beck naquit à Varsovie en 1894, mais sa conscience s'éveilla alors qu'il vivait dans l'environnement culturel allemand de Riga, où sa famille avait déménagé peu après sa naissance. La famille décida bientôt, pour échapper complètement aux persécutions des Russes, de déménager en Galicie autrichienne, en 1900.

Beck fit ses études à Cracovie ainsi qu'à Lviv, et il put faire ses contacts avec les Allemands lors d'une période d'étude à Vienne. Il avait dix-neuf ans au moment où la première guerre mondiale éclata. Vierge de toute adhésion à un parti politique, il décida quand même immédiatement de rejoindre les forces de Pilsudski. Il suivit la ligne d'opposition au Conseil d'État polonais, définie par Pilsudski en 1917, et se vit interné par les Allemands. On le libéra après qu'il proposa de s'intégrer à un régiment hongrois. Son admiration pour les Magyars fut accrue par le service qu'il réalisa dans l'armée hongroise. Il se familiarisa également fortement avec la zone carpatho-ukrainienne à cette période, ce qui fut d'une importance décisive pour la Pologne en 1938. Il reprit du service pour l'armée polonaise à la fin du premier conflit mondial, et prit part à la guerre russo-polonaise de 1920-1921. Il se distingua lors de ce nouveau conflit, et bénéficia de fréquents contacts avec Pilsudski à l'automne 1920, lors des combats qui eurent lieu aux abords de la rivière Niemen. Une alliance militaire entre la France et la Pologne fut conclue rapidement après la fin des hostilités entre la Pologne et la Russie, et Beck fut choisi comme attaché militaire pour représenter l'armée polonaise en France.



FIGURE 2.1 – Photographie de Józef Beck

Satisfait de rester membre de l'armée, Beck fut maintenu en service actif jusqu'après le coup d'État de 1926. Pilsudski le choisit ensuite comme principal assistant à la conduite des affaires du ministère de la guerre, qui était dirigé par le Maréchal en personne. Pilsudski fut décontenancé, en 1930, lorsque Zaleski, le ministre des affaires étrangères, se montra incliné à prendre au sérieux la Société des Nations. Un changement s'imposait évidemment. Pilsudski distinguait le caractère problématique des prétentions de la Société des Nations, tout en reconnaissant pouvoir à l'occasion exploiter certaines de celles-ci dans la poursuite d'objectifs limités. Il décida que Beck devrait mettre fin à sa carrière militaire, et se plonger dans la diplomatie. Il savait pouvoir faire confiance à Beck, qui partageait sa vision. Beck fut nommé sous-secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères polonais en décembre 1930. Il succéda à Zaleski, au poste de ministre des affaires étrangères, en novembre 1932.

Satisfait de rester membre de l'armée, Beck fut maintenu en service actif jusqu'après le coup d'État de 1926. Pilsudski le choisit ensuite comme principal assistant à la conduite des affaires du ministère de la guerre, qui était dirigé par le Maréchal en personne. Pilsudski fut décontenancé, en 1930, lorsque Zaleski, le ministre des affaires étrangères, se montra incliné à prendre au sérieux la Société des Nations. Un changement s'imposait évidemment. Pilsudski distinguait le caractère problématique des prétentions de la Société des Nations, tout en reconnaissant pouvoir à l'occasion exploiter certaines de celles-ci dans la poursuite d'objectifs limités. Il décida que Beck devrait mettre fin à sa carrière militaire, et se plonger dans la diplomatie. Il savait pouvoir faire confiance à Beck, qui partageait sa vision. Beck fut nommé sous-secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères polonais en décembre 1930. Il succéda à Zaleski, au poste de ministre des affaires étrangères, en novembre 1932.

La capacité dont Beck fit preuve pendant de nombreuses années à s'entendre avec Pilsudski en dit long sur sa personnalité. Il avait le sens de l'humour, et la capacité de distinguer une mascarade pompeuse de la réalité. Sa carrière réussie met également en évidence une bravoure personnelle, une bonne éducation, et une expérience administrative complète. Son charme personnel et son acuité intellectuelle étaient perceptibles. Il n'avait jamais eu à subir de revers dans sa carrière, et présentait une confiance suprême en ses propres capacités. Ce succès constituait une faiblesse, car il rendait Beck arrogant et peu enclin à accepter les conseils des autres après la mort de Pilsudski. La relation entre Pilsudski et Beck fut fondée sur les prototypes du père et du fils, Beck jouant le rôle du fils certes doué, mais un peu trop gâté.

Pilsudski nomma le comte Jan Szembek comme successeur de Beck au poste de sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères polonaises. Szembek était le beau-frère du comte Skrzynski, qui avait occupé le poste de ministre des affaires étrangères de Pologne, et avait été l'un des favoris du Maréchal. Szembek avait accumulé une expérience intéressante comme diplomate d'Autriche-Hongrie, et après 1919, il avait représenté la Pologne



FIGURE 2.2 – Hans-Adolf von Moltke, ambassadeur d'Allemagne, Józef Piłsudski, Joseph Goebbels, ministre allemand de la propagande, et Józef Beck à Varsovie le 15 juin 1934, cinq mois après la signature du pacte de non-agression germano-polonais.

à Budapest, à Bruxelles et à Bucarest. Piłsudski comptait sur Szembek pour exercer une influence stabilisatrice sur Beck. Malheureusement, Beck eut tendance à ne pas tenir compte des conseils de Szembek au cours des mois difficiles qui précédèrent l'éclatement de la seconde guerre mondiale.

### 2.3 L'hostilité entre l'Allemagne de Weimar et la Pologne

Après 1934, l'amélioration des relations germano-polonaises établit un contraste avec l'hostilité qui avait existé les années précédentes entre les deux nations. Une guerre commerciale germano-polonaise avait commencé en 1925, peu avant que Piłsudski s'empare du pouvoir en Pologne. L'impact économique en fut particulièrement sévère pour la Pologne, du fait qu'en 1924 43.2% des exportations polonaises étaient achetées par l'Allemagne, et que dans l'autre sens, 34.5% des importations polonaises provenaient d'Allemagne. Un traité commercial fut finalement signé par l'Allemagne et la Pologne en mars 1930. Ce traité aurait allégé une partie des épreuves générées par cinq années de guerre économique, mais le Reichstag allemand refusa de le ratifier.

Les traités de Locarno du 16 octobre 1925 furent considérés comme une défaite diplomatique polonaise. Ils établissaient des garanties sur les frontières séparant l'Allemagne de la Belgique et de la France, et définissaient des conditions d'amélioration des relations entre l'Allemagne et ces deux pays. C'est en vain que les Polonais soulevèrent à Locarno la question d'une garantie allemande des frontières polonaises. La tâche fut aisée pour Gustav Stresemann de convaincre les Britanniques et les Français qu'une telle garantie serait impossible à assurer de la part de l'Allemagne. L'événement constitua la fin du traitement uniforme de toutes les frontières européennes, conformément aux traités de Paris, et établit une distinction entre les frontières de l'Ouest, privilégiées, et celles de l'Est, de second ordre. Cette distinction impliquait une victoire de la doctrine d'une révision territoriale à l'Est, en faveur de l'Allemagne.

Le traité d'amitié russo-allemande de 1926 suivit Locarno, et constitua une base pour la coordination entre les programmes russe et allemand de révision territoriale aux dépens de la Pologne. Les Russes avaient, depuis l'accord économique de Rapallo en 1922, conclu avec les Allemands, poussé pour une entente anti-polonaise. Avec Locarno, Stresemann offrit aux Russes une assurance explicite que l'Allemagne projetait de mener sa révision territoriale aux dépens de la Pologne, en collaboration étroite avec l'Union soviétique.

Les Britanniques se considéraient comme libres de toute obligation de défendre les Polonais contre le révisionnisme allemand ou russe. Sir Austen Chamberlain, le secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères, paraphrasa Bismarck en disant que les questions de l'Est ne méritaient pas qu'on leur sacrifiât les os d'un seul grenadier britannique. La Pologne avait bien conclu un pacte militaire avec la France en 1921, mais l'évacuation

de la Rhénanie par les alliés, en 1930, modifia l'acquis qui avait été que la puissance militaire française était omniprésente en Europe. Pilsudski ne faisait pas confiance aux Français, et leur tenait rigueur de privilégier les Tchèques par rapport aux Polonais. Il était convaincu que la Tchécoslovaquie ne pourrait pas survivre comme État indépendant.

Les relations entre la Russie et la Pologne semblèrent quelque peu s'améliorer après 1928, et l'inauguration du premier plan quinquennal soviétique, qui canalisa les énergies russes dans des projets intérieurs gigantesques. Autre facteur d'apaisement, la préoccupation croissante de la Russie quant au grand-Est, après la guerre russo-chinoise de 1929 et l'invasion de la Mandchourie par le Japon en 1931. Cette tendance connut un apogée avec le pacte de non-agression russo-polonais de 1932, et sur l'accord convenant que l'Union soviétique n'assisterait pas l'Allemagne dans l'hypothèse d'un conflit germano-polonais. Les Russes ne savaient pas que l'alliance polono-roumaine de 1921 était complètement orientée contre l'Union soviétique. Ils ne menèrent pas d'investigation quant à cette alliance avant de signer leur traité avec la Pologne. Ce fut chose normale, l'initiative du traité russo-polonais en revenant à la Russie.

La politique de la Pologne à l'égard de l'Allemagne au cours des dernières années de la république de Weimar fut un mélange de menaces et de tentatives de maintenir l'Allemagne impuissante. Zaleski, le ministre des affaires étrangères polonais, déclara en septembre 1930 au président du Sénat de Dantzig que seule une armée polonaise pourrait résoudre la question de Dantzig. À Berlin, le gouvernement Brüning craignit franchement une attaque polonaise courant 1931. La conférence de désarmement général s'ouvrit à Genève en février 1932 après une attente de douze années. La Pologne s'opposa au désarmement des nations alliées ou à la levée des restrictions sur les armes allemandes, pourtant prévues par le traité de Versailles. On craignit à Genève que la décision de Pilsudski d'envoyer le bâtiment de guerre *Wicher* à Dantzig en juin 1932 ne relevât d'un complot polonais pour s'emparer de Dantzig, à la manière dont la Lituanie s'était auparavant accaparé Memel. Pilsudski reçut de nombreux avertissements contre une action de cette nature. Pilsudski intimidait purement et simplement les Allemands. Il aurait aimé s'emparer de Dantzig, mais considéra l'action comme impossible tant que l'Ouest conduirait une politique de conciliation envers l'Allemagne.

## 2.4 Les projets de guerre préventive contre Hitler de Pilsudski

Adolf Hitler fut nommé chancelier de l'Allemagne par le président Paul von Hindenburg le 30 janvier 1933. Pilsudski considérait Hitler comme moins dangereux pour la Pologne que ses prédécesseurs immédiats, Papen et Schleicher, mais la politique d'hostilité de la Pologne envers l'Allemagne fut plus grande encore en 1933 qu'en 1932. Tel fut le cas du fait que Pilsudski voyait la nomination d'Hitler comme un prétexte crédible pour une action alliée contre l'Allemagne. Les projets de 1933 de Pilsudski en vue d'une guerre préventive contre les Allemands constituent depuis de nombreuses années un sujet controversé, et des tentatives impressionnantes ont été faites pour réfuter l'affirmation voulant que Pilsudski avait bien développé de tels projets. La question continua de susciter le doute jusqu'en 1958. Lord Vansittart, avec l'accord du gouvernement britannique, confirma l'authenticité des propositions de guerre de 1933 de Pilsudski, 25 années après l'événement. Il observa que les projets de Pilsudski étaient « *une idée, sur laquelle on en a trop entendu.* » Vansittart<sup>1</sup> estimait qu'une guerre contre l'Allemagne en 1933 aurait pu être gagnée au prix d'environ 30 000 pertes humaines. Il ajouta qu'au cours de la seconde guerre mondiale, Hitler fut « *renversé au prix de 30 000 000 vies.* » Vansittart révéla que l'opposition du gouvernement britannique aux dits projets en 1933 fut le facteur décisif ayant découragé les Français, et que ce fut cela qui leur fit rejeter une guerre préventive. Il convient d'ajouter que la volonté de Pilsudski de 1933 d'étrangler une Allemagne faible ne présage en rien de la politique qui aurait été la sienne envers une Allemagne forte en 1939.

Le 12 février 1933, Hitler affirma à un correspondant britannique que le statu quo dans le couloir polonais était emprunt d'injustices pour l'Allemagne, qu'il allait falloir corriger. Quelques jours plus tard, le gouvernement conservateur de Dantzig adopta une attitude de défiance vis-à-vis de la Pologne dans le traitement d'un différend concernant la commission mixte polono-dantzigienne de police portuaire. Pilsudski, en congés à Pikiliszi, au nord de la Pologne, eut vent de ces événements. Il décida d'organiser une manifestation contre les Allemands au pire moment pour eux, le jour suivant leurs élections nationales du 5 mars 1933. Au petit matin du 6 mars, le bâtiment de guerre *Wilja* fit débarquer des soldats polonais à Westerplatte, l'arsenal du port de Dantzig. Kasimierz Papée, le haut commissaire polonais à Dantzig, informa Helmer Rosting, le haut commissaire danois auprès de la Société des Nations, que l'action engagée par la Pologne répondait à des événements considérés comme provocateurs à Dantzig. Les Polonais, il faut le noter, avaient tendance à déformer les manifestations des SA national-socialistes (sections d'assaut) et à la considérer comme des mouvements de l'armée. Quelques jours plus tard, Pilsudski consolida son premier déploiement en concentrant des soldats polonais dans le Couloir. Son objectif immédiat était l'occupation de la Prusse orientale, avec l'approbation et le soutien de la France.

Hitler avait tendance à ne pas prendre la menace polonaise au sérieux, en dépit des avertissements de Hans

<sup>1</sup>Ce personnage fut l'un des propagandistes de haine anti-allemande les plus acharnés contre l'Allemagne avant et pendant la seconde guerre mondiale. Son cas est assez bien décrit par Russell Grenfell dans son ouvrage *Haine Inconditionnelle*, NdT

Adolf von Moltke, le représentant allemand à Varsovie. Les généraux allemands, inquiets d'une possible action agressive de la part de la Pologne, signalèrent à Werner von Blomberg, ministre de la défense, que l'Allemagne n'avait quasiment aucune chance de l'emporter en cas de guerre contre la Pologne, et ce même si la Pologne attaquait sans l'appui d'alliés. Les autorités de Dantzig sollicitèrent le soutien britannique contre la Pologne à Genève, et Sir John Simon, le secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères, gratifia Jozef Beck d'un discours vivement critique face au conseil de la Société des Nations. Les autorités de Dantzig promirent d'apaiser la Pologne quant aux sujets à la source du différend en cours, et Beck annonça le 14 mars 1933 que la Pologne s'appropriait à retirer les renforts qu'elle avait déployés à Dantzig.

À ce stade, la situation intérieure allemande connut de nouveau le calme, et Hitler porta son attention sur les relations avec la Pologne. Il lança plusieurs initiatives de conciliation envers les Polonais, en vue de gagner leur confiance, tentatives qui caractérisèrent dès lors sa ligne politique. Il intervint directement dans les affaires de Dantzig pour établir le calme, et tenta de s'attirer les bonnes grâces des Polonais en émettant des garanties directes. Ces tentatives se virent temporairement et involontairement contrecarrées par le projet d'accord quadripartite de Mussolini du 17 mars 1933, qui envisageait une révision territoriale en faveur de l'Allemagne et aux dépens des Polonais dans l'espoir de détourner les Allemands de leur intérêt pour l'Autriche. Pilsudski répondit en relançant ses projets d'action militaire contre l'Allemagne en avril 1933. Une série d'incidents malencontreux contribua à maintenir le niveau de tension. Une vague de persécutions visant les Allemands établis en Pologne connut son apogée avec le « *dimanche des rameaux noir* ». Des biens allemands furent saccagés, et les Allemands locaux furent battus et subirent des humiliations.

Hitler adopta une attitude positive vis-à-vis du projet d'accord quadripartite, du fait de son admiration pour Mussolini, et par souhait d'améliorer ses relations avec ses voisins de l'Ouest, mais il expliqua dans un communiqué de mai 1933 qu'il n'entendait pas exploiter ce projet en vue d'obtenir des concessions de la part de la Pologne. Cette annonce suivit une conversation tenue entre Hitler et Konstantin von Neurath, ministre allemand des affaires étrangères, d'une part, et le représentant polonais à Berlin d'autre part. La conversation convainquit Hitler qu'il pourrait parvenir à une entente avec la Pologne.

L'accord quadripartite (Grande-Bretagne, France, Allemagne et Italie) fut signé le 7 juin 1933, mais les restrictions françaises le rendirent caduc. Cela n'empêcha pas les Polonais de considérer l'accord comme une continuation de la diplomatie de Locarno aux dépens de la Pologne. Jozef Beck condamna l'accord quadripartite le 8 juin 1933. Les garanties d'Hitler de mai 1933 avaient produit leur effet, car Beck n'émit aucune critique directement dirigée vers l'Allemagne.

L'objectif ultime de l'Allemagne en Europe de l'Est ne fut jamais clairement défini, mais Hitler travaillait à établir une politique précise vis-à-vis de la Pologne. Hitler s'était peu exprimé sur la Pologne entre 1930 et 1933, période au cours de laquelle les national-socialistes étaient rapidement montés en influence en Allemagne, avant de prendre les rênes du gouvernement. On a largement supposé qu'Hitler était anti-polonais parce que son principal porte-parole idéologique, Alfred Rosenberg, avait rédigé un ouvrage, *Die Zukunft einer deutschen Aussenpolitik*<sup>2</sup> contenant un certain nombre d'observations vertement anti-polonaises. En 1933, Hitler n'eut aucune difficulté à corriger la vision de Rosenberg, un subordonné modéré et dévoué, et il se mit à combattre les désirs de l'armée allemande et du bureau des affaires étrangères allemand, qui aspiraient à une politique anti-polonaise et pro-soviétique. Hitler se mit à envisager une alliance tous azimuts entre l'Allemagne et la Pologne. Il mit un terme aux derniers liens militaires entre la Russie et l'Allemagne à l'automne 1933, et la notion de collaboration militaire entre les deux pays devint une chose du passé. La situation politique au sein de Dantzig se vit clarifiée par les élections du 28 mai 1933. Les national-socialistes y remportèrent la majorité des voix, et constituèrent un gouvernement. À l'avenir, Hitler pourrait exercer l'influence décisive dans cette zone essentielle et sensible.

Il devenait de plus en plus palpable que les craintes polonaises d'une politique anti-polonaise par Hitler étaient sans fondement. Le roi Gustav V de Suède avait prédit cette évolution aux Polonais. Le monarque suédois était conscient des déclarations faites par Hermann Göring, le dirigeant national-socialiste en second d'Allemagne, à des Suédois de premier plan. Bien avant que cela ne devienne évident aux yeux du monde, Göring avait compris qu'Hitler n'était pas enclin à mener une politique anti-polonaise.

Le 30 mai 1933, Pilsudski annonça la nomination de Jozef Lipski comme représentant polonais à Berlin. Lipski était né en Allemagne en 1894, de parents polonais. Il présentait des dispositions amicales envers l'Allemagne, et privilégiait une coopération germano-polonaise. Cette nomination laissait à comprendre que Pilsudski désirait soutenir les efforts d'Hitler pour améliorer les relations avec la Pologne. Le sous-secrétaire Jan Szembek présenta un compte-rendu favorable des développements récents en Allemagne après une visite en août 1933, et des discussions furent tenues à Varsovie et à Berlin pour améliorer les relations commerciales germano-polonaises.

En 1933 eut lieu une dernière crise dans les relations germano-polonaises, quand Hitler révoqua l'adhésion de l'Allemagne à la Société des Nations. Cette décision, prise le 19 octobre 1933, constitua une réponse au plan de désarmement Simon du 14 octobre, qui refusait à l'Allemagne un statut d'égalité presque vingt-et-un mois après l'ouverture de la conférence de désarmement. Pilsudski ne peut résister à cette opportunité de revenir à

<sup>2</sup>Une politique étrangère allemande pour l'avenir, Munich, 1927

son projet d'action militaire à l'encontre d'une Allemagne faible, et l'histoire aurait pris une toute autre voie si les Français avaient soutenu ses projets. Hitler était extrêmement soucieux de la possibilité de représailles contre l'Allemagne. Il exhorta les autres dirigeants allemands à peser leurs mots avec une précaution extrême dans la conduite des affaires étrangères, et il continua d'insister à chaque occasion sur le fait que l'Allemagne était dévouée à une politique de paix et de coopération internationale.

## 2.5 Le pacte de non-agression germano-polonais de 1934

Le 15 novembre 1933 se tint une rencontre importante entre Hitler et Lipski. Les Français avaient refusé de soutenir Pilsudski dans un conflit contre l'Allemagne. Hitler apporte de nouvelles garanties de son désir d'amitié envers la Pologne. Le communiqué germano-polonais qui suivit le lendemain, annonçant l'intention des deux pays de conclure un pacte de non-agression, fit sensation. Depuis mai 1933, les Tchèques se réjouissaient à la perspective d'améliorations dans les relations germano-polonaises, anticipant que les relations entre Paris et Varsovie s'envenimeraient. À partir du 16 novembre 1933, les envoyés tchèques à Berlin et à Varsovie confirmèrent ces attentes, qui avaient été exprimées en premier par Stephan Osusky, le représentant de Prague à Paris.

Pilsudski hésita encore en décembre 1933, avant de finir par ordonner que le pacte fût conclu. Au moment de la signature de ce traité, son attitude envers ce traité restait franchement cynique. Il pensait que le pacte pourrait reporter le règlement de comptes fatidique entre l'Allemagne et la Pologne, mais pas pendant les dix années stipulées dans le document. Il estimait pouvoir utiliser ce traité pour renforcer la position diplomatique de la Pologne. Les Tchèques avaient vu juste quant aux rancœurs françaises à l'égard de la Pologne, mais ils se trompèrent en anticipant que la France réagirait en ignorant les intérêts polonais. À partir de janvier 1934, la France se mit à cultiver des relations plus étroites avec la Pologne que jamais auparavant.

Hitler considérait le pacte comme un triomphe personnel sur le bureau des affaires étrangères allemand, sur l'armée allemande, et sur les conservateurs allemands. Le rôle du président von Hindenburg sur les questions de politique étrangère resta important jusqu'à sa mort en août 1934, et Hindenburg était associé aux groupes hostiles à l'égard d'Hitler. Hitler avait réussi à convaincre le vieux président qu'une amélioration des relations avec la Pologne constituerait une sage mesure. Il lui promit que ce pacte ne venait en connexion avec aucune action éventuelle germano-polonaise à l'encontre de la Russie.

Hitler savait que le pacte de non-agression n'était qu'une première étape dans son jeu de séduction envers la Pologne ; et ce point fut souligné par la visite de Beck à Moscou en février 1934. Ce fut la seule visite officielle de la sorte dans toute la période séparant la première et la seconde guerres mondiales, et elle constitua une démonstration délibérée. L'objet de la visite de Beck était de prouver que la Pologne poursuivait l'impartialité dans ses relations propres avec la Russie et l'Allemagne, ce pendant que les relations russo-allemandes étaient en train de se dégrader.

Une suite d'accords pratiques fut conclue entre l'Allemagne et la Pologne après le retour de Beck de son voyage en Russie. Ces accords s'intéressaient aux barrières douanières, aux émissions radiophoniques, aux activités des journalistes dans les deux pays, et aux échanges de monnaie. Le monde fut très impressionné par le côté raisonnable qu'avaient pris les relations germano-polonaises, en contraste avec la période précédente. Sans aucun doute, le pacte de 1934 contribua au prestige de l'Allemagne comme de la Pologne. Il serait difficile d'établir lequel des deux pays en tira le plus de bénéfices. Les Polonais ne voulaient pas attaquer l'Allemagne sans soutien français, qui leur était refusé. Les Allemands restaient impuissants à réviser le traité de Versailles par la force. Une politique de collaboration allemande avec les Russes aurait pu faire mal aux Polonais, et une politique de collaboration polonaise avec les Tchèques aurait pu faire mal à l'Allemagne. On discutait de ces politiques alternatives dans divers cercles, mais chacune d'entre elles aurait été difficile à mettre en œuvre à l'époque. Le pacte fut un atout pour les deux parties, et leur accorda à chacune des bénéfices assez semblables.

Du côté polonais, Jan Szembek joua un rôle important pour le compte du pacte, de par ses conversations en Allemagne et dans les pays de l'Ouest. Du côté allemand, Joseph Goebbels, le ministre allemand de la propagande et de l'éducation du peuple, joua un rôle similaire. Beck accepta une invitation à Genève en vue de discuter les problèmes courants avec Goebbels et von Neurath, ministre allemand des affaires étrangères, à l'automne 1933. Beck observa plus tard que « *connaître ses adversaires* » avait en soi suffi à lui faire accepter la rencontre. Beck et Goebbels communiquèrent sans difficulté, et le ministre des affaires étrangères polonais ne fut pas offensé quand l'expert allemand en propagande décrivit la Société des Nations comme « *une tour de Babel des temps modernes*. » Beck expliqua que la Pologne comptait rester membre de ladite Société, mais n'avait aucune objection aux pactes bilatéraux faisant fi de la Société des Nations. Goebbels donna à Beck l'assurance qu'Hitler était prêt à renoncer à la guerre comme instrument politique de l'Allemagne vis-à-vis de la Pologne, et à reconnaître l'importance aux yeux de la Pologne de l'alliance franco-polonaise. Beck accepta de ne pas soulever le problème d'une garantie allemande sur la frontière polonaise. La clarification de ces points fut décisive dans la conclusion du pacte.

Joseph Goebbels se rendit à Varsovie à l'été 1934, et sa visite y fut un grand succès ; Hermann Göring entama une suite de visites annuelles en Pologne à l'automne de la même année. En 1934, l'échange de vues

entre Göring et les dirigeants polonais quant à la situation tchèque, et quant aux minorités allemande et polonaise en Tchécoslovaquie, présenta une importance toute particulière. Göring critiquait le contraste entre la façade libérale présentée par les Tchèques, et les politiques policières rudes réellement appliquées, dirigées contre les Allemands, les Polonais, les Slovaques, les Hongrois et les Ruthènes. Pilsudski assura à Göring que les Tchèques n'étaient ni respectés, ni aimés en Pologne. Göring se fit l'avocat d'une alliance entre la Pologne et l'Allemagne quant à un front commun anti-soviétique, mais Pilsudski ne fit montre d'aucune inclinaison à coordonner les objectifs polonais et allemands vers l'Est. Il éluda la suggestion de Göring en observant que la Pologne poursuivait une politique de modération à l'égard de la Russie.

## 2.6 La position de Beck, renforcée par Pilsudski

Beck s'employa à poursuivre sur la voie du pacte de 1934 en sécurisant l'égalité de la Pologne avec les grandes puissances. Il appuyait que la Pologne, « *en toute objectivité* », était une grande puissance, et répondit à toutes les offenses reçues par les dirigeants polonais. Il avait mené une visite en France peu après sa nomination en tant que ministre des affaires étrangères polonais, mais n'avait pas été accueilli à la gare par Joseph Paul Boncour, le ministre des affaires étrangères. Lorsque Louis Barthou, un successeur de Boncour au même poste que Beck admirait sincèrement, visita Varsovie en avril 1934, Beck refusa d'aller à sa rencontre à la gare, agissant ainsi de toute évidence pour régler les comptes. Sans surprise, une ambiance quelque peu tendue prévalut dans l'atmosphère de Varsovie durant la visite de Barthou.

Beck, à cette période, avait d'autres motifs d'insatisfaction. Il avait essayé en vain de sécuriser un accord de la part du Conseil de la Société des Nations, pour faire lever les servitudes unilatérales qui s'appliquaient à la Pologne selon l'article 93 du traité de Versailles. Beck restait vigilant, cherchant tout prétexte permettant de renier cette partie de l'accord de 1919. Une opportunité s'en présenta au moment de la décision d'accepter l'adhésion de l'Union soviétique à la Société des Nations en septembre 1934. Beck déclara qu'il ne pourrait tolérer qu'un État communiste intervienne dans les affaires de la Pologne. Il ajouta qu'il fallait abroger l'article 93 avant que la Russie n'essaye de l'exploiter sous couvert de son adhésion à la Société des Nations. L'abrogation eut lieu le 13 septembre 1934, cinq jours avant que l'Union soviétique devint adhérente.

Pilsudski tint une conférence importante en politique étrangère au Palais du Belvédère, avec Beck et d'autres dirigeants polonais, en avril 1934, après que Barthou quitta Varsovie. Pilsudski reconnut que la Pologne disposait d'une situation favorable, mais prédit que la situation ne durerait pas. Il annonça disposer de projets pour toute éventualité de guerre, mais que d'importants efforts restaient à réaliser pour accroître les forces de la Pologne afin de donner à ces projets des chances de succès. Il dénonça quiconque soupçonnant que les personnalités attirantes, parmi les dirigeants allemands, auraient pu l'amener à modifier la politique étrangère polonaise, et il insista sur le fait qu'aucun étranger ne devrait pouvoir influencer la politique étrangère de la Pologne. Le président Moscicki, qui présidait la conférence, confirma avoir examiné plusieurs projets de guerre établis par le Maréchal.

Chacun fut impressionné lorsque Pilsudski témoigna de sa confiance personnelle envers Beck et sa réussite dans la conduite de la politique étrangère polonaise. Il s'agit en effet d'un éclat exceptionnel, le Maréchal taciturne ne complimentant que rarement un subordonné devant les autres. Il avait pour usage de ne prodiguer que de rares éloges, et en réunion strictement privée. Pilsudski voulait évidemment inspirer une confiance maximale envers Beck aux autres dirigeants polonais. Ce geste de sa part à la conférence rendit en pratique la position de Beck imprenable.

Pilsudski adressa une importante question aux ministres, qui indique sa méfiance envers l'Allemagne après le pacte de 1934. Il leur demanda quel danger était alors le plus grand pour la Pologne, entre l'Est et l'Ouest. La conférence convint que l'impérialisme russe s'était ralenti depuis que Staline avait établi sa suprématie. Les participants s'accordèrent également à dire que l'Allemagne comme la Russie était chacune absorbée par d'importants problèmes internes, absorbant le plus gros des énergies du pays. Ils ne purent pas se mettre d'accord pour établir une réponse définitive à la question du Maréchal.

Pilsudski nomma un comité spécial, dirigé par le général Fabrycy pour se pencher sur la question. Le bureau des affaires étrangères se vit instruire de travailler conjointement avec l'armée pour préparer une suite de rapports établissant des faits. Edward Smigly-Rydz n'aimait pas la nouvelle agence, car elle établissait un chevauchement avec les missions de l'armée et celles du bureau des affaires étrangères, et en força l'ajournement *sine die* après la mort de Pilsudski. Le comité conclut que la Russie constituait la menace la plus importante envers la Pologne au cours de sa période de délibération en 1934 et 1935.

Pilsudski discutait habituellement les rapports de ce comité avec Beck. En une occasion, il confia qu'en 1933, il avait été tenté de lancer une guerre préventive contre l'Allemagne en se passant du soutien français. Il avait décidé de négocier, par incertitude quant à la réaction des puissances occidentales à une campagne polonaise lancée contre l'Allemagne.

Pilsudski conduisit sa dernière conférence avec un homme d'État étranger lorsque Anthony Eden arriva à Varsovie en mars 1935. Le diplomate britannique comptait se rendre à Moscou. Pilsudski lui demanda s'il avait

précédemment discuté des questions de politique avec Staline. Eden répondit par l'affirmative, et Pilsudski s'exclama : « *Je vous félicite d'avoir tenu une conversation avec ce bandit!* » Le Maréchal espérait prendre part à des conversations entre Beck et Pierre Laval<sup>3</sup> le 10 mai 1935. Il voulait avertir le dirigeant français, qui s'apprêtait à se rendre à Moscou, afin qu'il ne conclue pas d'alliance avec l'Union soviétique. Ce fut trop tard pour Pilsudski : lorsque Laval arriva à Varsovie, il était en phase terminale d'un cancer. Beck reçut donc le premier ministre français à une réception de gala au palais Raczynski, à la suite de quoi il se rendit en hâte, encore en tenue de soirée, pour rendre compte au Maréchal. Pilsudski l'accueillit avec quelques remarques spécifiques à leur intimité. Il lui demande ensuite, avec sa brutalité coutumière, si Beck avait jamais peur. Beck répondit que les Polonais que Pilsudski avait honorés de sa confiance ne connaissaient pas la peur. Pilsudski indiqua que c'était là chose heureuse, car cela signifiait que Beck aurait assez de courage pour conduire la politique polonaise. Les deux hommes discutèrent de la situation française, et exprimèrent leur détestation partagée de l'alliance proposée entre la France et la Russie.

Le maréchal rendit l'âme le 12 mai 1935. Sa dernière décision politique importante avait été de contrer les tentatives d'empêcher Hitler de défier le traité de Versailles, le 16 mars 1935. La remilitarisation de l'Allemagne fut proclamée, et les Allemands rétablirent la pratique de la conscription en temps de paix. Pilsudski observa qu'il n'était plus possible d'intimider l'Allemagne.

## 2.7 Le projet de Beck en vue d'une guerre préventive en 1936

Le décès de Pilsudski fut suivi d'une période de deuil officiel de six semaines à Varsovie, après laquelle Beck se rendit à Berlin. C'est à cette occasion que Beck rencontre Hitler pour la première fois. Le chancelier allemand affirma son désir de parvenir à une entente avec l'Angleterre. Il discuta également son programme visant à maintenir de bonnes relations permanentes avec la Pologne. Il reconnut que la politique allemande en cours vis-à-vis de la Pologne pouvait être interprétée comme un subterfuge technique visant à gagner du temps pour un règlement de compte ultérieur, mais insista sur le fait qu'en réalité sa politique avait bien une ambition durable. Hitler concéda que sa politique à l'égard de la Pologne n'était pas populaire en Allemagne, mais assura à Beck qu'il pourrait la maintenir dans le temps. Il fit part de sa réussite à convaincre le président von Hindenburg d'adopter cette ligne politique en 1934.

Hitler fit un éloge chaleureux de l'acceptation par Pilsudski du pacte de non-agression. Beck fit observer que l'attitude de Pilsudski avait bel et bien constitué le facteur décisif à l'adoption de ce pacte côté polonais. Il ajouta que l'attitude générale polonaise en regard de ce traité était une attitude de défiance. Beck confia ses intentions de fonder sa propre ligne politique sur la base des instructions de Pilsudski. Hitler, qui espérait que ces instructions étaient favorables à l'Allemagne, s'abstint de tout commentaire à ce sujet, mais pensa sans doute que la remarque de Beck était extrêmement naïve. Beck ajouta que Pilsudski avait été profondément convaincu que la décision d'améliorer les relations germano-polonaises était bonne.

De cette conversation, Beck conclut qu'Hitler était alarmé par la mort de Pilsudski, et craignait que l'événement ne débouche sur une altération des relations germano-polonaises. Beck était également convaincu de la sincérité d'Hitler dans ses tentatives de parvenir à une approbation de la population allemande quant à sa politique d'amitié à l'égard de la Pologne.

À ce moment, les principaux sujets diplomatiques européens étaient les problèmes qui se produisaient du fait des guerres en Espagne et en Éthiopie, ainsi que le pacte d'alliance franco-russe de mai 1935. Ce pacte d'alliance resta en attente de ratification plus de neuf mois après sa signature. Les traités de Locarno de 1925 avaient reconnu le système d'alliance existant de la France, mais cela n'intégrait pas cette alliance avec l'Est communiste. À partir de la signature du traité, Hitler émit à plusieurs reprises des avertissements : sa ratification impliquerait, à ses yeux, que l'Allemagne se verrait libérée des limitations de souveraineté que lui imposaient les traités de Locarno. Le pacte franco-russe constituait une menace directe envers l'Allemagne, et Hitler estimait qu'une Rhénanie démilitarisée, telle que définie à Locarno et dans le traité de Versailles, constituait un luxe stratégique que l'Allemagne ne pouvait pas se permettre. Les Français discutaient sans arrêt des étapes à mener si l'Allemagne réoccupait la Rhénanie, mais furent incapables d'obtenir une garantie de Londres que la Grande-Bretagne considérerait cette remilitarisation comme une « *violation flagrante* » des traités de Locarno.

Le 4 février 1936, Joseph Beck constitua un groupe rassemblant les diplomates polonais les plus importants, en charge d'étudier les possibles obligations de la Pologne à l'égard de la France si l'Allemagne procédait à ce changement. Il apparaissait plus que douteux que la Pologne pût être obligée de soutenir une action française contre l'Allemagne dans cette éventualité. En réalité, la principale préoccupation polonaise était de déterminer si oui ou non la France agirait. Beck espérait une guerre où la Pologne serait alliée de la France contre l'Allemagne. Il estimait que le régime polonais, impopulaire qu'il était, gagnerait un immense prestige et des avantages considérables en affichant une victoire militaire sur l'Allemagne. Son attitude illustre le caractère trompeur de l'amitié entre la Pologne et l'Allemagne au cours de ces années, qui, côté polonais, n'était derrière les apparences constituée que de perfidie. Du vivant de Pilsudski, après la signature du pacte de 1934, il n'avait

<sup>3</sup>Alors président du conseil des ministres sous la présidence d'Albert Lebrun, NdT

jamais été question de cela. Pilsudski refusa d'ailleurs de s'en prendre à l'Allemagne en 1935 après qu'Hitler répudia les provisions militaires du traité de Versailles.

Le 7 mars 1936, Hitler annonça que l'armée allemande procédait à la réoccupation des territoires jusqu'alors démilitarisés, à l'Ouest. Beck ne fit preuve d'aucune hésitation. Il ne voulut pas attendre que la France appelle à une aide militaire contre l'Allemagne. Il espéra forcer la main des Français, en leur proposant une assistance polonaise illimitée. Beck convoqua donc Léon Noël, l'ambassadeur de France, l'après-midi du même jour, après une rapide conversation téléphonique avec Edward Smigly-Rydz. Beck fit à l'ambassadeur de France une déclaration sans équivoque : la Pologne attaquerait l'Allemagne côté Est si la France acceptait de l'envahir à l'Ouest.

On trouve une documentation abondante quant à la ligne politique française à cette croisée des chemins. Le cabinet français en poste était faible, et le pays approchait d'élections nationales à l'ombre tumultueuse du Front Populaire en émergence. Pierre-Étienne Flandin, le premier ministre français, était réputé pour ses contacts intimes avec les cercles conservateurs de Londres, et était considéré comme sous forte influence britannique à cette époque. Les indiscretions de Sir Robert Vansittart de décembre 1935 avaient permis à des journalistes sans scrupules de dévoiler le projet Hoare-Laval en vue de se rapprocher de l'Italie, et la lever de boucliers que sa divulgation provoqua en Grande-Bretagne avait ruiné le projet. L'événement amena au renversement du gouvernement fort de Pierre Laval en janvier 1936, et détruisit le Front de Stresa, qui voulait coordonner des efforts par la Grande-Bretagne, la France et l'Italie face à l'abandon par l'Allemagne de clauses des traités antérieurs. L'opinion britannique était vent debout contre l'Italie, et tendait à tolérer à ce stade tout ce qu'Hitler pouvait décider. Les dirigeants britanniques continuaient de considérer l'Allemagne comme un rempart contre l'influence française et russe.

Les services militaires de contre-espionnage français, le célèbre 2<sup>ème</sup> bureau, informèrent le gouvernement que l'Allemagne disposait sur le terrain de plus de divisions que la France, et qu'une guerre entre la France et l'Allemagne, dans l'éventualité d'une mobilisation française, aurait des débouchés incertains. Les Français n'estimaient pas la Pologne capable de frapper efficacement l'Allemagne, et aucun arrangement n'était envisageable en vue d'impliquer les forces plus conséquentes de l'Union soviétique dans l'équation. On évalua que les perspectives de victoire finale n'étaient pas favorables, faute d'un soutien actif britannique contre l'Allemagne. La France ne voulait pas prendre le risque seule, ou avec l'appui d'un ou deux faibles alliés de l'Est de l'Europe. Il y avait un danger à voir la Grande-Bretagne soutenir Hitler. Qu'Hitler n'ait envoyé que 30 000 hommes dans la première vague en Rhénanie n'était pas d'une importance décisive. Le contre-espionnage français était moins inquiet de l'occupation de la rive gauche du Rhin que de la poursuite de la guerre une fois cet objectif limité atteint. Les experts français n'étaient pas certains que leurs armées seraient en mesure de franchir le Rhin.

La tentative de Beck de pousser l'Europe à la guerre avait échoué. Il n'était pas complètement surpris de l'attitude française, et avait pris la précaution d'ordonner le matin du 8 mars la diffusion d'une déclaration pro-allemande sur les événements récents par l'agence de presse polonaise Iskra. Il est impossible de trouver une quelconque trace de Pilsudski dans l'emploi de telles tactiques.

Beck réalisa vite que sa démarche envers les Français n'avait produit aucun effet. Il qualifia avec dédain Flandin, le ministre des affaires étrangères français, de mauviette, et de « *personnage des plus tristes* ». Il se hâta de faire une visite à Londres dans le but d'influencer l'attitude britannique. Les Britanniques n'étaient pas prêts à prendre Beck au sérieux, et il essuya un refus. Les discussions avec le roi Edward VIII et les dirigeants conservateurs n'eurent pas de résultat.

Les Allemands ne comprirent pas les actions de Beck au cours de la première phase de la crise de Rhénanie. Beck prit une position distante quand la Société des Nations se rassembla à Londres à la mi-mars 1936 pour étudier l'affaire de Rhénanie. Beck, mécontent de l'ambassadeur de Pologne à Paris, Chlapowski, le remplaça par Juliusz Lukasiewicz. Lukasiewicz avait représenté la Pologne à Moscou pendant plusieurs années, et Beck le considérait comme le plus apte des diplomates polonais. La crise de Rhénanie de mars 1936 convainquit Beck que Paris était bien l'endroit où devait œuvrer son meilleur émissaire.

## 2.8 La tentative d'Hitler pour promouvoir une amitié germano-polonaise

Hitler fut satisfait de garder l'Allemagne en arrière-plan des développements européens au cours du reste de l'année 1936 et durant 1937. Göring fit une nouvelle visite en Pologne en février 1937, et il présenta un nouveau projet de collaboration entre la Pologne et l'Allemagne. Il soutint son projet avec beaucoup de vigueur lors de ses conversations avec le Maréchal Smigly-Rydz. Il reconnut que l'Allemagne finirait par demander quelques avantages à la Pologne en échange des concessions allemandes. Il promit que ce prix ne serait pas élevé. Hitler lui avait donné les moyens nécessaires à assurer au Maréchal polonais que l'Allemagne n'exigerait pas de récupérer le couloir [de Dantzig]. Il ajouta que, selon son opinion propre, l'Allemagne n'avait pas besoin de cette région. Il promit que l'Allemagne continuerait de s'opposer à une collaboration avec la Russie soviétique. Smigly-Rydz apprit que Göring avait refusé de discuter de tels projets avec le Maréchal Tukhachevsky, le Commandant en chef de l'Armée russe, lors de la visite de ce dernier à Berlin. Göring fit la promesse qu'une collaboration entre

l'Allemagne et la Pologne interdirait à jamais le cauchemar de Rapallo, porteur du scénario d'un accord étendu entre l'Union soviétique et l'Allemagne.

Göring s'acquitta honorablement de la tâche de clarifier la position allemande par ses discussions avec les dirigeants polonais, mais ces rencontres ne produisirent pas de résultat immédiat. À ce moment, Beck n'avait aucune intention de positionner la Pologne sur le front germano-japonais anti-Comintern. Il poursuivait une politique de détachement total de la Pologne tant vis-à-vis de l'Allemagne que de la Russie, ce qui excluait toute collaboration avec chacun de ces pays. Sa ligne politique perdait en réalisme jour après jour, au fur et à mesure que l'Allemagne se remettait des dégâts de la première guerre mondiale et du traitement qu'elle avait subi par la suite du fait des traités de paix.

## 2.9 Les dangers d'une politique anti-allemande

Les changements historiques ont toujours induit des besoins d'adaptation des lignes politiques. En l'espèce, ce fut Olgiard Gorka, un historien polonais, qui le 18 septembre 1935 rappela ce besoin lors de la conférence historique polonaise tenue à Vilnius. Gorka expliqua que les conditions d'existence de la Pologne étaient devenues plus défavorables en 1935 qu'à l'époque de la première partition de la Pologne en 1772. Le différentiel de population entre la Pologne et les trois puissances qui l'avaient partitionnée en 1772 avait été de 1 pour 2, mais en 1935, le différentiel entre la Pologne d'une part, et l'Allemagne additionnée de l'Union soviétique d'autre part, était de 1 pour 8. Une politique d'hostilité de la Pologne à l'égard de l'Allemagne et de la Russie ressemblait à un scénario où un canari essaierait de dévorer deux chats. Gorka concluait qu'il fallait que les dirigeants polonais prennent en compte ces réalités dans l'élaboration de leurs lignes politiques.

De nombreuses tentatives furent faites durant cette période pour analyser l'héritage de Pilsudski dans la conduite de la politique étrangère polonaise. La plus complète fut *Miedzy Niemcami a Rosja*<sup>4</sup>, par Adolf Bochenski. Il est vital de passer en revue au moins une de ces études pour illustrer la complexité extraordinaire de la conjecture polonaise de l'époque en matière de politique étrangère. Il faut comprendre l'impossibilité qu'il y a à mesurer avec exactitude les influences politiques d'un tel ouvrage, mais l'importance de Bochenski fut reflétée par la presse polonaise de l'étranger après sa mort au combat près d'Ancona, en Italie, en 1944. Car, le 7 décembre 1947, W.A. Zbyszewski, dans les pages du distingué journal londonien *Wiadomosci*, alla jusqu'à décrire Adolf Bochenski comme l'un des plus grands intellectuels polonais du XX<sup>ème</sup> siècle, allant jusqu'à le positionner, au moins sur ce plan, au-dessus de Roman Dmowski. Bochenski était membre de l'école des historiens de Cracovie, et la ligne de politique étrangère suivie par Jozef Beck au cours des deux années suivantes apparaît comme en harmonie totale avec les idées de Bochenski.

Bochenski, ainsi que d'autres membres du groupe de Cracovie, voulait refuser les idées pro-russes de Dmowski et des national-démocrates. Il dénonçait la thèse de Dmowski du mauvais voisin allemand et du bon voisin russe.

Une politique à la Pilsudski était davantage du goût de Bochenski, quoi que, à l'instar de Beck, il ne présentât pas l'approche flexible de Pilsudski. Bochenski était opposé à une politique de collaboration, que ce soit vis-à-vis de l'Allemagne ou de la Russie, quelles que fussent les circonstances. Il considérait comme inévitable que l'Allemagne finît par récupérer la Prusse occidentale ainsi que l'Est de la Haute-Silésie, et nota que Studnicki et son groupe pro-allemand craignaient tout autant une révision territoriale menée par l'Allemagne que les autres.

Bochenski considérait comme inévitable la perspective d'une guerre contre l'Allemagne et contre la Russie. Il prédisait qu'Hitler et Staline s'entendraient, et que l'Union soviétique essaierait de tirer parti d'une révision territoriale à l'Ouest, aux dépens de la Pologne.

L'affirmation de Bochenski avançant qu'il serait insupportable aux Polonais de sa génération de dépendre soit de l'Allemagne, soit de la Russie était plus émotionnelle que factuelle. Elle était contradictoire avec ses nombreuses attaques contre le grand nombre de Polonais pro-russes.

L'Union soviétique apparaissait plus dangereuse que l'Allemagne à Bochenski, parce que la France constituait pour la Pologne un meilleur allié contre l'Allemagne que la Roumanie contre la Russie. Il prédit une nouvelle guerre germano-russe, mais se trompa sur un point : il s'attendait à ce qu'un tel conflit garantisse en fin de compte « *le statut de grande puissance de la Pologne.* » Si Bochenski avait prouvé, ou au moins rendu plausible, ses affirmations voulant que la Pologne pourrait tirer parti d'une telle guerre, il aurait établi une base théorique de taille en soutien à la ligne de politique étrangère polonaise téméraire qu'il soutenait. Au lieu de cela, il revint à la vieille rengaine récitant que l'issue de la première guerre mondiale avait été favorable à la Pologne, et à la supposition naïve qu'une répétition de l'histoire, par le cours d'une seconde guerre majeure, présenterait les mêmes effets. Il était sur un terrain plus solide en affirmant que la rivalité soviéto-allemande des années 1930 était responsable des prestations considérées comme éblouissantes de Beck sur la scène européenne, mais ce phénomène de beau temps n'aurait su constituer une base solide pour une politique étrangère polonaise.

Bochenski reconnaissait que l'opposition polonaise tant à l'Allemagne qu'à la Russie rendrait inévitable une collaboration temporaire entre les deux rivales de la Pologne. Il affirmait que cela constituait un avantage, de par le statut révisionniste de la Pologne, en opposition au *statu quo*, et qu'un conflit double avec l'Allemagne

<sup>4</sup> *Entre l'Allemagne et la Russie*, Varsovie, 1937

et la Russie justifierait des prétentions territoriales ultérieures de la Pologne envers ces deux pays.

Bochenski laissait savoir que la Pologne n'était en position d'écraser aucun de ses voisins allemand ou russe par ses seules forces. Il fallait à la Pologne une situation internationale désastreuse afin de détruire ou d'affaiblir l'Allemagne ainsi que la Russie. L'homme était intoxiqué par la vision de puissances lointaines, comme la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, faisant fi de l'Allemagne et de la Russie. Il considérait la possibilité de partitionner l'Allemagne en un ensemble de petits États, mais conclut que la chose était irréalisable du fait de l'irrésistible conscience nationale du peuple allemand. Il estimait qu'il était possible d'infliger des dégâts plus importants à la Russie qu'à l'Allemagne, du fait que la première contenait une immense population de minorités hostiles.

Bochenski émettait comme théorie que la dissolution de l'Union soviétique ferait disparaître un potentiel allié fort de l'Allemagne, et faciliterait la tâche à la Pologne et à la France de garder le contrôle d'une Allemagne vaincue. Il reconnaissait qu'« *un petit groupe* » en Pologne préférait l'idée d'une alliance avec l'Allemagne en vue d'écraser la Russie. Bochenski considérait la Russie et la Tchécoslovaquie comme les deux hommes malades de l'Europe, du fait que les deux États, à son avis, contenaient des minorités plus nombreuses que la nationalité dirigeante. On n'aurait guère pu trouver d'objections à la vision par Bochenski des politiques œuvrant à la destruction des deux États.

Bochenski reconnaissait que la création d'une Ukraine indépendante poserait un problème à la Pologne, car ce nouvel État n'aurait de cesse que d'obtenir la Volynie et la Galice orientale, les territoires ukrainiens contrôlés par la Pologne. Il escomptait un conflit d'intérêts bien plus important entre la Russie et une Ukraine indépendante, et observait que la Pologne pourrait collaborer indifféremment avec l'un ou l'autre de ces États. L'objectif premier était de garder deux États en conflit à l'endroit où un conflit existait. Un État russe blanc pourrait ajouter à la confusion, et à la propagation de l'influence de la Pologne. Il notait l'existence d'un problème avec la minorité ukrainienne au sein de la Pologne, qu'une Ukraine indépendante existe ou non. Aux yeux de Bochenski, la solution idéale serait un empire fédéral au sein duquel la Pologne convaincrerait l'Ukraine et la Russie blanche de s'associer à elle.

Bochenski estimait également que la destruction de la Russie pourrait améliorer les relations de la Pologne avec la France. Il se plaignait de ce que la France avait toujours sacrifié la Pologne à quelque allié plus puissant à l'Est, et que la politique française visant à amener les soldats soviétiques au cœur de l'Europe était contraire aux intérêts de la Pologne. La dissolution de la Russie, à ses yeux, ferait de la Pologne la principale alliée majeure de la France à l'Est.

Bochenski dénonçait l'État tchèque comme une menace envers la Pologne, et considérait les Tchèques comme ridicules, du fait de leurs prétentions, considérées comme fantastiques, sur le territoire allemand au sortir de la première guerre mondiale. Il ajoutait que la politique pro-soviétique des Tchèques forçait la Pologne à les considérer comme des ennemis. Reconnaisant que l'Allemagne serait la première à profiter d'un effondrement de l'État tchèque, il refusait pour autant d'accepter ce fait comme un argument contre une politique anti-tchèque. Il estimait qu'il serait calamiteux pour les intérêts polonais de voir les Tchèques réussir à assimiler la zone slovaque, et nota qu'Andréas Hlinka, le populaire dirigeant slovaque, avait conscience de ce danger lorsqu'il conseilla aux étudiants slovaques de se rendre à Budapest plutôt qu'à Prague. Bochenski admit que les Slovaques, par opposition aux Tchèques, se montraient amicaux envers l'Allemagne, mais il estimait que la politique polonaise pourrait en fin de compte porter des fruits en Slovaquie.

Bochenski insistait sur l'idée que la combinaison de Petite Entente (Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie) établie par la France était morte en pratique, et ne poserait plus longtemps problème à la Pologne. La Pologne s'intéressait en premier chef à maintenir ses propres relations étroites avec la Roumanie. Il reconnaissait qu'une Roumanie pro-allemande constituerait une cause de danger de la part de la Russie, mais notait que la Roumanie était également pro-polonaise. Il espérait qu'il serait possible de concilier les différences entre Roumains et Hongrois, et préconisait que la Ruthénie fût assimilée à la Hongrie une fois l'État tchèque dissous. Bochenski estimait que la Pologne devait établir son influence sur divers États voisins plus faibles (l'Ukraine, la Russie blanche, la Lituanie, la Roumanie, la Hongrie et la Slovaquie), puis proclamer sa propre doctrine Monroe. Il citait en passant l'axiome voulant que la Pologne n'avait pas les moyens de rendre un pouce de territoire acquis à Versailles ou à Riga. Il ajoutait lugubrement que la Pologne, face à quelque désastre irrémédiable, pourrait bien connaître le même sort terrible que la Hongrie au Trianon en 1919.

Il concluait que la Pologne connaîtrait des défaites jusqu'à ce que l'Europe subisse des changements radicaux. Il accueillait le conflit décrit comme inévitable entre la Pologne et l'Allemagne, et estimait que la pire chose qui pût arriver serait de trouver une Russie communiste à l'Est, et un État allemand communiste à l'Ouest de la Pologne. Il est facile aujourd'hui de voir que c'est exactement ce qui se produisit, par résultat justement de la poursuite de la politique préconisée par Bochenski.

Au cours du premier conflit mondial, les propagandistes alliés avaient coutume de citer d'obscurs livres allemands, lus par personne ou presque en Allemagne, pour prouver les supposées lâcheté et rapacité allemandes. Cette forme de propagande a réalisé toutes les tentatives qu'elle pouvait pour faire passer un livre supposément important comme suspect. Quoi qu'il en soit, on trouve dans le livre de Bochenski toute la trame de la politique polonaise sur la période 1935-1939, et cet ouvrage fut le livre polonais de politique étranger le plus important

de l'époque. Ses points importants sont accompagnés de plusieurs remarques brillantes sur les époques passées de l'histoire européenne.

Bochenski préconisait une politique de sang et de désastres. Il condamnait toute tentative de parvenir à une entente, fût-ce avec l'Allemagne ou avec la Russie. Il concédait que l'inimitié polonaise envers l'Allemagne et l'Union soviétique amènerait à une collaboration entre ces deux États. Il montrait du doigt un arc-en-ciel illusoire dans le ciel, qui ne fut qu'une bien maigre consolation pour les Polonais qui ne survécurent pas aux événements. Il ne présenta aucun remords pour son désir de voir les principaux voisins de la Pologne réduits à l'état de ruines et de destruction.

Du rejet de cette politique dépendait le salut de la Pologne. Bochenski déclara que la Pologne n'abandonnerait pas un pouce des territoires obtenus par suite de la première guerre mondiale. Il insista sur le fait que l'Allemagne finirait par demander que lui soient restitués de grandes bandes de terre anciennement allemandes. Il restait à voir ce que feraient les dirigeants polonais lorsqu'Hitler accepterait de reconnaître les frontières Ouest de la Pologne et de sacrifier les prétentions allemandes sur les territoires polonais anciennement allemands. En 1937, la Pologne pouvait encore être sauvée. Les conditions en Europe changeaient, mais la politique polonaise aurait pu prendre en compte ces changements. Le danger était que la Grande-Bretagne finisse par encourager la Pologne à défier l'Allemagne, et à plonger le nouvel État polonais dans une destruction désespérée. Les racines de la politique polonaise se trouvaient dans les expériences de la première guerre mondiale. Si les dirigeants polonais avaient pu comprendre que les changements en Europe excluaient une répétition de la première guerre mondiale, on aurait pu s'attendre à ce qu'ils adaptent leur ligne politique aux nouvelles conditions. D'un autre côté, si la Grande-Bretagne annonçait à nouveau son intention de détruire l'Allemagne, et ce malgré l'absence de tout conflit entre les intérêts britanniques et allemands, les Polonais, au vu de ces circonstances, ne pourraient que difficilement recevoir l'opprobre pour avoir échoué à se libérer de leurs vieilles illusions remontant à la première guerre mondiale. La clé de la politique polonaise, une fois révélée l'attitude raisonnable de l'Allemagne vis-à-vis de la Pologne, se trouvait à Londres. Les dirigeants polonais médiocres d'après 1935 ne surent pas résister aux offres de soutien extravagantes et enivrantes de l'empire britannique. Ainsi furent les choses, malgré le fait que toute alliance anglo-polonaise contre l'Allemagne ne pouvait mener qu'au désastre pour le cruellement éprouvé peuple polonais.

## Chapitre 3

# Le problème de Dantzig

### 3.1 Le rejet de l'auto-détermination à Dantzig

L'établissement de la soi-disant ville libre de Dantzig en 1919 par les alliés victorieux et les puissances à eux associées constitua la moins défendable des clauses du traité de Versailles. Il devint rapidement évident aux yeux des observateurs occidentaux, ainsi qu'aux peuples d'Allemagne, de Pologne et de Dantzig que cet accord international incroyablement compliqué ne pourrait jamais fonctionner de manière satisfaisante.

En 1919, Dantzig était une ville allemande de province ordinaire, sans attente ni désir de prendre une position centrale sur la scène politique mondiale. Les habitants de Dantzig auraient été heureux d'accueillir des privilèges économiques spéciaux polonais dans leur ville, comme moyen d'augmenter le commerce qui transitait dans leur port. Ils furent horrifiés à l'idée de se voir détachés de l'Allemagne et constitués séparément, les plaçant dans une position anormale, et sous une juridiction d'une Société des Nations expérimentale, qui n'avait commencé à exister qu'en 1920.

L'on pourrait fort bien se demander quelle serait l'attitude des habitants de Portland, dans l'État étasunien d'Oregon, si leur ville se trouvait subitement détachée des États-Unis d'Amérique et placée sous la juridiction de l'Organisation des Nations Unies, dans le but de garantir des accès à des infrastructures portuaires au Canada à proximité de la rivière Columbia. Ce ne serait qu'une faible consolation pour eux de se souvenir que la région environnant Portland, avant de passer sous souveraineté étasunienne en 1846, fut colonisée par la *British Hudson Bay Company*. Et les relations habituellement harmonieuses entre Canadiens et Portlandiens se détérioreraient sans doute rapidement si de telles conditions s'appliquaient.

Il n'est pas surprenant que les national-socialistes d'Adolf Hitler remportèrent une majorité électorale à Dantzig avant que cela n'arrive pour l'ensemble de l'Allemagne. Les habitants de Dantzig espéraient que, peut-être, Hitler pourrait agir pour améliorer les conditions intolérables établies en 1919 et les années qui suivirent. En 1939, ce fut chose aisée pour Margarete Gärtner, la propagandiste national-socialiste, de compiler des citations d'environ cent experts occidentaux de premier plan déplorant l'imbécillité de l'accord de Dantzig de 1919. Sa liste n'était guère plus qu'un échantillon, mais il suffit à concrétiser l'idée qu'à Dantzig, on avait commis une sacrée bévue.

Le problème exploité en 1939 par Lord Halifax de Grande-Bretagne aux fins de détruire l'amitié entre l'Allemagne et la Pologne fut justement le problème de Dantzig. L'effondrement final de l'État tchèque de mars 1939 eut des retombées moindres dans la Pologne voisine, dont les dirigeants étaient inclinés à se féliciter de l'événement, qu'aux lointains États-Unis. Les dirigeants polonais avaient convenu qu'en mars 1939 le retour de Memel du giron lituanien au giron allemand ne provoquerait pas de sujet à différend entre l'Allemagne et la Pologne. Hitler insista sur le fait que l'Allemagne ne revendiquerait pas un pouce de territoire polonais, et qu'elle était prête à reconnaître la frontière polonaise décidée à Versailles de manière permanente. Les diplomates polonais avaient indiqué que répondre à la demande allemande d'améliorer les échanges vers la Prusse orientale allemande ne constituait pas une difficulté insurmontable. Les dirigeants allemands étaient perturbés par la discrimination exercée par les Polonais à l'égard des Allemands vivant en Pologne, mais n'inclinaient pas à considérer ce sujet comme motif de conflit entre les deux États. Ce fut principalement Dantzig qui consumma la rupture. Ce fut la discussion sur Dantzig, entre l'Allemagne et la Pologne, qui amena les dirigeants polonais à avertir Hitler que la poursuite des objectifs allemands dans cette région finirait par déboucher sur une guerre entre la Pologne et l'Allemagne.

La défiance polonaise envers Hitler sur la question de Dantzig ne commença qu'après que les dirigeants britanniques eurent lancé une politique d'encerclement vigoureuse conçue pour étrangler le Reich allemand. Il est très peu probable que les dirigeants polonais auraient défié Hitler s'ils n'avaient pas disposé de garanties de soutien britannique. Les dirigeants polonais avaient reçu des assurances, depuis septembre 1938, garantissant que les dirigeants britanniques les soutiendraient contre Hitler à Dantzig. Nombreux furent les dirigeants polonais à déclarer qu'ils auraient combattu les objectifs allemands à Dantzig même si la Pologne s'était trouvée sans un

seul allié. Ils essayaient par là de souligner l'importance qu'ils portaient à Dantzig, en évoquant ce qu'ils auraient pu faire dans cette situation hypothétique. Mais cela ne signifie pas qu'ils auraient effectivement combattu pour Dantzig si l'occurrence s'en était réellement présentée, et l'on peut douter que Pilsudski se serait battu pour Dantzig en 1939 sans soutien britannique. Il est évident que Dantzig fut le sujet choisi par les dirigeants polonais pour défier Hitler après que les Britanniques eurent offert une alliance à la Pologne.

Il est facile de constater aujourd'hui que la création de la Ville Libre de Dantzig constitua la disposition la plus stupide du traité de Versailles. Une expérience similaire, à Trieste, en 1947, fut abandonnée après quelques années pour avoir été reconnue comme irréalisable, et l'on espère qu'à l'avenir l'Europe se verra épargnée d'autres expériences de cette nature. Dantzig disposa d'un régime national-socialiste à partir de 1933, et Carl Burckhardt, le dernier haut-commissaire de la Société des Nations, déclara en 1937 que l'union entre Dantzig et le reste de l'Allemagne était chose inévitable. Les dirigeants polonais prétendirent croire qu'il fallait empêcher Dantzig de retourner au Reich. C'est là chose particulièrement difficile à comprendre, lorsqu'on se souvient qu'à partir de 1924, les Polonais disposèrent de leur propre ville portuaire, la florissante ville de Gdynia sur l'ancienne côte allemande, et que par ailleurs jamais auparavant dans l'histoire les Polonais n'avaient disposé d'un port leur appartenant en propre. Les Polonais revendiquaient la Vistule comme leur rivière, ainsi que le droit d'en contrôler l'estuaire. Lorsque Joseph Goebbels observa qu'il serait tout aussi logique que l'Allemagne revendique Rotterdam et l'estuaire du Rhin, les Polonais répondirent en se plaignant que les Allemands contrôlaient les estuaires de nombreuses rivières allemandes, comme la Weser, l'Elbe et l'Oder, mais que pour la pauvre Pologne c'était la Vistule ou rien. Les Allemands auraient tout aussi bien pu répondre que c'était injustice divine que la Pologne fût dotée de plus de terres riches et propices à l'agriculture que l'Allemagne. Dans l'ensemble, au fil des discussions sur Dantzig, les Polonais se montrèrent imperméables aux raisonnements logiques, et cette attitude rendit une situation déjà absurde encore plus compliquée, en dépit du fait qu'un accord de compromis, sur la base des termes généreux proposés par Hitler, aurait pu être possible sans l'intrusion britannique.



FIGURE 3.1 – Carl Jacob Burckhardt, diplomate, historien et écrivain suisse, et à partir de 1937 haut-commissaire de la Société des Nations dans la ville libre de Dantzig

### 3.2 L'établissement du régime de ville libre

Historiquement, Dantzig fut le port-clé de l'estuaire de la grande artère constituée par la Vistule. La ville moderne de Dantzig fut fondée au début du XIV<sup>ème</sup> siècle, et se vit habitée presque exclusivement par des Allemands dès cette époque. Elle fut établie sur le site d'un village de pêcheurs, habité par des Slaves occidentaux non polonais, dont on trouve trace dans les registres d'une église du X<sup>ème</sup> siècle. Les Allemands arrivèrent d'abord dans la région de Dantzig au cours d'un mouvement de colonisation du peuple allemand vers l'Est à la fin du Moyen Âge. Dantzig fut la capitale de la province prussienne de Prusse occidentale, jusqu'à ce que les vainqueurs de la première guerre mondiale décidassent de séparer ce port sur la Baltique du reste de l'Allemagne. La ville était déjà capitale de province dans le Royaume allemand de Prusse avant l'établissement de la Confédération de l'Allemagne du Nord en 1867 et du Second Empire allemand en 1871.

En 1920, les puissances alliées transformèrent Dantzig : de capitale de province, elle devint une ville-état allemande dans le style prédominant d'autres villes hanséatiques comme Brême, Hambourg et Lübeck. Ces trois villes restèrent séparées des États fédéraux de l'Empire allemand établi par Bismarck. La différence en fut que les puissances victorieuses insistèrent pour que Dantzig ne rejoignît pas les autres États de l'Union allemande, ni ne retournât dans le giron de l'Allemagne. Ils décrétèrent également que Dantzig devrait souscrire à diverses servitudes établies au bénéfice de la Pologne.

Ce sont les articles 100 à 108 du traité de Versailles. Un haut commissaire nommé par la Société des Nations devait constituer la première instance de recours pour tout différend entre la Pologne et Dantzig. La gestion des affaires étrangères de Dantzig fut déléguée à la Pologne, et il fut disposé que la ville libre relèverait de la zone douanière polonaise. La Pologne se voyait assurée, *sans aucune restriction, le libre usage et le service des voies d'eau, des docks, bassins, quais et autres ouvrages sur le territoire de la ville libre nécessaires aux importations et exportations de la Pologne*<sup>1</sup>, ainsi que *le contrôle et l'administration de la Vistule et de l'ensemble du réseau ferré dans les limites de la ville libre, sauf les tramways et autres voies ferrées servant principalement aux besoins de la ville libre, ainsi que le contrôle et l'administration des communications postales, télégraphiques et téléphoniques entre la Pologne et le port de Dantzig et que le droit de développer et d'améliorer les voies d'eau, docks, bassins, quais, voies ferrées et autres ouvrages et moyens de communication ci-dessus visés, et de louer ou acheter dans des conditions appropriées, les terrains et autres propriétés nécessaires à cet effet*. Les résidents de Dantzig perdaient ipso facto la nationalité allemande ; une clause permettait aux adultes de demander à conserver leur nationalité allemande sous deux années<sup>2</sup>. La double nationalité partagée entre Dantzig et l'Allemagne était interdite. La Société des Nations, comme autorité souveraine, se vit octroyée l'ensemble des possessions des administrations allemandes et prussiennes sur le territoire de Dantzig. Il revenait à la Société des Nations de décider quelles possessions parmi celles-ci pourraient être assignées à la Pologne ou à Dantzig.

Le traité qui désigna formellement les propriétés spécifiques de la Pologne fut ratifié le 3 mai 1923. Les Polonais recevaient les casernes de Petershagen et Neufahrwasser, les ressources navales, les dépôts pétroliers, l'ensemble des armes et outils d'armement en provenance de l'usine d'armement démantelée de Dantzig, les entrepôts, un immeuble d'habitation, la bâtiment de la sécurité sociale de la place Hansa, les principales lignes ferroviaires et leurs infrastructures, ainsi que la propriété de la plupart des lignes téléphoniques et télégraphiques. D'autres infrastructures furent cédées à la commission du port libre, supervisée par la Société des Nations, dont les Polonais étaient partie prenante. Les Polonais demandèrent un dépôt de munitions et une base permettant d'héberger une petite garnison de soldats polonais. La presqu'île de Westerplatte, proche du district densément peuplé de Neufahrwasser, fut assignée à la Pologne le 22 octobre 1925. Le parlement de Dantzig protesta en vain contre cette décision, qualifiée de « *nouveau viol de Dantzig* ». Les Polonais reçurent également la permission d'ancrer des bâtiments de guerre et du personnel de la marine militaire dans la zone. Ces divers octrois firent que dès 1925, le gouvernement polonais fut le principal propriétaire foncier de la région de la ville libre.

La constitution de Dantzig fut promulguée le 14 juin 1922, après avoir été approuvée par la Pologne et la Société des Nations. On y intégra des clauses garantissant que les Polonais pourraient user de la langue polonaise dans les tribunaux de Dantzig, et une loi spéciale garantissant des structures éducatives adaptées à la minorité polonaise fut adoptée le 20 décembre 1921. La constitution de Dantzig, en dépit du déni qui était fait aux habitants de Dantzig d'user de leur droit à l'auto-détermination, restait basée sur le concept de souveraineté populaire ; cette constitution stipulait également que la construction de fortifications ou que la fabrication de matériel de guerre ne pourraient être entreprises qu'avec l'aval de la Société des Nations.

La constitution définissait un *Volkstag* (une assemblée) de 120 membres élus pour un mandat de quatre années. Il s'agissait surtout d'un corps consultatif, disposant du droit de demander des informations quant aux politiques publiques ; l'approbation formelle du *Volkstag* restant nécessaire pour l'adoption des textes adoptée par le Sénat restant requise. Le Sénat, avec ses 22 membres, constituait le siège d'une autonomie locale soigneusement délimitée. Le président, et les sept autres dirigeants administratifs, comparables à des commissaires de la ville, étaient élus pour quatre années et recevaient un salaire fixe. Les sept départements administratifs du Sénat

<sup>1</sup>Les passages en italique sont des citations littérales de l'article 104

<sup>2</sup>Ce qui impliquait, selon l'article 106, que les personnes décidant de conserver la nationalité allemande devaient quitter Dantzig, NdT